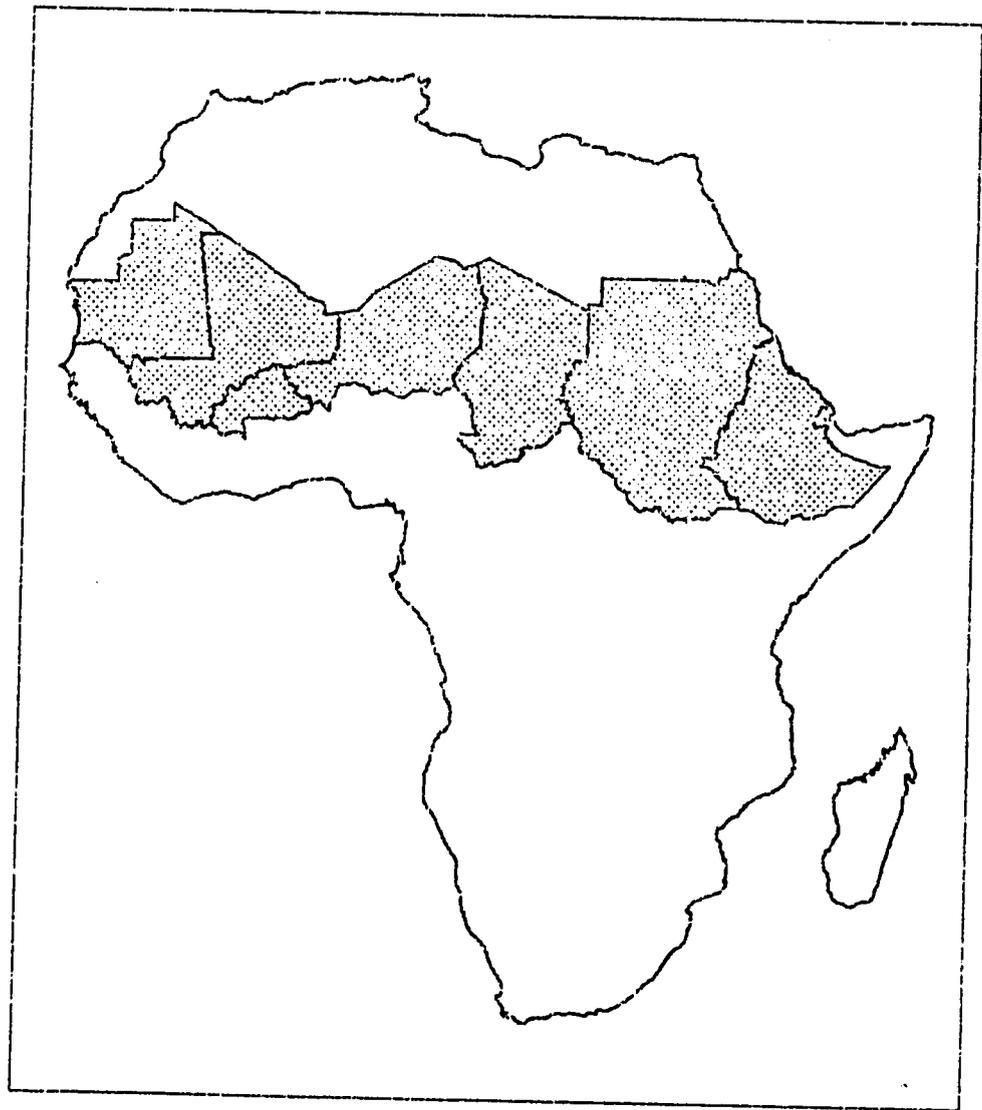


# Evaluation de la moisson céréalière



*Avec des rapports  
sur:*

- la Mauritanie
- le Mali
- le Burkina
- le Niger
- le Tchad
- le Soudan
- l'Ethiopie

**BEST AVAILABLE DOCUMENT**

Evaluations nationales préparées pendant le mois de décembre 1990 par les Missions de l'USAID et les représentants de FEWS dans chacun des pays suivis par FEWS. Publiées par FEWS/Washington pour l'Agence le développement internationale (AID), Bureau de l'Afrique.

# **Evaluation de la moisson céréalière janvier 1991**

*Publiée pour:*

**L'Agence pour le développement international, Bureau de l'Afrique  
Office des ressources techniques**

*Publiée par:*

**FEWS Project, Tulane/Pragma Group**

**1611 N. Kent St., Suite 201**

**Arlington, VA 22209**

**(703) 243-1070**

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Résumé analytique</b>  | <b>1</b>  |
| <b>Région FEWS: Seconde année de médiocres et piètres moissons</b>  | <b>2</b>  |
| Carte 1: Récapitulatif régional   | 2         |
| Tableau 1: Comparaison des bilans de la production céréalière   | 3         |
| Tableau 2: Comparaison de la production céréalière par habitant   | 4         |
| Tableau 3: Comparaison des besoins satisfaits par la production en pourcentage                                    | 4         |
| Figure 1: Prix mensuels du mil sur certains marchés sahéliens (1984-90)   | 4         |
| <b>Mauritanie: On risque la pire moisson en quatre ans</b>  | <b>6</b>  |
| Carte 2: Carte de référence de la Mauritanie  | 6         |
| Tableau 4: Estimations provisoires de la campagne agricole de 1990/91 – Bureau des statistiques agricoles et FEWS | 8         |
| Tableau 5: Stocks alimentaires disponibles au premier octobre, comparés au niveau de 1989/90                      | 8         |
| Tableau 6: Projections des besoins en consommation céréalière pour 1990/91  | 9         |
| Tableau 7: Bilan céréalier provisoire pour 1991   | 10        |
| Annexe 1: Notes pour l'estimation initiale sur la production céréalière de 1990/91                                | 12        |
| Annexe 2: Aide alimentaire prévue et probable pour 1990/91  | 12        |
| <b>Mali: La bonne moisson n'est pas le lot de tous</b>  | <b>14</b> |
| Carte 3: Carte de référence du Mali   | 14        |
| Tableau 8: Production céréalière brute de 1990 comparée à 1989 et à la moyenne de 10 ans (milliers de tonnes)     | 15        |
| Tableau 9: Bilans de la production régionale de céréales secondaires et de riz                                    | 16        |
| Tableau 10: Bilan céréalier nationale   | 17        |
| Figure 2: Prix mensuels nominaux du mil, Mopti, 1987-90   | 17        |
| Figure 3: Termes de l'échange entre le mil et les chèvres, moyenne des marchés suivis par le SAP/Mali             | 18        |
| Carte 4: Populations vulnérables au Mali  | 19        |
| <b>Burkina: Besoin d'une aide alimentaire d'urgence</b>   | <b>20</b> |
| Carte 5: Carte de référence du Burkina  | 20        |
| Tableau 11: Engagements d'aide d'urgence  | 22        |
| Tableau 12: Estimation du bilan céréalier nationale pour 1990/91, Gouvernement du Burkina Faso                    | 22        |
| Tableau 13: Comparaisons des bilans céréaliers dans les provinces   | 22        |
| Figure 4: Prix mensuels nominaux du mil, Ouagadougou, 1984-86 et 1990   | 23        |
| <b>Niger: Seconde mauvaise moisson: Assistance alimentaire nécessaire dans plusieurs régions</b>                  | <b>26</b> |
| Carte 6: Carte de référence du Niger  | 26        |
| Tableau 14: Estimations sur la production de mil et de sorgho pendant la saison des pluies, 1990/91               | 27        |
| Tableau 15: Pourcentages des besoins céréaliers satisfaits par la production, au niveau département               | 28        |

|   |           |
|---|-----------|
| Tableau 16: Bilan céréalier nationale pour le mil et le sorgho  | 32        |
| Carte 7: Populations vulnérables au Niger   | 32        |
| Annexe 3: Production céréalière dans les arrondissements  | 33        |
| Annexe 4: Besoins céréaliens satisfaits par la production 1990/91                                       | 34        |
| <b>Tchad: Les déficits de la production et les conflits armés augmentent l'insécurité alimentaire</b>   | <b>36</b> |
| Carte 8: Carte de référence du Tchad  | 36        |
| Tableau 17: Production céréalière brute 1990/91   | 37        |
| Tableau 18: Production céréalière annuelle depuis 1983  | 38        |
| Figure 5: Prix nominaux mensuels du mil, N'Djamena, 1983 et 1987-90                                     | 39        |
| Figure 6: Termes de l'échange entre le mil et les moutons, moyenne des marchés SAP à Biltine et Ouaddaï | 39        |
| Tableau 19: Plan de distribution alimentaire, SAP/Tchad   | 40        |
| Carte 9: Populations vulnérables au Tchad   | 41        |
| <b>Soudan: Le déficit alimentaire de 1,2 million de tonnes menace 9-10 millions de personnes</b>        | <b>42</b> |
| Carte 10: Carte de référence du Soudan  | 42        |
| Tableau 20: Comparaisons inter-annuelles de la production céréalière brute au Nord du Soudan            | 43        |
| Tableau 21: Balances de la production régionale pour 1990/91  | 45        |
| Tableau 22: Engagements des bailleurs de fonds, au 2 janvier 1991                                       | 45        |
| <b>Ethiopie: Encore une mauvaise récolte dans le Nord</b>   | <b>50</b> |
| Carte 11: Carte de référence de l'Ethiopie  | 50        |
| Tableau 23: Bilan alimentaire nationale de 1990/91, FEWS  | 54        |
| Tableau 24: Comparaison des estimations sur les secours   | 56        |

Termes clés

Au verso de la page de dos

# Résumé analytique

## *Mauritanie*

Cette année, la production agricole nationale ne permettra de répondre qu'à un maximum de 33% des besoins de consommation céréalière en Mauritanie. Si l'on part des estimations préliminaires les plus élevées sur la production disponible (109.030 tonnes nettes), y compris les importations commerciales prévues, il manque plus de 100.000 tonnes dans les stocks de céréales disponibles pour répondre aux besoins de consommation. Quelle que soit l'estimation utilisée, 120.000 personnes seront extrêmement vulnérables à une crise alimentaire en 1991. Au 1er octobre, les distributions et fermes engagements d'aide alimentaire représentaient au total 43.500 tonnes. Les bailleurs de fonds devront prendre des mesures immédiates si l'on veut éviter les imminentes pénuries alimentaires et de graves crises pouvant provoquer un état de famine.

## *Mali*

La campagne agricole 1990/91 devrait produire un modeste excédent alimentaire au niveau national. Toutefois, de mauvaises récoltes très localisées et les transhumances irrégulières du bétail rangent 1,78 million de personnes dans les "modérément vulnérables" aux pénuries alimentaires et 71.000 personnes en plus dans les extrêmement vulnérables. Les stocks locaux pourraient permettre de répondre à la plupart des besoins alimentaires, si toutefois les exploitants qui ont des excédents les écoulent sur le marché.

## *Burkina*

La production céréalière était mauvaise pendant une seconde année consécutive dans le Plateau central très peuplé du Burkina. Des secours alimentaires seront nécessaires pour couvrir un déficit céréalier national d'environ 127.000 tonnes (production céréalière plus importations plus changement dans les stocks moins besoins de consommation). Le Gouvernement du Burkina et les bailleurs de fonds mettent leurs efforts en commun en vue d'améliorer la situation d'environ 2,6 millions de personnes modérément vulnérables à la famine à l'heure actuelle.

## *Niger*

Malgré la prévision d'un excédent céréalier net, le Niger connaîtra de graves pénuries alimentaires au niveau régional et aura besoin d'une assistance externe. Ces pénuries sont le résultat de deux mauvaises récoltes consécutives conjuguées au manque de moyens économiques pour acheter des céréales dans le système commercial. En outre, les conditions des pâturages, la disponibilité d'eau et les moyens économiques posent problème à de nombreux éleveurs.

## *Tchad*

Une pluviosité insuffisante et irrégulière dans les régions agricoles au nord du treizième parallèle ont placé plus de 500.000 personnes à risques. Les pénuries alimentaires dues à la sécheresse seront exacerbées par les récents conflits armés à l'origine de la mise à sac de certains stocks alimentaires du secteur public et des nouveaux besoins des réfugiés qui sont de retour. Les réserves alimentaires du pays ne suffiront pas à satisfaire les besoins, il faudra se tourner vers la communauté des bailleurs de fonds.

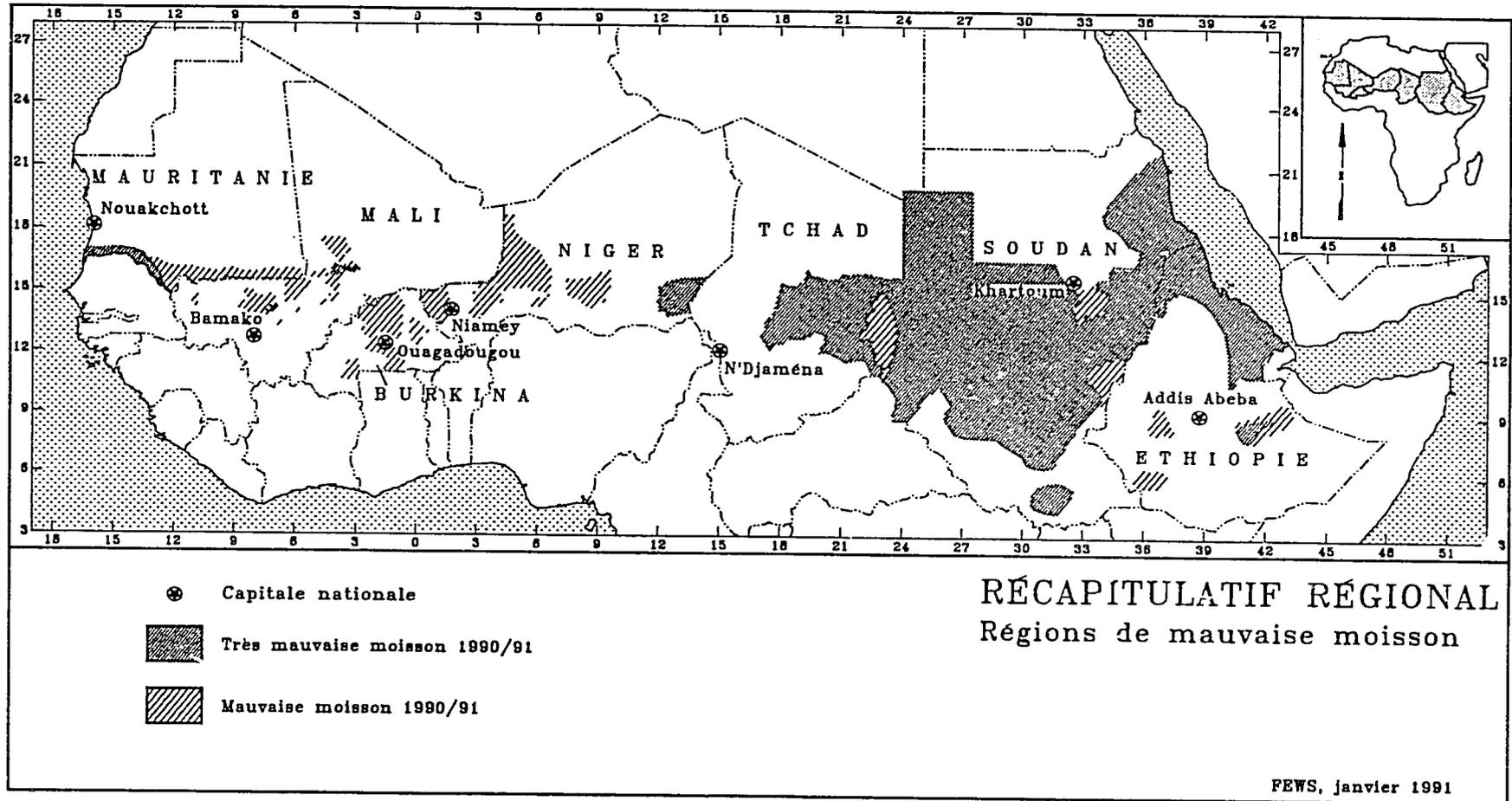
## *Soudan*

L'USAID, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme d'alimentation mondiale (PAM) conviennent que la situation alimentaire au Soudan relevant de l'état d'urgence, il faut des secours immédiats et massifs pour combler un déficit alimentaire de 1,2 million de tonnes. Les bailleurs de fonds sont effarés par "l'ampleur de la catastrophe possible". Le déficit de 1,2 million de tonnes touche 9 à 10 millions de personnes.

## *Ethiopie*

Pour la seconde année consécutive, de graves sécheresses ont été à l'origine des mauvaises récoltes dans le Nord et l'Est de l'Ethiopie. La production agricole record enregistrée dans les autres parties du pays permettra, cette année, de combler une partie des déficits régionaux. Toutefois, les continuel troubles civils et l'écroulement quasi complet des mécanismes de survie traditionnels de l'Erythrée porteront les besoins du pays à pratiquement un million de tonnes.

Carte 1: Récapitulatif régional



# REGION FEWS

## *Seconde année de médiocres et piètres moissons*

Rapport FEWS/Washington préparé le 15 janvier 1991

### *Récapitulatif*

Les moissons de la principale saison de 1990, dans les pays suivis par FEWS, ont été généralement analogues, voire pires, que les médiocres moissons de la saison principale en 1989. Les régions au sein de chaque pays qui avaient eu les pires moissons l'année dernière ont été tout aussi éprouvées cette année. Les mécanismes de survie et les réserves ont déjà été épuisés pour faire face à la mauvaise récolte de 1989. Le manque d'eau de surface au Nord du Sahel empêche les éleveurs de profiter des stocks de foin de saison sèche dans ces régions. Ceux qui sont touchés devront à nouveau chercher, par tous les moyens possibles, à compenser la très mauvaise production. Certains de ces problèmes locaux sont masqués par des conditions nationales plus favorables: la récolte au Mali s'est soldée par un excédent au niveau national et l'Ethiopie a enregistré un nouveau record cumulatif, et pourtant certains cercles au Mali comptent plus de 71.000 personnes extrêmement vulnérables aux crises alimentaires avant la prochaine moisson, et les régions d'Erythrée et d'Harerghe en Ethiopie comptent plusieurs millions de personnes exposées au risque de famine. Les mauvaises moissons et l'extrême insécurité alimentaire frappent à présent l'ensemble du territoire soudanais; il n'est guère probable qu'on puisse y pallier même avec les niveaux d'assistance les plus ambitieux (cf. Carte i).

Les multiples causes des problèmes au Soudan sont malheureusement une histoire bien connue. La sécheresse et la mauvaise production agricole sont conjuguées aux conflits civils, à l'indifférence, voire à l'hostilité des autorités locales et à la détérioration des conditions économiques. Le Soudan, l'Ethiopie, le Tchad, la Mauritanie et, dans une moindre mesure, le Mali sont tous confrontés à une partie si ce n'est à tous ces problèmes. Et pourtant, ces problèmes ne sont rien comparé à ce que pourrait se passer si la campagne agricole de 1991 s'avérait mauvaise. Une autre mauvaise moisson au Nord et à l'Est de l'Ethiopie, dans les zones sahéliennes du Tchad, du Niger, du Burkina, du Mali ou dans la vallée du fleuve Sénégal en Mauritanie ferait de ces problèmes locaux des désastres d'envergure nationale, comme ce fut la situation au Soudan.

### *Où en sommes-nous depuis 1984?*

Les mauvaises récoltes de 1984 dans le Sahel et l'ensemble de la corne, qui avaient fait suite aux mauvaises récoltes de

1983, à l'origine de centaines de milliers de décès imputables à la famine, sont devenus la catastrophe type qu'évoquent nombreux de ceux qui cherchent à communiquer la gravité des crises alimentaires plus récentes. Les graves problèmes qui se dessinent au Soudan, au Nord de l'Ethiopie et, même dans des régions plus petites, comme à Yatenga (cf. compte rendu du Burkina), dans la vallée du fleuve Sénégal (cf. compte rendu sur la Mauritanie) et ailleurs, ont bien la même allure de catastrophe. Compte tenu des limitations des données existantes, les mesures ci-après tentent de situer les moissons nationales de 1990 dans un contexte comprenant 1984 et une période récente de production "moyenne".

Le Tableau 1 compare les déficits nets dans la production céréalière nationale (production céréalière nette moins besoins de consommation annuels) de 1990 avec ceux de 1984. Au niveau national du moins, et en écartant pour le moment toutes les autres ressources disponibles (stocks alimentaires, bétail, assistance, etc.), les déficits dans la production de 1990 semblent nettement moins importants que ceux de 1984, à l'exception de la Mauritanie où le déficit absolu est pratiquement aussi grave cette année et au Soudan où le déficit de 1990 atteint les 75% de celui de 1984. Mais il s'agit d'être prudent puisque les répercussions qu'entraînerait un déficit de la production

**Tableau 1: Comparaison des bilans de la production céréalière (tonnes)**

| Bilans de la production céréalière nette |            |            |
|--|------------|------------|
|  | 1990       | 1984       |
| Mauritanie                               | -233.336   | -258.697   |
| Mali                                     | +120.000   | -418.225   |
| Burkina                                  | -244.932   | -528.514   |
| Niger                                    | -197.081   | -551.274   |
| Tchad                                    | -233.364   | -346.353   |
| Soudan                                   | -1.212.000 | -1.636.531 |
| Ethiopie                                 | -1.038.000 | -2.400.987 |

Sources: Cf. chapitres sur les différents pays. Les données de 1984 proviennent des mêmes sources, chaque fois que possible, autrement il s'agit d'estimations de FEWS ou de l'USAID.

**Tableau 2: Comparaison de la production céréalière par habitant**

| Production céréalière nette par habitant (kg)* |       |       |                      |
|--|-------|-------|----------------------|
|  | 1990  | 1984  | Période de référence |
| Mauritanie                                     | 47,2  | 11,1  | 45,8                 |
| Mali   | 199,4 | 126,4 | 184,7                |
| Burkina  | 164,8 | 121,1 | 172,4                |
| Niger  | 187,3 | 128,9 | 208,9                |
| Tchad  | 108,1 | 65,2  | 103,0                |
| Soudan   | 70,0  | 53,1  | 111,4                |
| Ethiopie                                       | 123,8 | 89,2  | 130,3                |

Source: Cf. chapitres sur les divers pays pour les sources et détails sur la production et la population en 1990. Notes: \* Production céréalière nette divisée par le nombre d'habitants. Périodes de référence: Mauritanie, Tchad: 1983-89; Mali, Niger: 1980-89; Burkina, Soudan: 1984-89; Ethiopie 1980-84. La méthode pour estimer la production était nettement différente pendant la période de référence au Burkina et en Mauritanie.

dépendent de l'ampleur avec laquelle il se répand au sein de la population et des possibilités qu'ont les habitants d'y faire face.

Sur la base par habitant, les récoltes de 1990 étaient en général meilleures qu'en 1984. La production nette de la moisson en 1990 se situait entre 47 kilogrammes (kg) de céréales par personne en Mauritanie et 70 au Soudan, à 199 kg au Mali

**Tableau 3: Comparaison des besoins satisfaits par la production en pourcentage**

| Besoins annuels satisfaits par la production céréalière nette |              |              |                           |
|---|--------------|--------------|---------------------------|
|   | 1990/91<br>% | 1984/85<br>% | Période de référence<br>% |
| Mauritanie  | 28           | 11           | 37                        |
| Mali  | 107          | 68           | 99                        |
| Burkina   | 86           | 63           | 89                        |
| Niger   | 88           | 60           | 98                        |
| Tchad   | 76           | 45           | 72                        |
| Soudan  | 54           | 41           | 86                        |
| Ethiopie  | 85           | 61           | 97                        |

Source: Cf. chapitres sur les pays pour les sources et détails pour 1990. Notes: Besoins céréaliers annuels (kg) utilisés: Mauritanie 165; Mali 185; Burkina 190; Niger 212 en tant que moyenne entre 1990 et 220 utilisée par l'USAID/Niger; Tchad 142; Soudan 130 en tant que moyenne entre 141 et 90, taux utilisé par FEWS/Soudan; Ethiopie 145. Périodes de référence idem au Tableau 2.

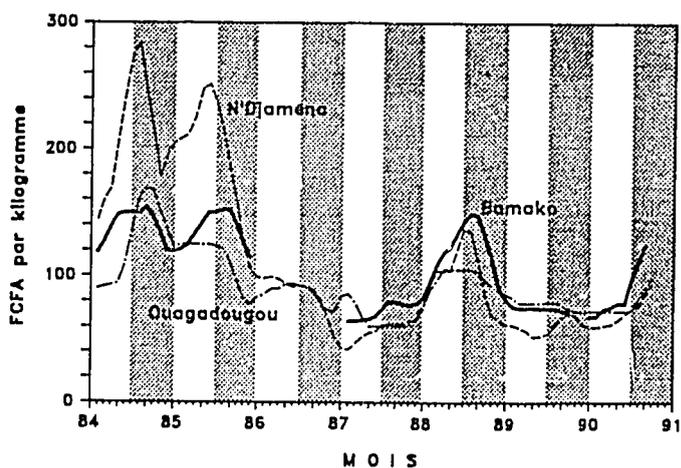
et 187 au Niger (cf. Tableau 2). Excepté pour le Tchad et le Mali, c'est moins que pour une période "normale" mais certainement plus, et pour tous les cas, qu'en 1984. Seulement, ce sous-ensemble de données sur la production céréalière (et même les chiffres plus complets d'une année à l'autre) ne porte pas la moindre trace d'un accroissement soutenu dans la production alimentaire qui dépasserait la croissance normale de la population, ce qui vient renforcer les avis très répandus selon lesquels la production par habitant dans la corne et l'Afrique sahélienne est en train de décliner.

Le Tableau 3 compare dans quelle mesure chaque récolte (1990, 1984, et "normal") a permis de répondre aux besoins céréaliers annuels par habitant. Là aussi, nous voyons que dans quasiment chaque pays (à l'exception du Mali et du Tchad) la production de 1990 a satisfait moins de besoins que lors d'une année "normale", mais nettement plus en revanche qu'en 1984. Les répercussions de la mauvaise production de 1990 ne s'en feront pas moins durement ressentir. Prenons pour cela un Soudanais moyen qui devra chercher à financer, à partir de sources non-agricoles, 60% d'aliments/revenus en plus en 1991 que lors d'une année "normale". Vu les conditions actuelles de ce pays (cf. chapitre sur le Soudan), la tâche est herculéenne.

### Les prix des céréales indiquent d'éventuels problèmes

Les niveaux et les tendances dans les prix céréaliers des régions suivies par FEWS ont accusé une nette tendance à la hausse ces derniers mois, comparé aux années précédentes. La Figure 1 présente les données sur les prix du mil au Tchad, au Burkina et au Mali reflétant les réactions du marché face à une mauvaise récolte de 1990/91 et une diminution du stock céréalier en 1991. Les barres verticales foncées indiquent les périodes de récolte (juillet à décembre) lorsque les marchés généralement réagissent aux informations sur les résultats de la moisson. Les prix chutent en prévision d'une "bonne" moisson (par exemple,

**Figure 1: Prix mensuels du mil sur certains marchés sahéliens (1984-90)**



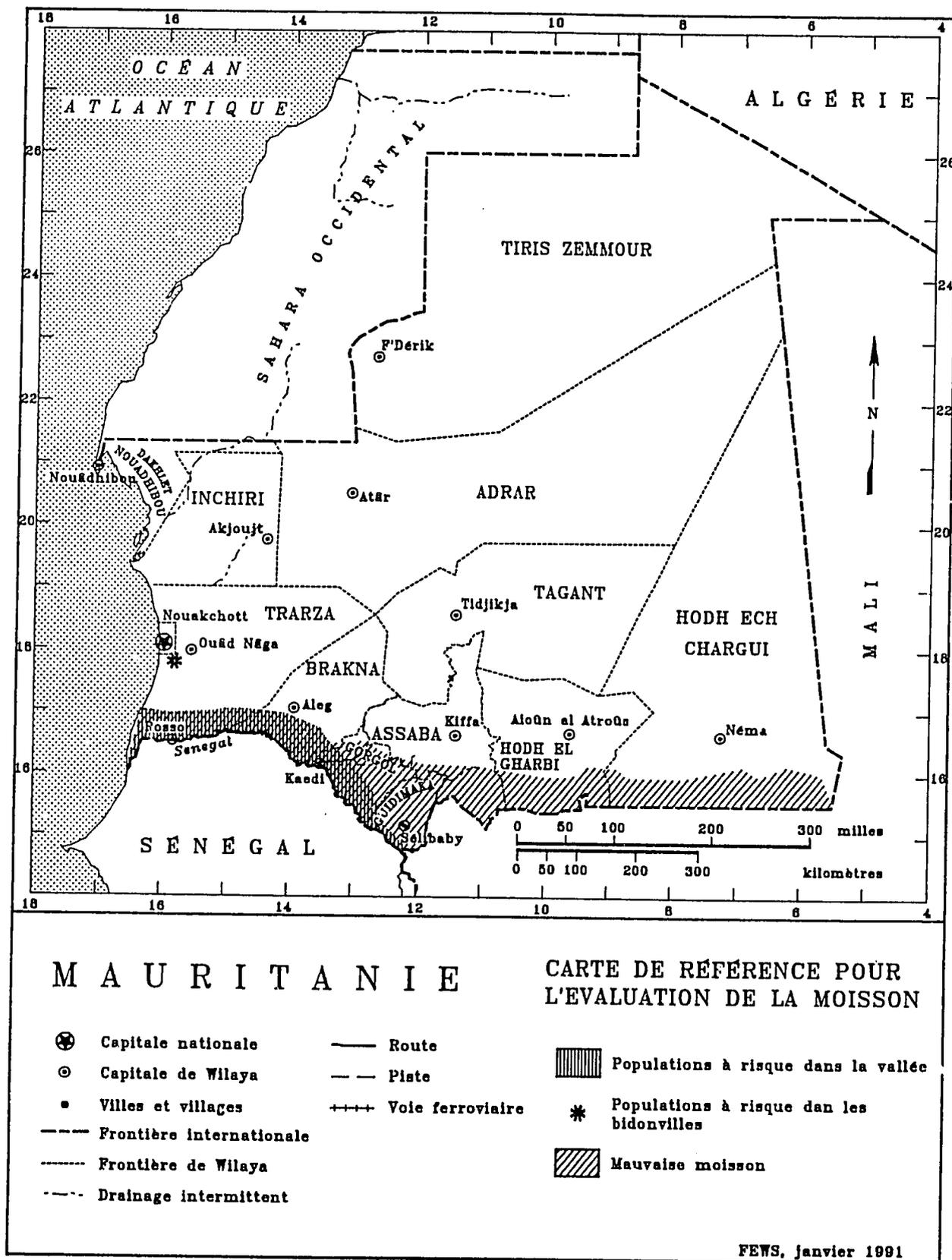
Source: Tchad: USAID/ADO/PUFF; Burkina: GB/INSD; Mali: GRM/DNSI; FEWS/W. Notes: les données sont des prix mensuels moyens nivelés sur des périodes de trois mois. Les périodes de moisson de juillet-décembre sont indiquées par les barres foncées.

1985/86 et 1988/89) et restent faibles ou augmentent en réponse à des moissons "moyennes" ou "médiocres" (par exemple 1987/88 et 1989/90) suivant d'autres facteurs au niveau de l'offre (stocks de report, stocks publics, sources externes d'approvisionnement, etc.). Le lecteur notera que, depuis la deuxième moitié de 1984, on n'avait pas assisté à un tel renchérissement des prix que celui observé pendant la dernière moitié de 1990, renchérissement qui suit une campagne "moyenne" de 1989/90. Les prix peuvent encore baisser en 1991, mais cela ne se produira probablement que plus tard et dans des proportions moindres que ces dernières années (cf. Figure 2, 4 et 5 respectivement, dans les chapitres sur le Mali, le Burkina et le Tchad).

Lors d'une "mauvaise" campagne agricole, les ménages sahéliens devront repenser leurs budgets pour faire face à une offre et un accès plus restreint aux céréales, vu le renchérissement des prix et les revenus stagnants ou en baisse. Ils diminueront les achats, le nombre de repas, remplaceront par d'autres produits alimentaires et iront chercher du travail ailleurs ou encore vendront leurs biens. Des niveaux de prix plus élevés pour les céréales peuvent se répercuter gravement sur les ratios de l'échange ("termes de l'échange") du bétail

contre des céréales, surtout lorsque les prix du bétail sont à la baisse. Dans de telles conditions, il est difficile d'acheter des céréales pour substituer aux pertes d'une mauvaise moisson. Les sections sur les conditions de marché dans les chapitres sur le Mali et le Tchad présentent sous forme de graphe la détérioration des ratios de l'échange petits-ruminants-pour-céréales (cf. Figures 3 et 6 respectivement, dans les chapitres sur le Mali et le Tchad). Dans les deux pays, les recettes provenant de la vente du bétail permettent d'obtenir à peine la moitié de la quantité de mil qu'il y a un an. Les ménages qui se procurent régulièrement des céréales par le biais de tels échanges (agro-éleveurs et éleveurs) seront tout particulièrement touchés.

Les six mois à venir et la moisson de 1991/92 permettront de déterminer si les régions suivies par FEWS se dirigent vers une famine, comme ce fut le cas en 1984/85, ou s'ils arrivent à redresser la situation comme en 1988/89. Une "bonne" récolte en 1991 aurait pour corollaire accroissement de l'offre et baisse des prix, empêchant ainsi une aggravation de l'insécurité alimentaire dans la région. Mais l'on assistera à la situation contraire si la campagne agricole de 1991 s'avère "médiocre" ou "mauvaise".



Carte 2: Carte de référence de la Mauritanie

# MAURITANIE

## *On risque la pire moisson en quatre ans*

Rapport USAID/Mauritanie et FEWS/Mauritanie reçu à Washington le 11 décembre 1990

### **Récapitulatif**

*Les perspectives de moisson se situent entre mauvaises et catastrophiques pour toute la ceinture agricole qui s'étend le long de la frontière au Sud de la Mauritanie, suite au manque de pluies, au manque de crues du fleuve et aux dégâts causés par les ravageurs (cf. Carte 2). Bien que 43.500 tonnes de nourriture, au titre de l'aide alimentaire pour 1991, soient déjà arrivées ou en voie de l'être, il faut décider de suite l'aide supplémentaire si l'on veut prévoir à temps les arrivées et, partant, éviter la famine. Famine qui pourrait commencer à sévir dès mars 1991. Les 120.000 personnes jugées être à risque auront besoin au minimum d'une aide alimentaire d'urgence pendant six mois. FEWS pense que les estimations sur la production céréalière nette, 109.030 tonnes, publiées en octobre par le Bureau des statistiques agricoles (BSA) seront revues très nettement à la baisse lors de la prochaine évaluation du Bureau. Selon l'analyse de FEWS, 28% seulement des besoins de consommation céréalière en Mauritanie pourront être satisfaits par la production (93.572 tonnes nettes) et les déficits céréaliers s'étendront à toutes les régions (Wilaya). Dans la vallée du Sénégal, la très médiocre moisson, puisqu'elle se situe nettement en-dessous de la moyenne, est encore aggravée par les restrictions frappant l'accès aux aliments, en vigueur depuis plus d'une année. Le déficit céréalier de 1990/91 (dépassant 100.000 tonnes), avant l'aide alimentaire, est en train d'être réévalué par les bailleurs de fonds et la Commission pour la sécurité alimentaire du Gouvernement de la République islamique de Mauritanie.*

### **FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE**

#### **Résultats des moissons**

Les estimations préliminaires les plus optimistes de la moisson céréalière de 1990/91 en Mauritanie ressemblent de très près à la médiocre moisson de 1987/88. Une estimation revue récemment en fonction d'informations plus récentes indique que 1990/91 est la pire campagne agricole et, de loin, depuis qu'on a instauré en 1986/87 le système actuel d'estimation de la moisson (cf. Annexe 1 pour les notes sur l'estimation).

La production céréalière en Mauritanie repose sur les schémas de plantation suivants: les cultures pluviales (*dieri*), les bas-fonds, les décrues des fleuves (*walo*) et l'agriculture irriguée. Comme le mentionnait l'évaluation pré-moisson de FEWS (septembre 1990), les quatre modes de cultures ont subi les répercussions de pluies tardives et insuffisantes en 1990. Les estimations préliminaires sur la production, publiées par le Bureau des statistiques agricoles et acceptées par la Mission annuelle conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (FAO/CILSS) placent la production céréalière nette de cette année à 109.030 tonnes. Le Bureau des statistiques agricoles est en train de refaire une seconde évaluation de la campagne de 1990/91 admettant que les résultats seront probablement revus très nettement à la baisse.

C'est tout particulièrement dans la vallée du fleuve Sénégal que les estimations sur la moisson de 1990/91 risquent d'avoisiner celles de 1987/88, quand pour la dernière fois le fleuve n'avait pas eu de crues et que les *walo* ne produisaient guère. Mais cette année, le cultivateur traditionnel dans la vallée rencontre encore d'autres problèmes aggravant aussi bien la pénurie alimentaire que le manque dû à un accès limité aux aliments, et cela à un degré qui surpasse tout ce que l'on a vu depuis la sécheresse au début des années 80. Les raisons en sont multiples: Par le passé, les cultivateurs plantaient sur les deux côtés du fleuve, ce qui leur a été interdit depuis le début des hostilités entre le Sénégal et la Mauritanie en avril 1989; la pêche et le commerce entre les deux côtés se sont arrêtés et les réserves dans les fermes sont épuisées depuis la mauvaise récolte de 1989/90.

Toutes les cultures pluviales (*dieri*) ont été récoltées. Les chiffres signalés sur la production sont inférieurs de 20% à ceux de l'année dernière. A la mi-décembre, l'on continuait à récolter le riz irrigué, mais de nombreux petits périmètres indiquent un rendement de la moitié de celui de l'an dernier (une à deux tonnes par hectare) suite à de nombreux facteurs: plantations tardives, pertes suite aux dégâts causés par les oiseaux, manque de semences et utilisation de main-d'oeuvre non-qualifiée (rapatriés et réfugiés du Sénégal). Les cultures de décrue dans les bas-fonds ne sont pas encore arrivées à maturité mais les perspectives de moisson s'assombrissent de plus en plus au vu de la perte d'humidité des sols. Les cultures

de déc. rue le long du fleuve (*walo*) sont quasi inexistantes cette année, vu que le fleuve n'a pratiquement pas eu de crues.

Lors d'une visite dans la vallée du fleuve Sénégal en décembre 1990, FEWS a réuni des informations sur les moissons, interviewant pour cela les agents agricoles des *wilaya*, les représentants du secteur privé et diverses autorités des *wilaya* et cultivateurs des villages. FEWS/Mauritanie a appliqué ces informations à l'estimation précédente sur la production et est arrivé à un chiffre net de 93.572 tonnes. C'est surtout dans les estimations sur les cultures *walo* que les analyses de la production du Bureau des statistiques agricoles et de FEWS diffèrent très sensiblement. Le déplacement sur le terrain a permis de confirmer que le fleuve Sénégal avait eu un niveau très bas tout au long de la saison des pluies et que, par conséquent, la majorité des terres *walo* n'ont pas été inondées. Le seul *wilaya* qui semble avoir bénéficié d'une crue est celui de Gorgol (les terres *walo* se trouvent dans les *wilaya* de Trarza, Brakna, et Gorgol et dans de petites régions du Wilaya de Guidimaka).

Le Tableau 4 ci-après présente deux scénarios sur la production. Les estimations préliminaires sur la production données par le Bureau des statistiques agricoles peuvent être utilisées comme l'hypothèse haute. Les chiffres de FEWS indiquent une estimation plus pessimiste de la production, fondés sur des observations faites plus récemment sur le terrain. La différence dans la production nette entre les deux estimations s'élève à 15.458 tonnes. Il est possible qu'il faille revoir les deux estimations lorsqu'on disposera de plus d'informations sur la moisson en cours.

Tableau 4: Estimations provisoires de la campagne agricole de 1990/91 (tonnes) – Bureau des statistiques agricoles et FEWS

| Modes culturels | Estimation de la production 1990/91, Bureau des statistiques agricoles |         | Estimation de la production 1990/91, FEWS |        |
|-----------------|--|---------|---|--------|
|                 | Brut   | Net     | Brut                                      | Net    |
| <i>Dieri</i>    | 51.178   | 43.501  | 51.178                                    | 43.501 |
| Bas-fonds       | 18.592   | 15.803  | 14.873                                    | 12.642 |
| <i>Walo</i>     | 20.081   | 17.069  | 9.987                                     | 8.489  |
| Irrigué         | 53.819   | 32.657  | 17.623                                    | 28.939 |
| Total           | 143.670  | 109.030 | 123.661                                   | 93.572 |

Source: Résultats provisoires pour les statistiques du Bureau des statistiques agricoles; étude sur terrain pour les statistiques de FEWS. Notes: on a appliqué une déperdition de 15% au sorgho, au mil et au maïs et 40% au riz pour arriver à la production nette. Les statistiques sur la production par niveau administratif n'étaient disponibles que pour les cultures irriguées à mi-décembre (*dieri*), par conséquent, il n'est pas possible de faire des estimations sur la production des différents *wilaya*. Confer Annexe 1 pour une explication des pourcentages appliqués pour arriver à la production de FEWS.

### Conditions pastorales

La mauvaise distribution des pluies cette année a causé un verdolement irrégulier des pâturages. En général, le rendement des pâturages, tel que mesuré par l'Indice de végétation par différence normalisée (IVDN-cf. au verso de la page 20), n'est pas aussi bon ou étendu qu'en 1989, mais meilleur que les moyennes historiques. L'herbe a bien poussé sur certains pâturages, surtout au Nord du Wilaya de Trarza, bien qu'on y indique que le surpâturage soit devenu un problème autour des points d'eau.

### Stocks vivriers

L'Office du représentant de l'AID en Mauritanie (OAI) continue à penser que les stocks alimentaires des ménages dans le meilleur des cas au plus bas et probablement épuisés dans une grande partie du territoire. Les autres bailleurs de fonds qui cherchent également à calculer la balance céréalière annuelle ont adopté un chiffre de 5.000 tonnes pour les stocks des exploitations agricoles (la moitié des 10.000 tonnes adoptés pour la balance céréalière de 1989/90). Les estimations de stocks sur le Tableau 5 ci-après utilisent le chiffre de 5.000 tonnes pour les stocks dans les exploitations agricoles.

Tableau 5: Stocks alimentaires disponibles au premier octobre, comparés au niveau de 1989/90 (tonnes)

| Stocks disponibles                      | 1989/90 | 1990/91 |
|---|---------|---------|
| Stocks dans les exploitations agricoles | 10.000  | 5.0     |
| Stocks du CSA                           | 38.200  | 12.3    |
| Secteur privé (commercial)              | 6.000   | 6.0     |
| SONIMEX                                 | 19.700  | 10.3    |
| Total                                   | 73.900  | 33.6    |

Source: USAID/Mauritanie. Notes: 1. Les chiffres sur les stocks de la Commission de sécurité alimentaire (CSA) ne comprennent pas les 20.000 tonnes de blé américain qui viennent d'arriver et qui attendent d'être distribués. 2. SONIMEX est la compagnie nationale d'import-export. 3. Les stocks du secteur privé sont un chiffre constant adopté pour calculer la balance céréalière. Ce chiffre est le même que l'année dernière. Les 20.000 tonnes de blé américain sont arrivées en octobre. Sur ce volume, 12.000 tonnes (destinées à être distribuées gratuitement aussi rapidement que possible) sont stockées actuellement dans les stocks de la CSA à Nouakchott, et 8.000 tonnes seront vendues aux enchères au secteur privé. Les recettes des ventes seront utilisées pour financer la mise en place d'un programme de distribution gratuite.

### Aide alimentaire prévue et importations/exportations commerciales

Les principaux bailleurs de fonds et le CSA sont en train de calculer la balance céréalière annuelle. Les importations commerciales en 1990/91 devraient s'élever à un total de 119.000 tonnes (le secteur privé importe 10.000 tonnes de blé et 45.000 tonnes de blé tendre; la SONIMEX importe 64.000 tonnes

riz). On ne prévoit pas d'exportations officielles de céréales cette année (vu les mauvaises perspectives de moisson, la fermeture de la frontière avec le Sénégal et les problèmes économiques, on prévoit que même les exportations céréalières non-officielles seront négligeables cette année).

Les premières estimations du déficit céréalier de la Mauritanie, avant l'aide alimentaire, dépassent les 100.000 tonnes. Le comité travaillant actuellement sur la balance céréalière annuelle a créé deux scénarios préliminaires sur le déficit céréalier, suivant les engagements des bailleurs de fonds. Les deux scénarios utilisent les estimations actuelles sur la production du Bureau des statistiques agricoles (qui seront très probablement revus à la baisse) et des estimations démographiques plus élevées que celles utilisées par FEWS (2.091.000 habitants contre 1.981.257).

Le premier scénario du comité ne tient compte que de l'aide alimentaire arrivée depuis octobre 1990 ou l'aide officiellement promise et devant être livrée avant septembre 1991. Dans le cas de ce scénario, l'aide alimentaire s'élève à un total de 43.500 tonnes (y compris les 20.000 tonnes de blé américain arrivées récemment), ce qui porterait le déficit céréalier après l'aide à 86.560 tonnes.

Le second scénario du comité ajoute l'aide alimentaire demandée récemment par le Gouvernement (au total 8.500 tonnes) ainsi qu'une autre demande de 63.000 tonnes devant être faite récemment par le Gouvernement (demande supplémentaire de 20.000 tonnes auprès des Etats-Unis). Dans le cas de ce scénario, l'aide alimentaire s'élèverait à un total de 115.000 tonnes et le déficit céréalier après l'aide alimentaire serait diminué à 15.060 tonnes. Prière de se rapporter à l'Annexe 2 pour un tableau détaillé des engagements pour l'aide alimentaire en 1990/91, demandée ou escomptée.

#### *Prévisions des besoins de consommation alimentaire*

FEWS a changé les projections d'octobre 1990 sur le déficit céréalier suivant les informations plus récentes sur les perspectives de moisson. Mais on ne dispose toujours pas de données ventilées sur la production puisque le Bureau des statistiques agricoles n'a pas encore publié les statistiques concernant les superficies cultivées par *wilaya*. FEWS s'attend à ce que cette information soit très différente de la production ventilée par *wilaya* en 1989/90 et, par conséquent, n'a pas appliqué les pourcentages de moisson par *wilaya* de 1989/90 aux estimations de la production totale de cette année. Ainsi, on n'a pas pu calculer la balance de la production céréalière au niveau des *wilaya*.

Le Tableau 6 indique les estimations de FEWS pour les besoins de consommation céréalière en Mauritanie. Les chiffres sur le nombre d'habitants étaient calculés en appliquant un taux de croissance annuel de 2,7% aux chiffres du recensement officiel de 1988. Les besoins en céréales ont été calculés en

**Tableau 6: Projections des besoins en consommation céréalière pour 1990/91 (tonnes)**

| Wilayas                           | Population 1991 | Besoins de consommation |
|-----------------------------------|-----------------|-------------------------|
| Hodh ech Chargui                  | 203.204         | 33.529                  |
| Hodh el Gharbi                    | 157.748         | 26.028                  |
| Assaba                            | 171.986         | 28.378                  |
| Gorgol                            | 185.679         | 30.637                  |
| Brakna                            | 203.377         | 33.558                  |
| Trarza                            | 253.657         | 41.853                  |
| Guidimaka                         | 121.280         | 20.011                  |
| Total pour les wilayas agricoles  | 1.296.931       | 213.994                 |
| Total pour les six autres wilayas | 684.326         | 112.914                 |
| Total                             | 1.981.257       | 326.908                 |

Source: Bureau du recensement (CEDES); Bureau des statistiques agricoles; FEWS/Mauritanie.

utilisant les chiffres officiels sur la consommation, 165 kilogrammes (kg) par personne par année.

Le Tableau 7 présente un premier projet de balance céréalière nationale pour 1991, comparant les estimations préliminaires du Bureau des statistiques agricoles et de FEWS. Quelle que soit l'estimation de la production utilisée (Bureau des statistiques agricoles ou FEWS), la Mauritanie devra faire face à un grave déficit de la balance, même si l'on tient compte de l'aide alimentaire et des importations commerciales. L'Annexe 2 indique la quantité d'aide alimentaire supplémentaire que demandera probablement le Gouvernement et les résultats sur la balance céréalière, si les nouvelles demandes sont accordées. Les besoins en consommation sont calculés en utilisant les chiffres du Tableau 6 plutôt que ceux du comité technique chargé de calculer les ratios de la balance céréalière (notés dans Aide alimentaire prévue et Importations/exportations commerciales, ci-dessus).

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

### *Conditions du marché*

Sur l'ensemble de la Mauritanie, il y a un grave manque alimentaire. Un peu partout à l'intérieur du pays, les prix céréaliers restent bien plus élevés que la moyenne. Les mauvaises perspectives de moisson dans les *dieri* et les perspectives catastrophiques dans les *walo* expliquent ces prix élevés. On signale que le prix des céréales traditionnelles comme le

**Tableau 7: Bilan céréalière provisoire pour 1991 (tonnes)**

| Balance céréalière 1990/91          | FEWS (Production BSA) | FEWS (Production diminuée) |
|-------------------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Population totale                   | 1.981.257             | 1.981.257                  |
| Besoins céréalières                 | 326.908               | 326.908                    |
| Production céréalière nette         | 109.030               | 93.572                     |
| Déficit de la production            | -217.878              | -233.336                   |
| Déperdition semences et fourrage    | -10.720               | -10.720                    |
| Reconstitution des stocks           | -2.353                | -2.353                     |
| Besoins d'importation               | -230.951              | -246.409                   |
| Importations commerciales           | 119.000               | 119.000                    |
| Balance céréalière                  | -111.951              | -127.409                   |
| Aide alimentaire engagée et arrivée | 43.500                | 43.500                     |
| Déficit de la balance céréalière    | -68.451               | -83.909                    |

Source: Population: CEDES, FEWS/Mauritanie. Estimation sur la production: BSA; FEWS/Mauritanie. Stocks: USAID/Mauritanie. Aide alimentaire. Comité technique des programmes alimentaires. Note: Le comité technique chargé de calculer les divers scénarios de la balance céréalière a utilisé un chiffre plus élevé pour le nombre d'habitants que celui de l'OAR/M pour calculer les besoins en consommation céréalière (nombre d'habitants: 2.091.000 contre 1.981.257; besoins de consommation: 345.015 tonnes contre 326.907 tonnes. Cela explique les différences entre les balances céréalières présentées sur ce tableau et celles signalées dans Aide alimentaire prévue et Importations/exportations commerciales, ci-dessus. Le comité technique a adopté un chiffre plus élevé pour tenir compte des rapatriés mauritaniens qui sont revenus du Sénégal en 1989. L'OAR/M pense en revanche que ce chiffre est compensé par un groupe égal ou supérieur qui quitte le pays pendant la même époque.

sorgho ont triplé depuis le début de la saison des plantations. Les stocks des magasins des *wilaya* sont minimes et dans certains *moukhaatas* les réserves sont déjà épuisées.

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

Les deux groupes jugés extrêmement vulnérables par l'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité de juin 1990 (citadins déplacés de Nouakchott et cultivateurs de la vallée du Sénégal) continuent à être extrêmement vulnérables au risque de famine. Les mauvaises perspectives de moisson pour 1990/91 aggravent très nettement la vulnérabilité des 25 % de cultivateurs que le rapport de juin jugeait déjà être à risque. FEWS prévoit que les répercussions de cette seconde mauvaise saison porteront le nombre de ceux très vulnérables aux crises alimentaires à environ un tiers ou plus des cultivateurs de la vallée (100.000

ou plus). Ces cultivateurs devront recevoir une aide alimentaire pendant au moins six mois. Une fois les chiffres ventilés sur la moisson en main, il est possible que l'on constate que les "extrêmement vulnérables" se trouvent également parmi les cultivateurs plus à l'Est, dans les *wilayas* d'Hodh el Gharbi et d'Hodh ech Chargui.

S'ajoutant à la mauvaise moisson, les paysans sont frappés par d'autres maux (signalés régulièrement) les rendant encore plus vulnérables. Les stocks dans les fermes sont complètement épuisés et de partout l'on vient chercher du travail dans les centres urbains. L'arrêt du commerce frontalier avec le Sénégal, qui était une partie importante de l'économie officieuse, a eu de terribles répercussions sur la sécurité alimentaire. L'interdiction actuelle de pêche, qui a toujours permis de suppléer aux réserves alimentaires, pèse de tout son poids lorsqu'on analyse les modifications dans l'accès aux aliments. Parmi les autres indicateurs, notons la diminution signalée du bétail, et les ventes de plus en plus importantes d'animaux que les éleveurs laissent partir pour moins que leur prix (on vend même à perte pour manger).

Le second groupe extrêmement vulnérable comprend environ 20.000 personnes vivant dans les bidonvilles à l'extérieur du Nouakchott, qui ont été réinstallées dans les zones 9-16 kilomètres au Sud de la ville tout au long de la route menant à Rosso. Ces zones n'ont toujours pas d'infrastructure ou autres structures d'accueil, par exemple alimentation en eau, évacuation des déchets, habitat et électricité. Ce déplacement involontaire s'est produit depuis plus d'une année et pourtant les conditions de vie restent déplorables. Le coût élevé des transports pour se rendre à Nouakchott continue à être un sérieux obstacle pour se rendre au travail ou à l'école. Les taux de malnutrition signalés sont alarmants.

## CONCLUSIONS

Les perspectives pour la moisson de 1990/91 ne sont guère bonnes. Les estimations finales ne seront disponibles que dans quelques mois, mais les chiffres préliminaires nous permettent de faire des estimations provisoires de la balance céréalière. Le chiffre net de 109.030 tonnes signalé par le Bureau des statistiques agricoles est jugé être optimiste. D'après les derniers indices, la production avoisinera les 93.572 tonnes nettes. Suivant l'estimation utilisée en 1991, la Mauritanie ne couvrira qu'entre 28 % à 33 % de ces besoins de consommation céréalière à partir de la production nationale.

L'évaluation de la vulnérabilité de juin 1990 classait environ 25 % (75.000) des habitants vivant dans la vallée du fleuve Sénégal et 25 % (5-6.000) habitants des bidonvilles de Nouakchott dans le groupe de ceux exposés au risque de famine en 1990. Au début 1991, l'OAR/Mauritanie estime que jusqu'à un tiers (100.000) des cultivateurs traditionnels dans la vallée, et probablement certains des cultivateurs plus à l'Est, seront

exposés au risque de famine, suite aux résultats catastrophiques de la moisson pendant une seconde année de suite. Le nombre d'habitants dans les bidonvilles durement éprouvés a également augmenté (jusqu'à 20.000 personnes), les conditions notées en juin continuant à se détériorer. Les cultivateurs et habitants des bidonvilles extrêmement vulnérables auront besoin au minimum d'une aide alimentaire pendant six mois.

Si l'on veut éviter ou du moins atténuer la pénurie alimentaire, voire une éventuelle famine, des mesures doivent être

prises de suite. L'assistance d'urgence des bailleurs de fonds devra intervenir plus tôt en 1991 que lors des autres années (la Mauritanie est un pays avec un déficit alimentaire chronique, même en cas de bonne moisson, le pays n'arrive à satisfaire que 40% de ces besoins alimentaires). Les bailleurs de fonds devraient s'engager aussi rapidement que possible à apporter une aide alimentaire et prévoir les premières arrivées en Mauritanie avant mai 1991.

## Annexe 1

Notes pour l'estimation initiale sur la production céréalière de 1990-91:

**DIERI** - Tous les chiffres restent les mêmes que ceux de la première évaluation du Bureau des statistiques agricoles pour 1990-91.

**BAS-FONDS** - Les dernières données sur les *wilaya* et la surveillance qualitative faite lors d'une mission sur le terrain en décembre 1990 dressent un tableau bien plus sombre de la situation. FEWS a baissé de 20% les estimations préliminaires du Bureau des statistiques agricoles sur les cultures des bas-fonds.

**DECRUE** (un type de bas-fonds) - Nombreuses conversations avec plusieurs représentants officiels dans les *wilaya* touchés (Trarza et Brakna) indiquent une diminution de moitié par rapport à la production signalée pour 1989-90. Les estimations de FEWS portent la production à 50% des chiffres signalés l'année dernière par le Bureau des statistiques agricoles.

**WALO** - Les observations sur le terrain et les dernières informations provenant des *wilaya* confirment qu'il n'y a pas eu de

plantations en décrue pendant cette saison à Trarza ou Brakna. Se fondant sur les informations données par le représentant officiel des *wilaya* à Gorgol, FEWS a estimé la production des *walo* à environ 30% de celle de l'année dernière. Tous les autres *wilaya* n'auraient aucune production du tout cette année.

### **IRRIGUE:**

**(SONADER)** - FEWS a utilisé les chiffres préliminaires données par le Bureau central de SONADER (acceptés par le Bureau des statistiques agricoles), et il ne les a diminués que dans le *wilaya* de Gorgol se basant sur les dernières informations (fournies par les représentants de la SONADER). La SONADER est l'entreprise parapublique de production de riz.

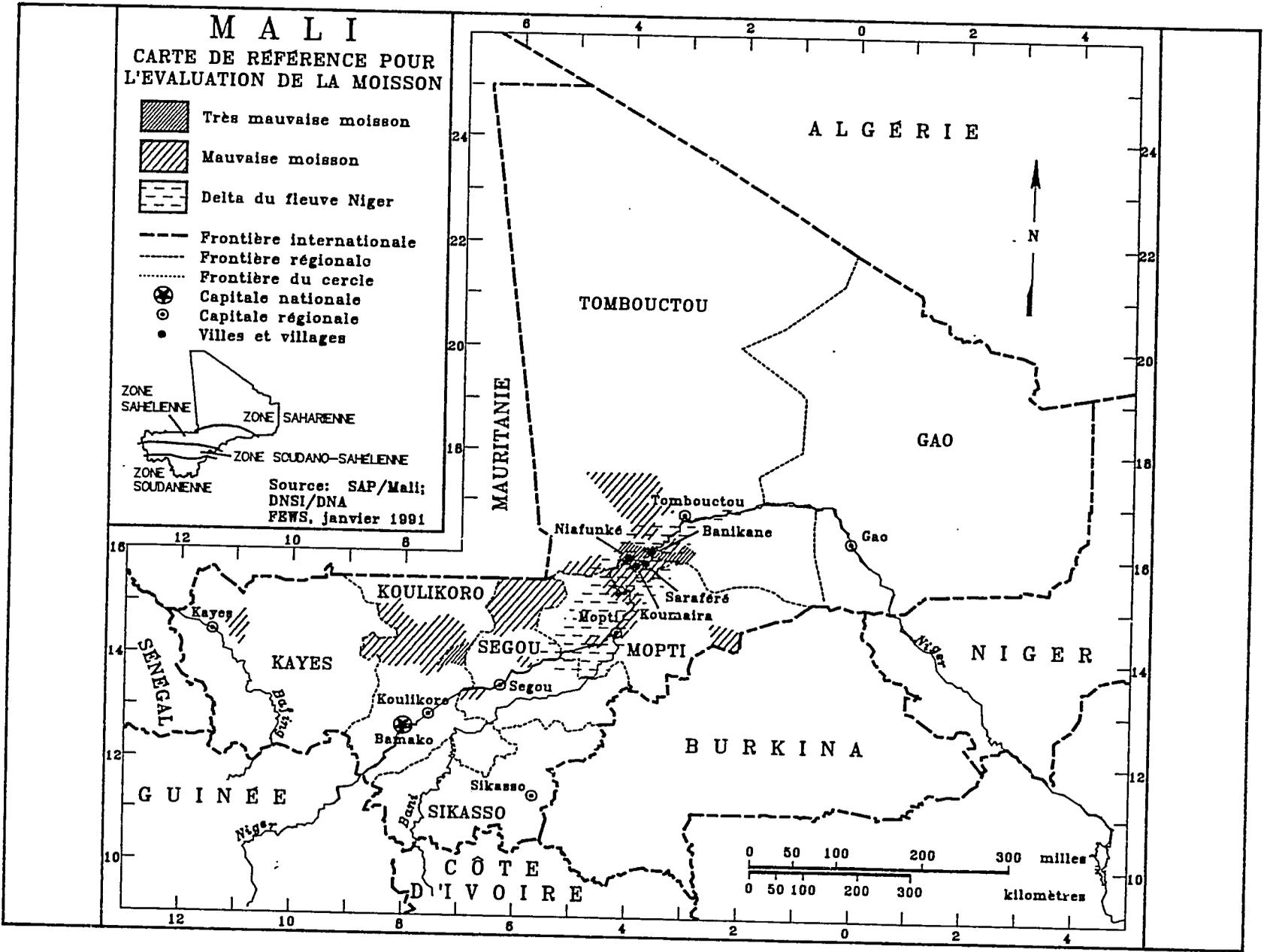
**(M'POURIE)** - Les analyses de FEWS se sont basées sur une superficie égale à celle donnée par le Bureau des statistiques agricole, mais le rendement par hectare a été diminué de moitié (de 4 tonnes à 2 tonnes) suite aux plantations tardives et aux dégâts des ravageurs. Cette information a été fournie par les représentants du plan de M'POURIE pendant la visite sur le terrain.

**IRRIGATION DU SECTEUR PRIVE** - FEWS a utilisé les estimations de la Fédération de l'Agriculture et de l'élevage: production de 16.000 tonnes de paddy.

Annexe 2: Aide alimentaire prévue et probable pour 1990/91 (tonnes)

| Aide alimentaire                   | Ventes        | Gratuite      | FFW          | Total          | Déficit non couvert |                |
|------------------------------------|---------------|---------------|--------------|----------------|---------------------|----------------|
|                                    |               |               |              |                | BSA                 | FEWS           |
| Arrivé                             | 10.000        | 12.000        | 0            | 22.000         |                     |                |
| En route                           | 19.000        | 0             | 2.500        | 21.500         |                     |                |
| <b>Total partiel</b>               | <b>29.000</b> | <b>12.000</b> | <b>2.500</b> | <b>43.500</b>  | <b>-68.450</b>      | <b>-83.909</b> |
| Demande récente du Gouvernement    | 2.500         | 4.000         | 2.000        | 8.500          |                     |                |
| <b>Total partiel</b>               | <b>31.500</b> | <b>16.000</b> | <b>4.500</b> | <b>52.000</b>  | <b>-59.951</b>      | <b>-75.409</b> |
| Demandes possibles du Gouvernement | 41.000        | 22.000        | 0            | 63.000         |                     |                |
| <b>Total</b>                       | <b>72.500</b> | <b>38.000</b> | <b>4.500</b> | <b>115.000</b> | <b>3.049</b>        | <b>-12.409</b> |
| dont:                              |               |               |              |                |                     |                |
| Blé                                | 66.000        | 38.000        | 4.500        | 108.500        |                     |                |
| Riz                                | 6.500         | 0             | 0            | 6.500          |                     |                |

Source: Comité technique pour les programmes alimentaires. Note: FFW = Food-for-Work (Vivre contre travail).



Carte 3: Carte de référence du Mali

# La bonne moisson n'est pas le lot de tous

Rapport de l'USAID/Mali et FEWS/Mali reçu à Washington le 18 décembre 1990

## Récapitulatif

*On anticipe un modeste excédent alimentaire national. Les moissons étaient bonnes dans le Sud, mais nettement moins bonnes dans certains endroits localisés de la zone sahélienne (cf. Carte 3). Certaines populations vulnérables n'auront qu'un accès limité à l'excédent, vu les faibles réserves alimentaires et la baisse du pouvoir d'achat suite au prix du bétail qui ont baissé. Ainsi, 71.000 personnes seront extrêmement vulnérables (à risque) aux pénuries alimentaires dès février 1991; 1,54 millions de citadins en plus seront modérément vulnérables aux manques alimentaires imputables à la mauvaise moisson. Qui plus est, les troubles civils à l'intérieur et à l'extérieur du Mali rendent encore modérément vulnérables 238.000 personnes, parmi lesquelles 218.000 éleveurs nomades de la région de Gao et 15.000 Mauritaniens dans la région de Kayes. Environ 5.000 réfugiés du Libéria habitent à Bamako. Et pourtant, on arriverait à répondre localement à la plupart des besoins alimentaires d'urgence si les bailleurs de fonds aidaient à acheter et à transporter les réserves locales, et si les réserves continuent à être disponibles sur le marché.*

## FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

### Conditions agro-météorologiques en 1990

Les précipitations étaient proches ou au-dessus de la moyenne dans la plupart du Sud et du Sud-Ouest du pays. Ces régions regroupent l'essentiel de la production nationale. Par contre, dans certains endroits très localisés de la zone sahélienne, les pluies ont été en-dessous de la moyenne, surtout en août lorsqu'on a le plus besoin d'eau. Et une pluviosité inférieure à la moyenne dans le Nord a desséché très vite les points d'eau où vient s'abreuver le bétail.

METEOSAT et l'Indice de végétation par différence normalisée (IVDN -- cf. au verso de la page de dos) indiquent qu'à la fin septembre et au début octobre, les pluies ont fait pousser la végétation dans les zones sahéliennes et au Sud du Sahara. Auparavant (la mi-août à la mi-octobre), les conditions végétales, telles qu'indiquées par les images IVDN, se sont situées en-dessous de la moyenne de 1982-89, tout au long des frontières Nord de la zone sahélienne.

Le niveau du fleuve Niger était satisfaisant en amont. Mais de faibles niveaux tout au long du Bani ont diminué le rendement rizicole dans les grandes régions de production de riz tout au long du Bani et en aval du Niger (Nord de la confluence du Bani et du Niger).

### Résultats de la moisson

La moisson céréalière de 1990/91 sera à peine la moitié de celle de 1989/90 (cf. Tableau 8). Les estimations préliminaires d'une enquête agricole conjointe de la Direction nationale des statistiques et de l'information et de la Direction nationale de l'agriculture (DNSI/DNA) indiquent une production céréalière totale de 2,06 millions de tonnes. Le pronostic de 2 millions est corroboré par les estimations calculées par l'enquête sur la production agricole sahélienne réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (FAO/CILSS), en fonction des données sur la pluviosité, la température et la croissance des plantes.

Même si 1990/91 a été, en général, une bonne année pour la moisson, certains endroits de la zone sahélienne ont connu des pertes importantes. Une infestation de mouches d'Espagne, combinée à une vague de sécheresse à la mi-août, a eu des répercussions négatives sur les cultures de maïs et de mil dans

Tableau 8: Production céréalière brute de 1990 comparée à 1989 et à la moyenne de 10 ans (milliers de tonnes)

| Région     | Moyenne | 1989  | 1990  | % de moyenne | % de 1989 |
|------------|---------|-------|-------|--------------|-----------|
| Kayes      | 112     | 165   | 126   | 113          | 76        |
| Koulikoro  | 215     | 373   | 347   | 161          | 93        |
| Sikasso    | 327     | 536   | 497   | 152          | 93        |
| Ségou      | 448     | 659   | 640   | 143          | 97        |
| Mopti      | 189     | 239   | 273   | 144          | 114       |
| Tombouctou | 33      | 134   | 127   | 385          | 95        |
| Gao        | 13      | 33    | 48    | 369          | 145       |
| Total      | 1.337   | 2.139 | 2.058 | 154          | 96        |

Source: L'estimation de la moisson de 1990 est basée sur l'enquête agricole DNSI/DNA 1990.

certaines endroits des cercles au Nord des régions de Koulikoro et Ségou (le Mali est divisé administrativement en régions, en cercles et en arrondissements). Certains endroits localisés des régions de Mopti et Koulikoro ont également connu des pertes importantes par suite des invasions de sauterelles. Les faibles niveaux du Bani et en aval du Niger ont diminué la production rizicole. Nombreuses des ces régions avaient connu des pertes en 1989/90, lesquelles avaient épuisé leurs réserves alimentaires.

### Conditions pastorales

La sécheresse de mi-août s'est répercutée sur les terrains de parcours de l'ensemble de la zone sahélienne. Les pluies de septembre ont favorisé une croissance tardive et amélioré la qualité des parcours. L'élevage pourrait surtout souffrir du manque d'eau suite à l'insuffisance de pluies dans les zones pastorales.

Les conditions de sécheresse et les troubles civils dans les régions de Gao et Tombouctou ont perturbé les déplacements des troupeaux. Très vite ils sont venus du Nord dans la région du delta et ont traversé le Niger. Les troubles en Mauritanie ont également valu des concentrations importantes de bétail à Kayes.

Le fait que le Gouvernement de la République du Mali ait établi des zones dans les deux tiers au Nord de la région de Gao, où tout déplacement est interdit, a forcé la population pastorale à se concentrer dans une région relativement petite au Sud-Ouest. Ces régions ne pourront nourrir les troupeaux que pendant quelques mois.

### Stocks alimentaires

Les stocks alimentaires restent faibles au Mali. Les stocks dans les fermes sont en moyenne de 67 kilogrammes (kg) par résident rural, soit un approvisionnement de 4,3 mois. Les stocks de sécurité nationale sont restés aux alentours de 30.000 tonnes d'août à novembre. En décembre, on a commencé à chercher à reconstituer les stocks à leur maximum de 58.500 tonnes, lançant des appels d'offres pour les céréales. La reconstitution des stocks par le Gouvernement serait un bon indicateur de l'existence d'un excédent alimentaire, si tant est qu'il y en ait un. Jusqu'à présent, le nombre de soumissions à l'appel d'offres est bon.

### Prévisions des besoins de consommation alimentaire

L'USAID/Mali a terminé une évaluation des besoins alimentaires en novembre utilisant les estimations de la DNSI sur les stocks dans les exploitations agricoles, les chiffres de production de l'enquête agricole conjointe DNSI/DNA et les taux moyens de consommation par habitant en fonction de la disponibilité alimentaire totale des années précédentes. En utilisant un taux de consommation par habitant de 185 kg, les balances céréaliers indiquent un déficit, avant importations, de 24.000 tonnes pour le riz et un excédent de céréales secondaires de 144.000 tonnes. Consolidant les statistiques sur le riz et les

## MISE A JOUR

Le 7 janvier, le Gouvernement malien annonçait un déficit céréalier de 400.000 tonnes et demandait 190.000 tonnes au titre de l'assistance alimentaire auprès des bailleurs de fonds pour couvrir les déficits anticipés. Cinq mille tonnes doivent être envoyées immédiatement dans les régions de Gao et Tombouctou, et les 185.000 tonnes restantes devront être pré-stockées dans les régions déficitaires en prévision des problèmes de cette année. Le déficit se fonde sur une estimation revue de la moisson de 1,798 million de tonnes brutes et un taux de consommation annuelle par habitant de 212 kg. Suivant la réunion ordinaire des bailleurs de fonds le 9 janvier, l'USAID/Mali a indiqué que "les bailleurs de fonds étaient d'accord pour dire que la situation n'était pas claire et qu'il fallait poursuivre le dialogue entre le Gouvernement et les bailleurs de fonds pour se faire une meilleure idée de la situation actuelle et de la meilleure manière d'y répondre".

céréales secondaires, le Tableau 9 indique la balance de production céréalière par région pour 1990 (production nette moins besoins de consommation céréalière).

Les importations totales pourraient atteindre 86.760 tonnes de riz et 40.000 tonnes de céréales secondaires, tout particulièrement au vu de la suppression sélective de certaines interdictions sur les importations de riz. La balance céréalière du Mali, 120.225 tonnes, pourrait donc avoir un excédent céréalier d'environ 247.000 tonnes (cf. Tableau 10).

Tableau 9: Bilans de la production régionale de céréales secondaires et de riz (milliers de tonnes)

| Région     | Popula-<br>tion<br>1990<br>(milliers) | Besoins<br>céréali-<br>ers<br>(kg) | Produc-<br>tion<br>brute | Produc-<br>tion<br>nette | Balance |
|------------|---------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|--------------------------|---------|
| Kayes      | 1.157                                 | 214                                | 126                      | 107                      | -107    |
| Koulikoro  | 2.013                                 | 372                                | 347                      | 294                      | -78     |
| Sikasso    | 1.747                                 | 323                                | 497                      | 418                      | 95      |
| Ségou      | 1.453                                 | 269                                | 640                      | 504                      | 235     |
| Mopti      | 1.391                                 | 257                                | 273                      | 202                      | -55     |
| Tombouctou | 498                                   | 92                                 | 127                      | 101                      | 9       |
| Gao        | 41                                    | 8                                  | 48                       | 29                       | 21      |
| Total      | 8.300                                 | 1.535                              | 2.058                    | 1.655                    | 120     |

Source: La population se fonde sur le recensement de 1987, ajusté pour tenir compte d'un taux de croissance annuel de 2,5%. Les besoins de consommation annuels sont basés sur le taux de consommation par habitant 1981-87 calculés par l'USAID, c'est-à-dire 185 kg par personne. L'estimation sur la moisson de 1990 se fonde sur l'enquête agricole DNA/DNSI de 1990.

**Tableau 10: Bilan céréalier nationale (tonnes)**

| Produit                                    | Riz     | Céréales secondaires | TOTAL     |
|--|---------|----------------------|-----------|
| Besoins de consommation (kg/année non-mil) | 30      | 155                  | 185       |
| Population                                 |         |                      | 8,300,000 |
| Besoins de consommation                    | 249,000 | 1,286,500            | 1,535,500 |
| Production alimentaire brute               | 375,682 | 1,682,722            | 2,058,404 |
| Utilisation non-alimentaire                | 150,273 | 252,408              | 402,681   |
| Production alimentaire nette               | 225,409 | 1,430,314            | 1,655,723 |
| Balance de la production                   | -23,591 | 143,814              | 120,223   |
| Importations commerciales                  | 86,760  | 40,000               | 126,760   |
| Balance céréalière                         | 63,169  | 183,814              | 246,983   |

Sources: USAID/Mali; FEWS/Mali

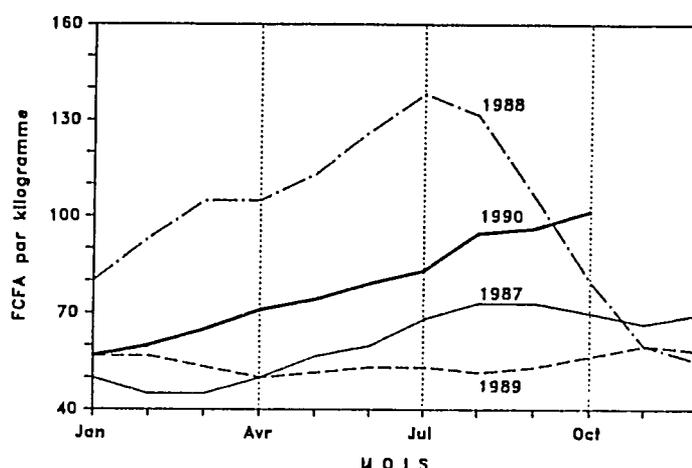
La question est de savoir si l'excédent sera disponible pour répondre aux besoins alimentaires critiques dans certaines régions. Les exploitants peuvent utiliser ces excédents pour faire des stocks dans les fermes ou pour les exportations. Si tel était le cas, les céréales ne seraient pas disponibles ni pour l'achat ni pour la distribution aux populations qui en ont besoin. A ce moment là, il faudra faire appel à l'aide alimentaire étrangère et aux expéditions d'urgence du stock de sécurité national.

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

### Conditions du marché

Les prix des céréales ont augmenté tout au long de l'année 1990. Dans les régions suivies par le Système d'alerte précoce du Gouvernement malien (SAF/Mali) (surtout les zones déficitaires), les prix en octobre sont à un niveau absolu plus élevé que lors des trois années précédentes. La Figure 2 présente les prix du mil à Mopti, où l'on voit bien cette tendance

**Figure 2: Prix mensuels nominaux du mil, Mopti, 1987-90**



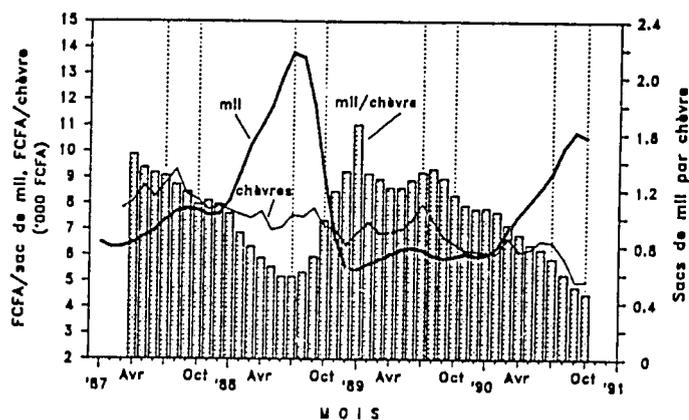
Source: SAP/Mali; FEWS/Mali. Note: moyenne mobile de trois mois a été utilisée.

générale et le renchérissement des prix. Une partie de l'augmentation est un comportement saisonnier normal pour les prix céréaliers à l'approche de la moisson. Mais les perspectives du marché sur la moisson de 1990 n'ont ni stabilisé la tendance de prix ni fait baisser cette tendance, montrant ainsi une confiance moins grande dans la moisson que pour les années précédentes. En outre, le niveau de prix plus élevés suggère un accès plus limité aux céréales, en supposant des revenus stables ou en baisse.

Les prix moyens des chèvres sur les régions suivies par SAP/Mali ont diminué de 42% entre juillet 1987 et octobre 1990. Les prix moyens du mil ont eu le même comportement que celui décrit ci-dessus (cf. graphiques de la Figure 3). La baisse continue dans les prix des chèvres pourrait suggérer un problème plus structurel sur les marchés du bétail. De légers fléchissements en octobre 1990 dans les prix moyens du mil (cf. Figure 3) sont apparus plus tard que pour les années précédentes, montrant là aussi qu'on a moins confiance dans la moisson. Il convient de noter que le prix individuel de Mopti sur la Figure 2 n'a pas baissé alors que la moyenne de plusieurs marchés sur la Figure 3 a légèrement baissé. Cela est probablement dû aux différentes conditions locales et à la moyenne des prix sur plusieurs marchés. Les prix du mil ne suivent pas les mêmes tendances à long terme que les prix des chèvres. En effet, la variation des prix du mil peut s'expliquer à partir des fluctuations saisonnières et annuelles.

La baisse du prix des chèvres joue également de tout son poids dans les échanges céréales-et-bétail. Les éleveurs vendent souvent leurs animaux pour acheter des céréales. Le pouvoir d'achat de ces personnes, tel qu'on peut le voir dans les termes de l'échange entre le mil et les chèvres, a fortement chuté d'octobre 1988 à octobre 1990 (cf. barres de la Figure 3). Ces termes de l'échange continuent à se détériorer depuis juillet 1990 alors qu'à la fin 1988, ils s'étaient redressés. Comme on peut le constater sur la Figure 3, la quantité de mil obtenue pour la

**Figure 3: Termes de l'échange entre le mil et les chèvres, moyenne des marchés suivis par le SAP/Mali**



Source: SAP/Mali, FEWS/Mali. Note: Les lignes indiquent les prix du mil et des chèvres. Un sac de mil se compose de 100 kg. Les barres indiquent le nombre de sacs de mil qu'on peut acheter avec ce que l'on obtient en vendant une chèvre.

vente d'une chèvre en octobre 1990 est moins de la moitié que la somme obtenue à la même époque en 1988 et 1989. Les ménages qui dépendent des échanges bétail-pour-céréales auront moins accès aux aliments et, partant, on peut s'attendre à ce qu'ils vendent certains de leurs biens, remplacent leur consommation de céréales par d'autres aliments, cherchent du travail ailleurs ou encore essayent comme ils peuvent de faire face à la situation.

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

Les mêmes régions identifiées comme étant à risque ou modérément vulnérables à la famine au début de la campagne 1990/91 continueront à devoir faire face à la même pénurie vers la fin de la campagne (cf. Carte 4). Le manque alimentaire est dû à deux raisons: les mauvaises cultures et les mouvements de transhumance irréguliers suite aux troubles civils. Pendant l'année prochaine, 1.849.000 personnes seront exposées aux manques alimentaires. Plus de 71.000 d'entre elles sont extrêmement vulnérables et auront besoin de distribution alimentaire dès février.

Le SAP/Mali a identifié 60 arrondissements comme étant vulnérables, suite aux mauvaises moissons et conditions des parcours. Ils comptent au total une population d'environ 1.540.000 habitants, d'après les chiffres ajustés du recensement de 1987. Ces régions n'ont que très peu de stocks alimentaires, commerciaux et privés. Une forte proportion de la population quitte ces régions à la quête d'un travail.

Quatre arrondissement dans le cercle de Niafunké (région de Tombouctou) n'ont pas eu de récolte à cause de la sécheresse. Le SAP/Mali les a classés dans la catégorie des "à risque". Environ 71.200 à 75.600 personnes de ces arrondissements

auront besoin de distribution alimentaire dès février 1991. Le SAP/Mali a recommandé de distribuer 1.274 tonnes de céréales dans les arrondissements de Banikane et Koumaira. Les recommandations sur le volume des distributions alimentaires nécessaires dans les arrondissements de Niafunké et Saraféré seront faites à la fin de 1990. Les stocks alimentaires sont très faibles ou inexistant dans ces régions et les céréales sont rares sur les marchés. Une forte proportion de la population rurale part vers les villes ou vers d'autres pays cherchant du travail.

Jusqu'à 218.000 personnes à Gao sont vulnérables à cause des troubles civils. Le fait que le Gouvernement ait établi des zones d'interdiction dans les deux tiers au Nord de la région a perturbé et limité les modes traditionnels de transhumance dans la zone saharienne.

La guerre civile au Libéria a déplacé 5.000 personnes qui sont venues se réfugier à Bamako. Les émeutes civiles ont déplacé 15.000 Mauritanien. Ces derniers se trouvent surtout dans la région de Kayes. En septembre, le Gouvernement a demandé une assistance à la Commission des Nations Unies pour les réfugiés.

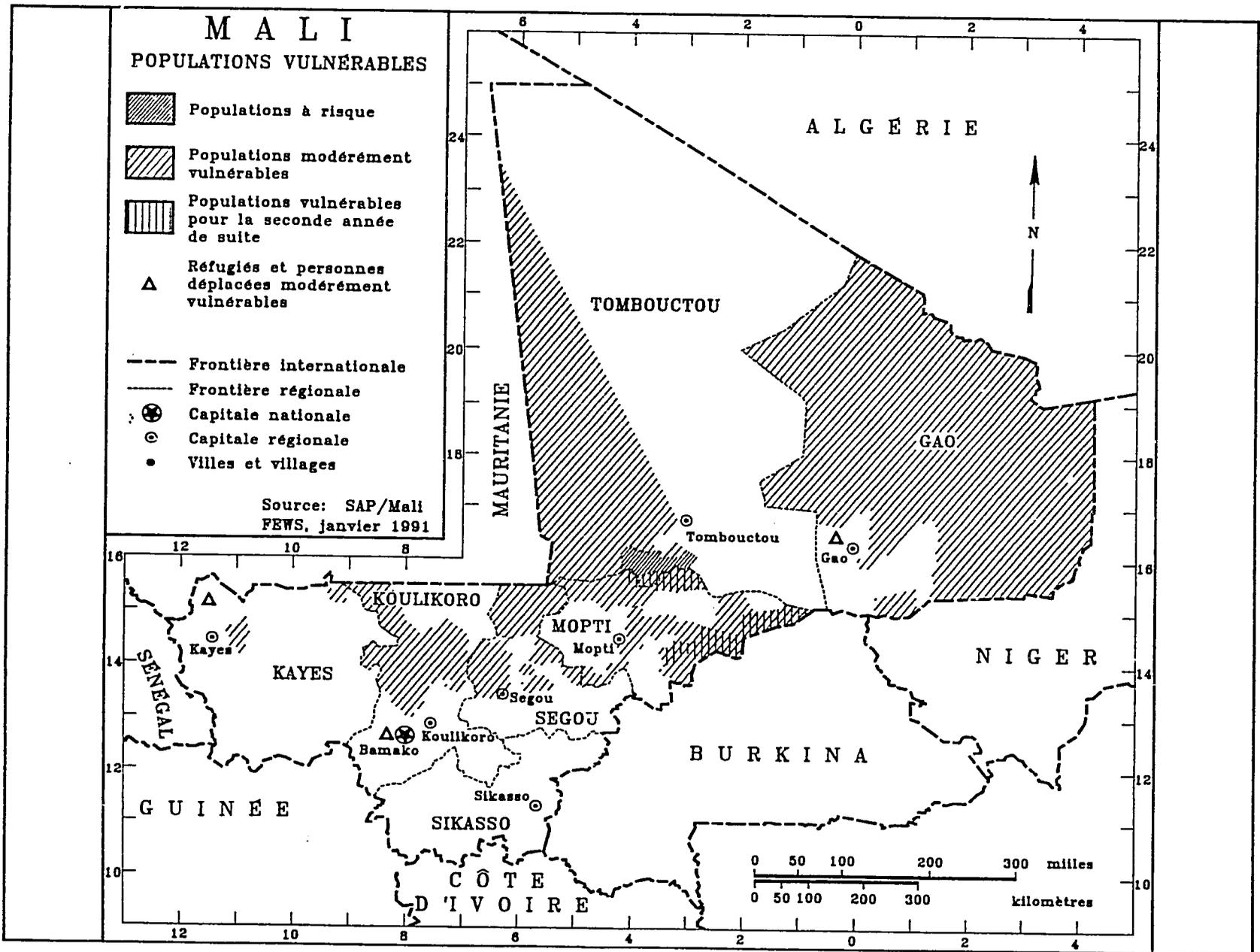
## CONCLUSIONS

De bonnes perspectives de moisson et la libéralisation des restrictions à l'importation devraient permettre à l'offre alimentaire de répondre aux besoins nationaux. Mais les prix céréaliers sont plus élevés dans les régions déficitaires qu'à la même époque l'année dernière, montrant ainsi l'incertitude qui entoure l'offre céréalière de 1991. Une partie très importante de la population risque de ne pas avoir un accès suffisant aux aliments, suite aux mauvaises moissons et baisses des prix du bétail. C'est tout particulièrement vrai pour les 71.000 habitants du cercle de Niafunké dans la région de Tombouctou. Le SAP/Mali a recommandé une distribution initiale de 1.274 tonnes et peut-être davantage dans le cercle de Niafunké.

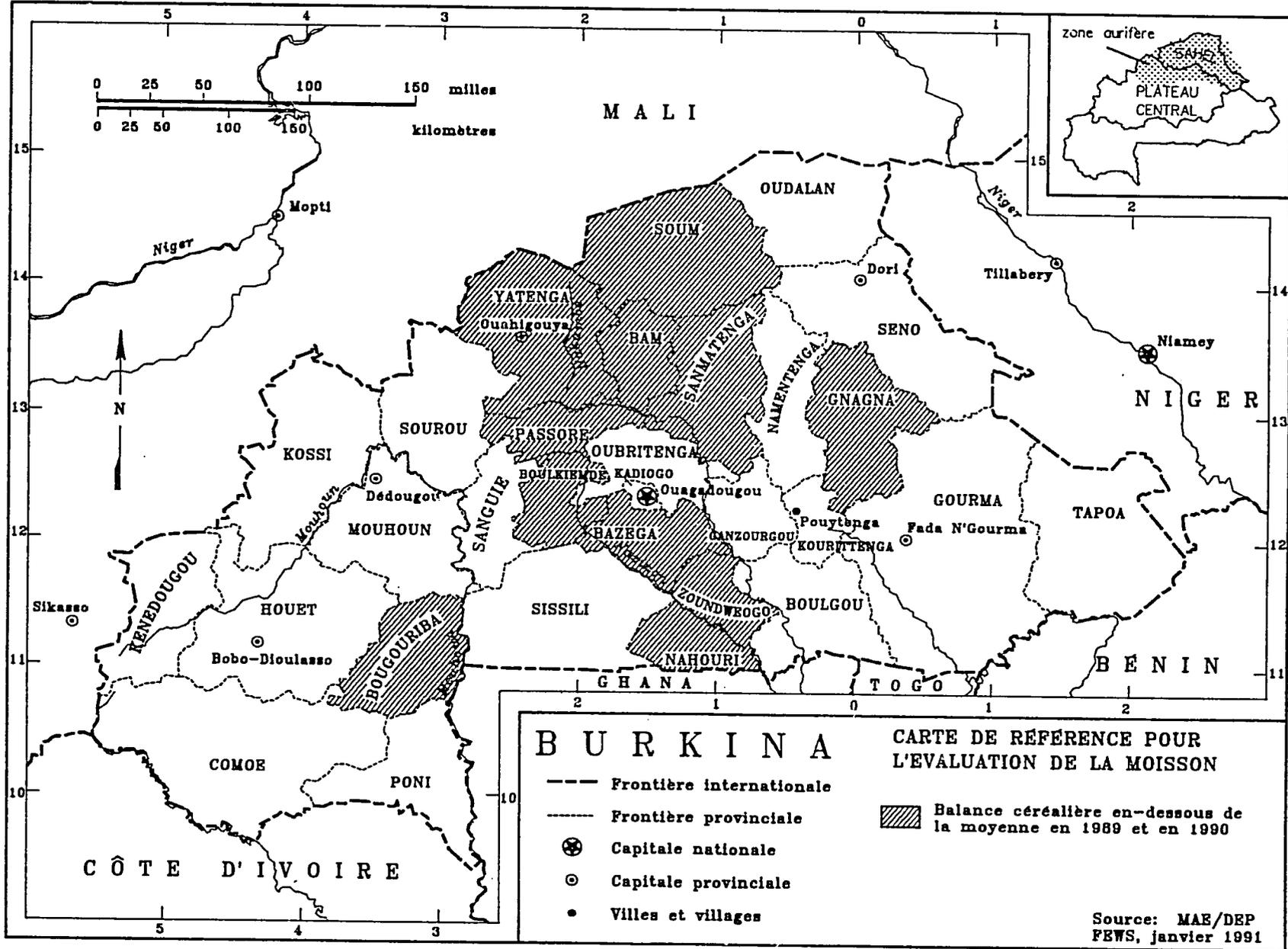
L'interruption de la transhumance et la détérioration des pâturages qui s'en est suivie exposent 218.000 éleveurs des régions de Tombouctou et Gao aux manques alimentaires. 15.000 Mauritanien dans la région de Kayes sont eux aussi exposés à cette pénurie.

Heureusement qu'une bonne moisson dans le Sud du Mali pourrait permettre de répondre localement aux besoins d'urgence, encore qu'il faudra probablement une assistance des bailleurs de fonds pour acheter et transporter les céréales. Il est important de continuer à suivre les mouvements des populations du bétail et des prix des céréales, les disponibilités de céréales sur les marchés locaux et les stocks alimentaires dans le pays pour déterminer les conditions entourant les manques alimentaires dans les zones vulnérables.

Carte 4: Populations vulnérables au Mali



Carte 5: Carte de référence du Burkina



**Besoin d'une aide alimentaire d'urgence**

Rapport USAID/Burkina et FEWS/Burkina reçu à Washington le 20 décembre 1990

**Récapitulatif**

*Le Gouvernement du Burkina Faso estime que la balance de la production céréalière nationale de 1990/91 (production céréalière moins besoins de consommation) accuse un déficit de 245.000 tonnes. Le déficit céréalier national net (production, stocks et importations céréalières moins besoins de consommation) est d'environ 127.000 tonnes. Déficit particulièrement prononcé dans les onze provinces du Plateau central qui s'était déjà situé en-dessous de la moyenne en 1989/90 (cf. Carte 5). Cette situation a poussé à la hausse les prix des céréales et fait baisser les prix du bétail, érodant le pouvoir d'achat. Environ 2,6 millions de petits cultivateurs sont, du moins, modérément vulnérables aux crises alimentaires, puisque depuis deux années de suite les revenus des ménages diminuent. Parmi ces petits propriétaires, environ 1,2 million de femmes et d'enfants sont extrêmement vulnérables (à risques). Le Burkina a reçu des engagements au titre de l'aide alimentaire d'urgence (46.000 tonnes) pour renflouer les stocks nationaux, à un niveau très bas. Le Gouvernement distribuera 30% de l'aide alimentaire aux programmes Food-for-Work (vivre contre travail), 30% seront donnés gratuitement et 40% seront vendus à un prix social inférieur au prix du marché.*

---

**FACTEURS INFLUANT SUR LA  
DISPONIBILITE ALIMENTAIRE**


---

**Résultats des moissons**

Des plantations tardives et une pluviosité inférieure à la moyenne ont fait de la production céréalière de 1990 la pire depuis 1987. Des estimations provisoires sur la production céréalière sont disponibles auprès du Département de l'évaluation et de la planification du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAE/DEP). Ces estimations ont été obtenues en demandant à 2.500 cultivateurs, qui ont participé à l'enquête agricole nationale du Gouvernement, de comparer la production céréalière de cette année à celle de l'année dernière. Cela nous donne une production céréalière brute de 1.785.300 tonnes pour 1990/91, c'est-à-dire environ la même que la moyenne de 1985-89 mais nettement inférieure aux 1,95 million de l'année dernière. Ce sont surtout les provinces du Plateau central très peuplées qui ont le plus souffert de la sécheresse.

**Conditions pastorales**

Les pâturages des provinces de Yatenga, Soum, Bam et Sanmatenga sont en très mauvais état puisque la saison des pluies a été inférieure à la moyenne. Nombreux points d'eau où viennent s'abreuver le bétail sont à sec. Cela entraînera un déplacement des troupeaux vers l'Est du Burkina ou l'imagerie de l'Indice de végétation par différence normalisée (IVDN - cf. au verso de la page de dos) indique que les pâturages sont en assez bon état (Séno, Gourma et Tapoa) et également vers le Sud où les pâturages sont en bon état.

**Stocks vivriers**

Au premier décembre 1990, l'Office national des céréales (OFNACER) détenait des stocks de stabilisation de 16.000 tonnes et des stocks de sécurité de 28.000 tonnes. La MAE/DEP estimaient qu'au 31 octobre les stocks dans les exploitations agricoles étaient d'environ 28.000 tonnes et les stocks de riz de 45.000 tonnes. Au total, ces stocks s'élèvent à 117.000 tonnes. On ne pense toutefois pas qu'ils arriveront à couvrir le déficit prévu dans la production céréalière nationale (245.000 tonnes). Le Gouvernement du Burkina Faso a demandé 100.000 tonnes au titre de l'aide alimentaire d'urgence.

**Aide alimentaire**

Lors d'une réunion de bailleurs de fonds le 18 décembre 1990, on s'est engagé à apporter une aide s'élevant au total à 46.000 tonnes, comme on peut le voir sur le Tableau 11. De plus, l'Italie octroiera 300 millions de francs CFA (FCFA) des fonds de contre-partie et un milliard de FCFA en produits alimentaires. Les recettes tirées de la vente de ces produits seront utilisées pour acheter des céréales locales. Les Pays-Bas et les Etats-Unis vont également contribuer, encore qu'on ne sache pas le montant exact.

**Balance céréalière**

La balance de la production céréalière pour le Burkina compare la production céréalière nette (85% de la production brute) et les besoins de consommation de la population (fixés à 190 kilogrammes par personne et par année). Elle donne une indication générale de la quantité de céréales disponibles pour le marché, et par conséquent, est un bon indicateur de la situation économique des petits propriétaires dont la survie est assurée par la production céréalière.

**Tableau 11: Engagements d'aide d'urgence**

| Organisation                                  | Produit ou contribution                                  | Tonnes |
|---|--|--------|
| Programme alimentaire mondial                 |  |        |
| Programme en cours                            | Céréales   | 10.272 |
| Programme d'urgence                           | Céréales   | 6.000  |
| Japon   | Riz  | 1.636  |
| Catholic Relief Services                      |  |        |
| Alimentation scolaire et Vivre contre travail | Céréales   | 9.000  |
| Allemagne                                     | 2 millions DM de céréales (approximatif)                 | 10.000 |
| France  | Blé  | 5.000  |
|   | Sorgho blanc   | 3.000  |
| Communauté économique européenne              | 125 millions de francs CFA                               |        |
|   | Riz  | 200    |
|   | Autres produits  | 985    |
| Suisse  | 1 million de FS pour les achats ou les transports locaux |        |
| Canada  | 5 millions de francs canadiens                           |        |

Source: USAID/Burkina

Le déficit de la production céréalière nationale au Burkina en 1990/91 se situerait dans les 245.000 tonnes. Déficit bien plus prononcé que le déficit moyen de 1985-89 (100.000 tonnes) et que le déficit de l'année dernière de 56.000 tonnes. Même si l'on tient compte dans le déficit de la production de cette année

**Tableau 12: Estimation du bilan céréalier nationale pour 1990/91 (tonnes), Gouvernement du Burkina Faso**

|                                     |          |
|-------------------------------------|----------|
| Balance de la production céréalière | -245.000 |
| Prélèvements sur stock              | 14.000   |
| Balance brute                       | -231.000 |
| Importations prévues                | 93.000   |
| Balance céréalière non couverte     | -127.000 |

Source: GB

**Tableau 13: Comparaisons des bilans céréaliers dans les provinces (tonnes)**

| Province     | Population 05/91 | Production de 1990 (nette) | Balance céréalière moy. 1985-89 | Balance céréalière 1990/91 | Années de déficit |
|--------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------|
| Yatenga      | 562.063          | 50.235                     | -36.741                         | -56.707                    | 89,90*            |
| Boulkiemdé   | 394.879          | 41.140                     | -8.006                          | -33.977                    | 89,90*            |
| Bazéga       | 351.743          | 34.595                     | -3.446                          | -32.296                    | 89,90*            |
| Passoré      | 234.461          | 22.695                     | 2.863                           | -21.853                    | 89,90*            |
| Soum         | 217.319          | 20.825                     | -15.311                         | -20.466                    | 89,90*            |
| Sanmatenga   | 406.024          | 58.735                     | -1.503                          | -18.950                    | 89,90*            |
| Nahouri      | 121.469          | 4.930                      | -7.051                          | -18.359                    | 89,90             |
| Bam          | 173.933          | 15.810                     | -5.931                          | -1.237                     | 89,90*            |
| Zoundwéogo   | 175.640          | 19.465                     | -1.829                          | -1.087                     | 89,90             |
| Gnagna       | 272.159          | 37.995                     | 7.745                           | -13.715                    | 89,90*            |
| Bougouriba   | 243.902          | 50.490                     | 8.266                           | 3.879                      | 89,90             |
| Kadiogo      | 655.960          | 23.035                     | -92.237                         | -10.1597                   | '90               |
| Sourou       | 313.515          | 42.330                     | -2.078                          | -17.238                    | '90               |
| Oubritenga   | 328.971          | 57.375                     | -2.605                          | -5.249                     | '90               |
| Namentenga   | 215.040          | 31.025                     | -7.062                          | -9.833                     | '90               |
| Kouritenga   | 227.325          | 17.765                     | -15.416                         | -25.457                    | '90               |
| Boulgou      | 465.498          | 34.765                     | 4.939                           | -54.640                    | '90               |
| Comoé        | 296.881          | 86.870                     | 17.077                          | 28.363                     |                   |
| Ganzourgou   | 224.079          | 64.005                     | 3.777                           | 21.190                     |                   |
| Gourma       | 349.458          | 81.770                     | 12.224                          | 15.043                     |                   |
| Houet        | 719.993          | 164.560                    | 8.876                           | 23.231                     |                   |
| Kéné Dougou  | 161.987          | 52.275                     | 13.286                          | 20.177                     |                   |
| Kossi        | 389.350          | 125.545                    | 28.352                          | 51.539                     |                   |
| Mouhoun      | 337.636          | 91.715                     | 11.949                          | 26.814                     |                   |
| Oudalan      | 123.536          | 12.920                     | -10.845                         | -10.552                    |                   |
| Poni         | 260.007          | 58.990                     | -3.991                          | 9.439                      |                   |
| Sanguié      | 234.919          | 48.025                     | 2.911                           | 3.300                      |                   |
| Séno         | 256.286          | 65.705                     | -12.090                         | 15.111                     |                   |
| Sissili      | 296.958          | 62.645                     | 2.480                           | 5.893                      |                   |
| Tapoa        | 188.674          | 39.270                     | 1.123                           | 3.302                      |                   |
| <b>Total</b> | <b>9.209.665</b> | <b>1.517.505</b>           | <b>-100.279</b>                 | <b>-244.932</b>            |                   |

Source: MAE/DEP, USAID/FEWS. Notes: "\*" indique que la vulnérabilité modérée de la province a été prévue par l'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité, juin 1990. Les projections de population dans les provinces pour avril 1991 se fondent sur les extrapolations exponentielles du recensement de 1985. Sur ce tableau, la balance céréalière est égale à la production nette moins les besoins céréaliers.

des prélèvements sur les stocks et des importations prévues, la balance céréalière reste négative (-127.000 tonnes, cf. Tableau 12).

Le Tableau 13 récapitule la balance de la production céréalière par province et compare la balance de 1990/91 à la moyenne de 1985-89. Cette année, 17 des 30 provinces du Burkina connaissent un déficit. Le déficit à Yatenga est pire que lors de la sécheresse de 1984. Onze provinces ont eu pendant deux années de suite des balances céréalières inférieures à la moyenne de 1985-89. Les ménages de petits cultivateurs dans ces 11 provinces ont un accès insuffisant aux aliments suite à une terrible baisse du pouvoir d'achat et au manque de céréales sur les marchés locaux.

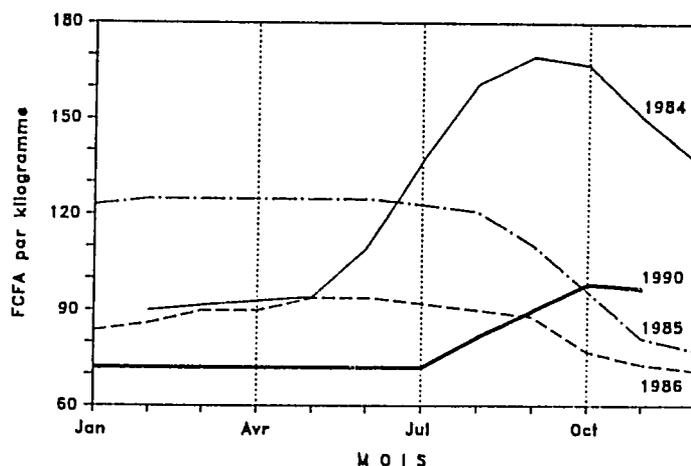
## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

### Conditions du marché

Les prix céréaliers, suivis pendant la saison de la moisson (août à décembre) par le Système d'informations du marché de l'OFNACER, n'ont que faiblement baissé dans les régions excédentaires et pas du tout dans les régions déficitaires. A Dédougou, capitale de la province de Mouhoun, généralement excédentaire le prix du mil a baissé pendant la saison de la moisson, passant de 81 francs CFA (FCFA) par kilogramme (kg) à 68 FCFA par kg. En 1989, pendant la même période, les prix étaient tombés de 82 à 47 FCFA par kg à Dédougou. Cette baisse plus faible en 1990/91 indique que le marché a moins confiance dans la moisson de 1990/91 que dans celle de 1989/90. A Bobo-Dioulasso, capitale de la province de Houet où la production est excédentaire, les prix ont baissé de 100 à 89 FCFA par kg pendant la même période, renforçant encore l'impression d'un manque de confiance du marché dans la moisson de cette année.

Dans les zones déficitaires, on assiste à une très faible baisse, voire pas de baisse du tout dans les prix du mil, la moisson étant généralement suivie par une diminution des prix. Les prix du mil sur le marché de Pouytenga dans la province de Kouritenga sont restés aux alentours de 78 FCFA par kg pendant la période des moissons, montrant là aussi le peu d'espoirs pour la moisson de 1990/91. Le marché de la capitale (Ouagadougou) connaît le même phénomène (cf. Figure 4) où les prix ont augmenté tout au long de la période de moisson alors qu'ils auraient dû diminuer en prévision de la nouvelle offre. De plus, les niveaux de prix à Ouagadougou pour novembre (97 FCFA par kg) étaient également plus élevés que lors des années précédentes (les prix du mil en novembre 1987, 1988 et 1999 étaient respectivement de 60, 88 et 72 FCFA par kg). En supposant des revenus stagnants ou à la baisse, ce renchérissement des prix demandera aux ménages de consacrer une part plus importante de leurs budgets aux céréales, menaçant la sécurité alimentaire des foyers dans les mois menant à la prochaine moisson.

Figure 4: Prix mensuels nominaux du mil, Ouagadougou, 1984-86 et 1990



Source: GB/INSD; FEWS/W. Note: moyenne mobile de trois mois a été utilisée.

### Autres ressources économiques

Outre la production agricole, une partie importante du revenu des ménages au Burkina provient des fonds envoyés par les membres de la famille qui travaillent dans les villes et en Côte-d'Ivoire, ainsi que de l'élevage et de l'exploitation artisanale de l'or. Ces activités tiennent une place très importante dans les quinze provinces qui connaissent un déficit céréalier chronique (cf. Tableau 13, balance moyenne négative de 1985 à 1989). Le montant des envois de fonds est resté plus ou moins le même. Le Système d'alerte précoce du sahel (SAP/Sahel -- financé par l'OXFAM et *Save the Children Fund/United Kingdom*) indique que les prix du bétail sont en train de chuter car les habitants réalisent qu'il sera difficile de nourrir les animaux dans les mois qui viennent. Cette chute de prix diminuera nettement le pouvoir d'achat des éleveurs dans les provinces de Yatenga, Passoré, Soum, Bam et Sanmatenga. Les revenus provenant de la vente de bétail diminueront à la suite d'une chute des prix face à la faible demande, à une offre plus grande sur le marché et à la mauvaise santé des animaux. Les extractions minières de l'or peuvent faire vivre environ 75.000 personnes dans la moitié nord du Burkina (environ 6 à 7% de la population de la région, cf. insertion sur la Carte 5).

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

Les petits cultivateurs représentent environ 85% de la population dans les onze provinces qui ont eu un déficit céréalier en-dessous de la moyenne pendant deux années consécutives. Il s'agit d'environ 2,6 millions de personnes qui sont au moins modérément vulnérables aux pénuries alimentaires. Sur ce nombre, 1,2 million de femmes et d'enfants sont extrêmement vulnérables (à risques). Sur les onze provinces ayant actuellement besoin d'une assistance alimentaire d'urgence, huit ont été

notées par l'évaluation de FEWS sur la vulnérabilité, de juin 1990, comme étant modérément vulnérables aux crises alimentaires suite à un déficit céréalier en-dessous de la moyenne en 1989 (cf. Tableau 13).

Le Gouvernement du Burkina Faso n'a pas encore fait de plans de distribution mais propose que 30% de l'aide alimentaire soient octroyés aux programmes de travailler pour manger, 40% soient vendus à un prix social et 30% soient distribués gratuitement. Le Gouvernement du Burkina Faso puisera 3.000 tonnes de l'OFNACER, pendant le premier trimestre de 1991, pour aider à répondre aux besoins alimentaires jusqu'à l'arrivée des expéditions de l'étranger.

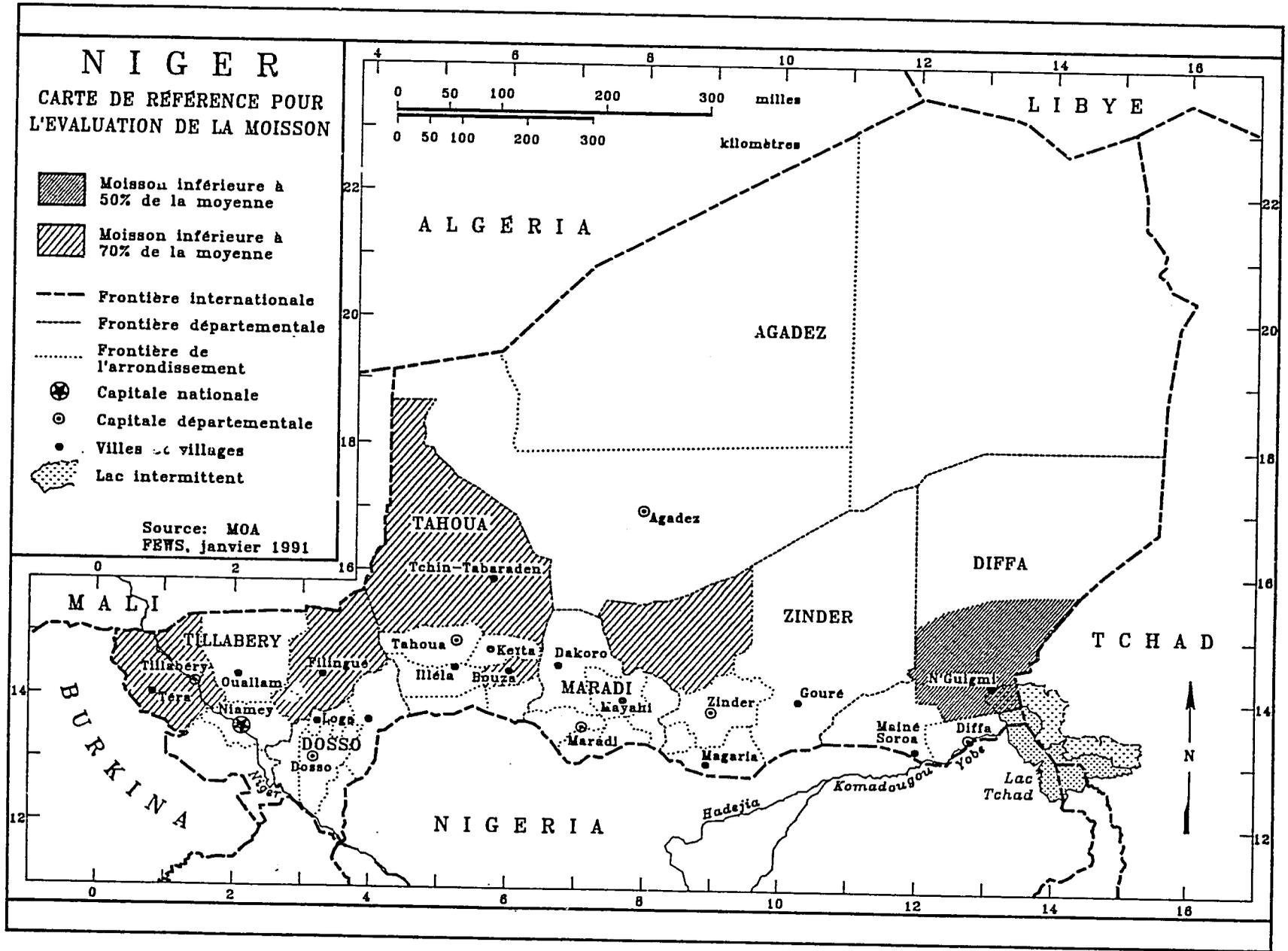
---

## CONCLUSIONS

---

Le Burkina compte onze provinces dont les balances cérésières se sont situées en-dessous de la moyenne pendant deux années de suite. Cela a très nettement diminué la principale source de revenu pour les 85% de la population qui dépendent de la production cérésière. Au total, 1,4 million de personnes sont modérément vulnérables et 1,2 million de femmes en âge de procréer et de nourrissons sont extrêmement vulnérables à une crise alimentaire. Le Gouvernement du Burkina Faso et les bailleurs de fonds collaborent pour l'obtention d'au moins 75.000 tonnes d'aliments au titre de l'aide alimentaire d'urgence.

Carte 6: Carte de référence du Niger



## Seconde mauvaise moisson: Assistance alimentaire nécessaire dans plusieurs régions

Rapport USAID/Niger et FEWS/Niger reçu à Washington le 22 décembre 1990

### Récapitulatif

Dans de nombreuses parties du Niger, la saison des pluies en 1990 n'était pas bonne, ce qui a freiné la croissance des pâturages, diminué la production céréalière et épuisé les sources d'eaux souterraines et de surface. Les régions qui ont connu une mauvaise moisson en deux années de suite, 1989 et 1990, sont de plus en plus vulnérables à de graves pénuries alimentaires, vu la diminution constante du pouvoir d'achat. Ces régions auront besoin d'une assistance externe en 1991. D'autres régions, devenues vulnérables par suite de la mauvaise moisson de 1990, risquent également d'avoir besoin d'une assistance, si les revenus non-agricoles et les stocks s'avèrent insuffisants. Les éleveurs sont eux aussi de plus en plus vulnérables, vu la détérioration des termes de l'échange pour les achats de céréales et la dégradation générale des pâturages.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats des moissons

Selon le Ministère de l'Agriculture du Niger, la moisson céréalière de 1990 a été médiocre sur l'ensemble du pays et franchement mauvaise dans certaines régions (cf. Carte 6). La saison de croissance a été caractérisée par des pluies insuffisantes et mal distribuées. Une sécheresse prononcée a sévit en août, moment crucial pour la croissance des céréales. Conjuguée aux sauterelles et autres dégâts causés par les ravageurs dans les régions qui ont eu suffisamment de pluies, la sécheresse a très nettement diminué le potentiel de la production totale. La production brute de mil et de sorgho s'élève à un total de 1,69 million de tonnes, comparé à 1,75 million en 1989. Si l'on ajoute le riz, le maïs, le blé et le *fonio*, la production brute de 1990 s'élève à 1,72 million de tonnes.

Les départements de Dosso, Tahoua, Maradi, Agadez, et Diffa ont tous eu une production de mil et de sorgho supérieure à la moyenne de 1980-89, mais en revanche à Tillabéry et Zinder, elle est tombée en-dessous (cf. Tableau 14). Plusieurs arrondissements ont eu une production nettement plus faible que

Tableau 14: Estimations sur la production de mil et de sorgho pendant la saison des pluies, 1990/91 (tonnes)

| Département    | Production pluviale moyenne nette 1980-89 | Production pluviale nette 1989 | Production pluviale nette 1990 | 1990 en % de moy. | 1990 en % de 1989 |
|----------------|---|--------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Niamey Commune | 2.501                                     | 10.395                         | 10.054                         | 402               | 97                |
| Tillabéry      | 287.135                                   | 237.301                        | 208.160                        | 72                | 38                |
| Dosso          | 239.203                                   | 253.841                        | 261.418                        | 109               | 103               |
| Tahoua         | 246.374                                   | 267.642                        | 255.157                        | 104               | 95                |
| Maradi         | 315.913                                   | 379.075                        | 397.235                        | 126               | 105               |
| Zinder         | 306.744                                   | 332.582                        | 283.686                        | 92                | 83                |
| Diffa          | 17.432                                    | 8.890                          | 22.817                         | 131               | 257               |
| Agadez         | 806                                       | 1.693                          | 1.049                          | 130               | 62                |
| Total          | 1.416.107                                 | 1.491.419                      | 1.439.576                      | 102               | 97                |

Source: Ministère de l'Agriculture. Notes: production nette égal 85% de la production brute.

leurs moyennes départementales respectives (les détails pour tous les arrondissements se trouvent en Annexe 3).

Au niveau départemental, c'est Tillabéry qui a connu la plus forte réduction dans la production de mil et de sorgho (72% de la moyenne de dix ans et 88% des niveaux de 1989). Les arrondissements de Téra, Tillabéry et Filingué ne se sont situés qu'à 65%, 55% et 50% de la moyenne, respectivement. En 1989, la production dans ces trois arrondissements était également inférieure à la moyenne.

Dans les arrondissements du département de Dosso, Loga a eu une production médiocre (84% de la moyenne) et le reste des arrondissements ont eu des moissons au-dessus de la moyenne. Dans le département de Tahoua, Illéla et Madaoua ont eu de médiocres moissons (81% et 77% de la moyenne respectivement) et les arrondissements de Bouza et Tchintabaraden ont

eu des mauvaises moissons (54 % et 66 % de la moyenne respectivement). Parmi ces arrondissements, Tchín-Tabaraden a également eu une production en-dessous de la moyenne en 1989 (baisse de 64 %).

Dans le département de Maradi, la production au niveau des arrondissements était nettement au-dessus de la moyenne, sauf dans les arrondissements de Dakoro et Mayahi, où la production se situait juste en-dessous de la moyenne (90 % et 96 % de la moyenne respectivement). La production à Dakoro s'est située en-dessous de la moyenne pendant deux années de suite. Dans le département de Zinder, deux des cinq arrondissements ont enregistré une production nettement en-dessous de la moyenne -- Magaria et Tanout ont eu des réductions de 82 % et 55 %, respectivement. La production de Magaria avait également été plus faible en 1989 (89 % de la moyenne).

Dans le département de Diffa, l'arrondissement de Mainé-Soroa a indiqué une production de deux fois supérieure à sa moyenne, alors que Diffa a connu une médiocre moisson (78 % de la moyenne) et N'Guigmi une moisson négligeable (35 % de la moyenne). En 1989, la production de l'arrondissement de Diffa avait également été en-dessous de la moyenne (baisse de 21 %).

### Balance de la production

Les calculs de la balance céréalière (basés sur la production de mil et de sorgho pendant la saison des pluies qui comprend 95 % de la production céréalière totale) indiquent des pénuries dans les arrondissements, dont certains risquent de ne pas pouvoir être comblés par les stocks et importations. Le Tableau 15 indique la balance au niveau départemental entre les besoins estimés pour la consommation et la production de mil et de sorgho. Seuls les départements de Dosso et Maradi arriveront à répondre aux besoins de consommation de 1990/91, en puisant dans la production locale. Tillabéry et Diffa enregistrent les plus grands déficits. Tillabéry avait un déficit tout aussi prononcé qu'en 1989, mais Diffa en revanche a pu répondre cette année à une plus grande partie de ses besoins alimentaires à partir de la production locale qu'en moyenne pendant ces dix dernières années. Au sein des départements, les balances entre les arrondissements varient grandement (cf. Annexe 4 pour plus de détails sur tous les arrondissements).

Dans le département de Tillabéry, les arrondissements de Téra, Tillabéry, Ouallam et Filingué couvrent à peine 70 % de leurs besoins céréaliers pour 1990/91 à partir de la production locale. Ouallam et Filingué ont satisfait davantage leurs besoins en 1989, mais même là leurs déficits étaient nettement plus prononcés qu'en moyenne. En revanche, le département de Dosso enregistre de bons excédents dans les arrondissements de Boboye et Gaya, répondant à 128 % et 117 % de leurs besoins respectivement. Sur les arrondissements de Dosso, seul Loga a un déficit important, 83 % de ses besoins satisfaits par la production locale. C'est une très nette régression par rapport aux 122 % des besoins satisfaits en moyenne.

Dans le département de Tahoua, les arrondissements de Keïta et Konni connaissent des excédents, alors que les autres arrondissements arrivent à peine à répondre à 70 % de leurs besoins de consommation. Bouza et Tchín-Tabaraden sont tout particulièrement touchés, n'arrivant à répondre qu'à 48 % et 41 % de leurs besoins respectivement. S'il est habituel pour Tchín-Tabaraden d'avoir un déficit alimentaire, l'arrondissement de Bouza par contre produit généralement assez de céréales pour répondre aux besoins locaux. Le département de Maradi a eu de bons excédents dans tous les arrondissements, à l'exception de Dakoro et Mayahi. La production de Dakoro a permis de répondre à 75 % de ses besoins, c'était le seul arrondissement qui a connu un déficit et en 1989 et en 1990 -- généralement, Dakoro produit suffisamment de céréales pour répondre aux besoins de consommation locaux.

Dans le département de Zinder, seul l'arrondissement de Matameye a connu un excédent. Magaria, Tanout et Gouré connaissent de nets déficits puisqu'ils n'arrivent à répondre qu'à 88 %, 79 % et 78 % de leurs besoins respectivement. Parmi ces régions, Magaria et Gouré ont également connu des déficits importants en 1989. Tous les arrondissements du département

Tableau 15: Pourcentages des besoins céréaliers satisfaits par la production, au niveau départemental (tonnes)

| DEPT           | Population 1991  | Production nette 1990/91 | Balance de la production | % besoins satisfaits 90/91 | % besoins satisfaits 89/90 | % besoins satisfaits moy. |
|----------------|------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------|
| Niamey Commune | 455.725          | 10.054                   | -76.534                  | 12                         | 14                         | 3                         |
| Tillabéry      | 1.474.870        | 208.160                  | -111.838                 | 65                         | 67                         | 87                        |
| Dosso          | 1.139.749        | 261.418                  | 13.443                   | 105                        | 112                        | 118                       |
| Tahoua         | 1.413.946        | 255.157                  | -43.881                  | 85                         | 95                         | 95                        |
| Maradi         | 1.551.326        | 397.235                  | 65.154                   | 120                        | 123                        | 115                       |
| Zinder         | 1.552.637        | 283.686                  | -44.225                  | 87                         | 104                        | 111                       |
| Diffa          | 179.345          | 22.817                   | -18.277                  | 56                         | 25                         | 46                        |
| Agadez         | 240.925          | 1.049                    | -44.727                  | 2                          | 19                         | 2                         |
| <b>NIGER</b>   | <b>8.008.523</b> | <b>1.439.576</b>         | <b>-260.885</b>          | <b>85</b>                  | <b>94</b>                  | <b>100</b>                |

Source: Les projections démographiques de l'USAID/Niger se fondent sur le recensement du Gouvernement de 1977 et 1988; les statistiques du Ministère de l'Agriculture sont utilisées pour calculer les chiffres moyens. Besoins de consommation calculés par l'USAID/Niger: 190 kg/an pour les nomades et 220 kg/an pour les cultivateurs. Les estimations du Ministère de l'Agriculture pour le mil et le sorgho en date du 23 novembre 1990. La balance de la production égal production nette moins les besoins de céréales. Les pourcentages des besoins satisfaits égal à la production nette divisée par les besoins en céréales. Les pourcentages de besoins satisfaits en moyenne égal la moyenne des pourcentages des besoins satisfaits pour chaque moisson de 1980 à 1989.

de Diffa ont eu une balance déficitaire pendant deux années de suite. C'est à Mainé-Soroa que les conditions sont les meilleures, puisque la production permet de répondre à 87% des besoins de consommation en 1990/91. La production dans les arrondissements de Diffa et N'Guigmi ne permet de répondre qu'à 44% et 19% de leurs besoins respectifs de consommation.

### *Conditions pastorales*

La croissance des pâturages pendant la saison de pluies 1990 était nettement moins bonne qu'en 1989, vu l'insuffisance des pluies. Dans certaines des régions au Nord des départements de Tillabéry, Zinder et Diffa, la croissance des pâturages a été très ralentie. Dans d'autres, la croissance s'est arrêtée en août suite à la longue sécheresse. Les seules exceptions à cette situation se situent le long d'une zone allant du Nord-Ouest au Sud-Est de l'arrondissement central de Tchintabaraden à l'arrondissement de Dakoro au Nord de Dakoro et aux départements de Zinder et Diffa au centre-Sud (arrondissements de Magaria, Gouré, Mainé-Soroa et au Sud-Ouest de Diffa), où la biomasse végétale semble avoir atteint, voire dépassé, les niveaux de 1989.

Suite à l'insuffisance des pluies, les ressources d'eaux souterraines et de surface sur la plupart des pâturages sont également en-dessous de la normale. La situation a apparemment valu une migration précoce de nombreux troupeaux, atténuant ainsi les répercussions immédiates du manque de fourrage et d'eau.

### *Stocks vivriers*

A la mi-décembre, on comptait 48.000 tonnes de mil dans les stocks de sécurité du Gouvernement du Niger. En plus, l'organisation parapublique du riz avait 2.100 tonnes de riz. Les stocks du programme d'urgence de l'USAID pour 1990 et les stocks de céréales du Programme des Nations Unies pour l'alimentation mondiale (PAM) s'élevaient à un total de 6.300 tonnes. Dans l'ensemble, les stocks privés de céréales sont moindres qu'en 1989. Tel qu'indiqué ci-après, on estime que les stocks commerciaux sont inférieurs à ceux de l'année dernière et concentrés dans les zones urbaines et les zones de production excédentaire des départements de Maradi, Dosso et Zinder. Les estimations sur les stocks des ménages, 72.000 tonnes, se fondent sur une enquête du Ministère de l'Agriculture financée par le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. En 1989, les stocks des ménages étaient estimés à 102.000 tonnes. L'emplacement de ces stocks suit probablement la même distribution que pour les stocks commerciaux, il n'existe pratiquement aucune réserve dans les zones qui ont connu deux mauvaises moissons consécutives, les réserves augmentent au fur et à mesure que l'on se dirige vers les zones de production excédentaire.

### *Aide alimentaire prévue et importations/exportations commerciales*

Aucune promesse définitive n'a été faite en réponse à la demande du Gouvernement du Niger de 160.000 tonnes pour 1991. Si l'on en juge d'après les discussions informelles et

l'expérience faite par le passé, on estime que 60.000 tonnes de l'aide alimentaire proviendront des sources externes en 1991. Ce chiffre comprend les 10.000 tonnes du Programme alimentaire mondial (PAM). Les stocks de sécurité du Gouvernement du Niger devraient fournir 12.000 tonnes de céréales en plus pour les distributions d'urgence.

L'on estime que les importations commerciales s'élèveront à 130.034 tonnes en 1991, 59% provenant de l'Afrique de l'Ouest, surtout les importations de mil, de sorgho et de maïs du Nigéria et du Bénin. Les importations céréalières restantes proviendront de l'extérieur de la région: riz ou blé/farine panifiable pour la moutonnerie de Niamey. Une demande effective plus faible pour les céréales en 1991, conjuguée à des moissons inférieures au niveau de 1990 au Nigéria et au Bénin, feront probablement baisser le niveau des importations régionales au Niger par rapport à 1990.

### *Prévisions des besoins de consommation alimentaire*

La balance céréalière nationale pour 1990/91 au Niger, indiquée sur le Tableau 16, montre un déficit de la production de plus de 197.000 tonnes par rapport aux besoins de consommation céréalière. Le chiffre avancé sur la production, 1,5 million de tonnes, se fonde sur les estimations du Gouvernement du Niger concernant le mil, le sorgho, le riz, le maïs, le blé et le *fonio*, chiffre net à 15% de la production brute, pour tenir compte des fourrages, semences et pertes post-moisson. Les besoins de consommation (1,7 million de tonnes) sont calculés en appliquant les taux de consommation déterminés par l'USAID/Niger (190 et 220 kilogrammes par personne et par année pour les populations nomades et sédentaires respectivement) aux projections démographiques de 1990, tirées du recensement national de 1988 et basées sur un taux de croissance nationale de 3,1%.

Malgré le déficit de la production, la balance céréalière globale indique un excédent net de plus de 125.000 tonnes de céréales non-transformées, si l'on tient compte des stocks nationaux et des importations prévues. Les stocks nationaux, de plus de 182.000 tonnes, comprennent les stocks non-commerciaux, d'après les estimations du Gouvernement du Niger/CILSS et les stocks commerciaux, d'après les estimations de l'USAID/Niger.

N'ayant aucune donnée du Gouvernement sur les stocks commerciaux, l'USAID/Niger a estimé que les stocks commerciaux de cette année seront plus moins importants que ceux de l'année dernière, en fonction des observations faites sur le terrain et, partant, a diminué l'estimation de 1989/90, la faisant passer de 67.000 tonnes à 50.000 pour 1990/91. Les estimations sur les importations commerciales totales, de plus de 130.000 tonnes, comprennent les estimations du Gouvernement du Niger pour le riz, le maïs, le blé, le mil et le sorgho. Les chiffres sur les importations au titre de l'aide alimentaire reflètent le sorgho promis par le PAM. L'assistance alimentaire

**Tableau 16: Bilan céréalier nationale pour le mil et le sorgho (tonnes)**

| Bilan céréalier                                 | 15-12-90  |
|---|-----------|
| Population totale 1990                          | 8.027.629 |
| Besoins de consommation                         | 1.700.462 |
| Production pluviale nette de mil et de sorgho   | 1.439.576 |
| Production rizicole nette                       | 38.876    |
| Maïs, blé, fonio nets                           | 14.929    |
| Céréales nettes contre-saison                   | 10.000    |
| Total de la production céréalière nette 1990-91 | 1.503.381 |
| Balance de la production                        | -197.081  |
| Stocks de réserves publiques                    | 54.000    |
| Stocks commerciales                             | 50.000    |
| Stocks des exploitations                        | 72.000    |
| Stocks des bailleurs de fonds                   | 6.300     |
| Total stocks disponibles                        | 182.300   |
| Exportations de céréales                        | 0         |
| Total de l'offre nationale de céréales          | 1.685.681 |
| Besoins importations                            | -14.781   |
| Importations commerciales de céréales           | 130.034   |
| Importations aide alimentaire                   | 10.000    |
| Balance céréalière                              | 125.253   |

Source: Besoins de consommation calculés par l'USAID/Niger (190 non-traités kg/habitant/an pour les nomades; 220 non-traités kg/habitant/an pour les cultivateurs); les projections démographiques de FEWS/Niger proviennent du recensement de 1988; les estimations sur la production céréalière du Ministère de l'Agriculture; du Gouvernement pour les stocks non-commerciaux, estimations de l'USAID/Niger pour les stocks commerciaux; estimations sur les stocks dans les exploitations agricoles de l'enquête sur le terrain de CILSS/DP; estimations du Gouvernement sur les importations commerciales de mil, sorgho, riz, maïs et blé non-décortiqué.

qui n'a pas encore été approuvée n'est pas comprise dans le bilan céréalier.

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

### Conditions du marché

Le pouvoir d'achat des ménages au Niger est déterminé en grande partie par la production agricole saisonnière, les revenus non-agricoles et les biens des ménages. En 1990/91, les revenus

agricoles étaient en-deçà de la moyenne, vu les mauvaises conditions agro-climatiques. Le travail saisonnier (flux migratoires), autre grande source de revenus, a été moins bien rémunéré cette année, suite aux problèmes économiques dans les pays côtiers. A l'intérieur du Niger, une grave récession a diminué le nombre d'emplois dans les entreprises locales et les possibilités de travail saisonnier. Ces facteurs tentent à rétrécir le pouvoir d'achat au Niger. Dans les régions qui ont eu une mauvaise moisson en 1989/90 et une mauvaise saison de pluies en 1990, le pouvoir d'achat risque de tomber nettement en-dessous du niveau nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires normaux.

Les fragmentaires données officielles sur les prix de novembre à décembre 1990 indiquent que les prix céréaliers ont grandement varié par rapport à la moyenne et que les prix des animaux étaient loin de la moyenne. Les prix des animaux n'étaient pas tombés aussi bas depuis la sécheresse de 1984/85, ils étaient bien plus loin de la moyenne que les prix céréaliers.

Dans la plupart des régions, les prix du mil n'ont pas baissé au moment de la moisson, contrairement au comportement normal des prix céréaliers pendant les années de bonne moisson. Sur les marchés urbains de Dosso, Tillabéry et Zinder, les prix n'ont que légèrement fléchi. Les prix de mil les plus élevés ont été notés dans le département de Tillabéry où la production était plus de 25% en-deçà de la moyenne et 35% en-dessous des besoins de consommation. Les arrondissements de Téra et Ouallam ont enregistré les prix les plus élevés du pays, 8.500 et 7.500 francs CFA (FCFA) par sac de 100 kilogrammes (kg), respectivement. Les marchés isolés au Nord de ces mêmes arrondissements signalaient que des sacs de 100 kg se vendaient respectivement à 10.000 et 9.000 FCFA. La situation est encore plus précaire à Téra, où l'offre de céréales est à un niveau très bas. La situation isolée de Téra par rapport aux grandes routes servant au commerce céréalier rend difficile un approvisionnement à partir des autres zones de production.

Les prix du mil étaient élevés, comparés à la moyenne, dans les régions où la production se situait nettement en-dessous des besoins de consommation. S'agissant des arrondissements au Nord de Dogondoutchi et Loga dans le département de Dosso; de l'arrondissement de Dakoro dans le département de Maradi; des arrondissements de Bouza et Illéla dans le département de Tahoua et des arrondissements de Gouré, Magaria et Tanout dans le département de Zinder. Les prix très élevés dans l'arrondissement de Keïta jure avec le peu de vulnérabilité relative de la région. Ce phénomène pourrait s'expliquer par la forte demande tout à fait inhabituelle des zones alentours et le pouvoir d'achat relativement plus élevé dans la région.

### Autres ressources économiques

Les prix se sont stabilisés dans les arrondissements très déficitaires des départements de Diffa (tous les arrondissements) et des départements de Tahoua (Tchin-Tabaraden). Les céréales nigériennes semblent avoir un effet stabilisant sur les prix du

marché pour l'ensemble de Diffa. Le faible pouvoir d'achat à Tchín-Tabaraden pourrait avoir contracté la demande et, par conséquent, les prix. Ailleurs, les prix sont au niveau le plus bas dans les zones des départements de Dosso et Maradi ayant une production suffisante.

---

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

---

L'insécurité alimentaire que connaît actuellement le Niger est pire que celle escomptée par l'évaluation sur la vulnérabilité de juin 1990. La Carte 6 indique l'emplacement des arrondissements dont il est question dans la présente section. Les conclusions concernant le niveau de vulnérabilité actuelle des arrondissements sont données sur la Carte 7. Le manque de croissance généralisée en 1990 a rendu plus vulnérables les éleveurs et cultivateurs des arrondissements de Téra, au Nord de Tillabéry, Ouallam, et Filingué, dans le département de Tillabéry; dans l'arrondissement de Tchín-Tabaraden du département de Tahoua; dans l'arrondissement de Dakoro du département de Maradi; dans les arrondissements de Magaria et Gouré dans le département de Zinder; et les arrondissements de Diffa et N'Guigmi dans le département de Diffa. Toutes ces régions avaient également eu de mauvaises conditions agricoles en 1989.

Les arrondissements de Bouza et Illéla (dans le département de Tahoua) sont de nouvelles sources de préoccupation. La production céréalière n'arrivera pas à répondre aux besoins de consommation dans ces arrondissements. On indique que les stocks alimentaires des ménages sont faibles et les prix céréaliers élevés. Bien que le déficit soit moins prononcé qu'à Bouza et Illéla, les faibles stocks alimentaires et les prix céréaliers élevés menacent également la sécurité alimentaire des arrondissements du Nord de Dogondoutchi et de Loga dans le département de Dosso, de l'arrondissement de Mayahi dans le département de Maradi, et des arrondissements de Keïta et Tahoua dans le département de Tahoua.

Il convient de suivre de près les prix des animaux et les conditions du bétail dans toutes ces régions. Même si l'on pense que le mauvais état des pâturages a trouvé une solution dans la transhumance, les termes de l'échange pour les éleveurs du Niger risquent de continuer à se dégrader, rendant ainsi ce

segment de la population bien plus vulnérable dans le court terme. Il convient de suivre de près ce groupe dans les six mois à venir.

---

## CONCLUSIONS

---

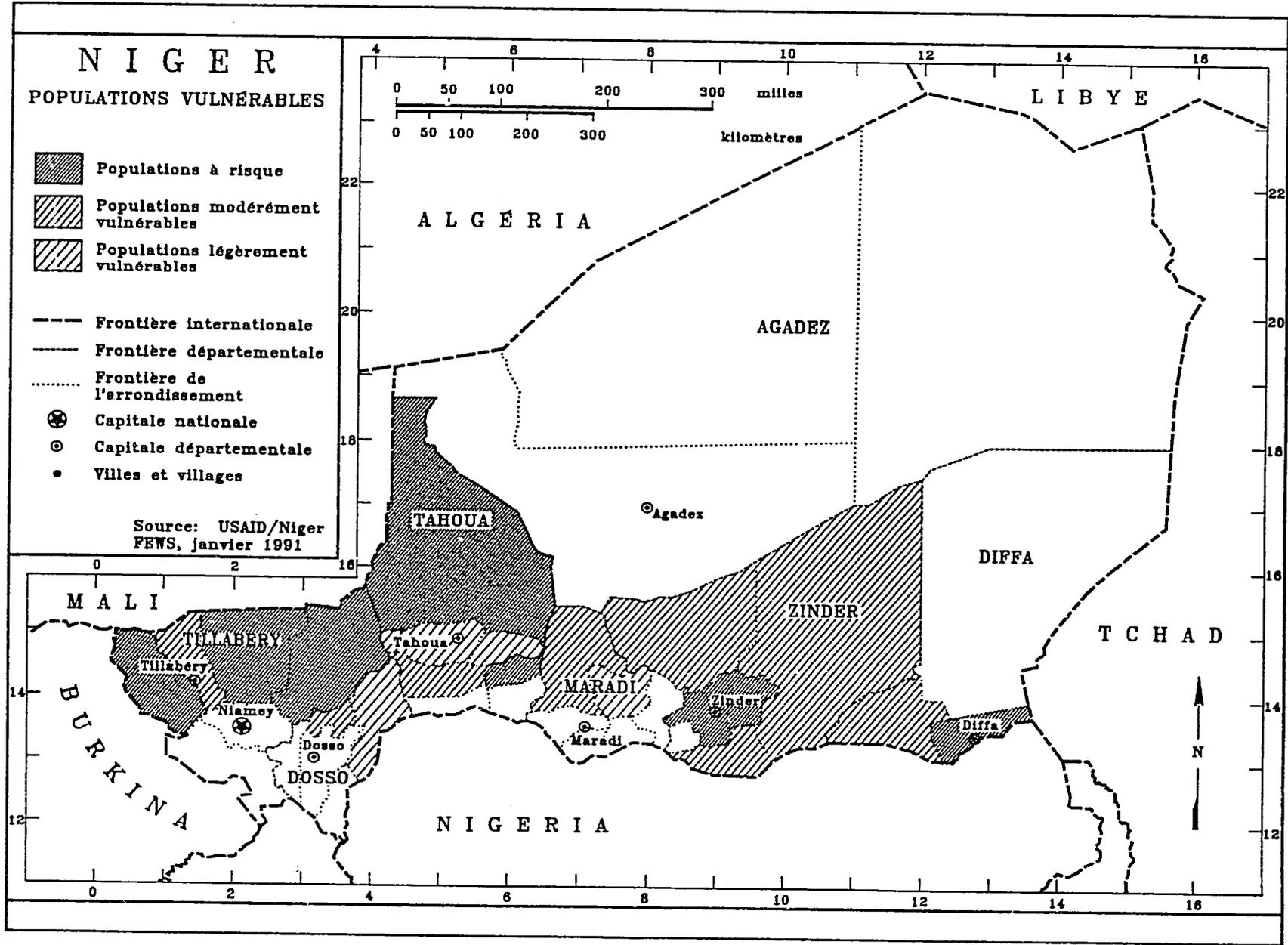
L'USAID/Niger pense que le pays aura besoin d'une assistance alimentaire d'urgence en 1991. Nombreuses régions du pays ont été touchées par une seconde mauvaise moisson consécutive. D'où plus forte demande aussi bien sur les stocks que pour l'offre commerciale. Une mauvaise saison de pluies signifie également manque de pâturage et d'eau pour le bétail. Même s'il y a eu transhumance et vente d'animaux, les termes de l'échange pour les éleveurs semblent se détériorer.

Les facteurs économiques négatifs, notamment diminution du pouvoir d'achat, diminution des revenus non-agricoles et détérioration des termes de l'échange pour les éleveurs nous font demander s'il y aura suffisamment de ressources pour attirer les céréales des régions excédentaires à celles déficitaires. L'expérience du passé indique que, d'une manière générale, les habitants n'auront pas les moyens économiques pour répondre à leurs besoins alimentaires immédiats au fur et à mesure qu'on se rapproche de la moisson de 1991, surtout dans les régions notées comme étant vulnérables dans le présent rapport.

Le Gouvernement nigérien demandait une aide alimentaire d'urgence de l'ordre de 160.000 tonnes, dont 141.000 tonnes pour les populations sédentaires et 18.000 pour les nomades. L'USAID/Niger est en train d'évaluer cette demande ainsi que les besoins des populations vulnérables dans le pays. Cette analyse, se fondant sur un système de classification en utilisant les données mises au point par le présent rapport, permettra de cerner le nombre de personnes vulnérables et leurs besoins alimentaires durant chaque mois de la moisson.

En général, la communauté des bailleurs de fonds reconnaît la justesse de l'évaluation faite par le Gouvernement nigérien sur les besoins d'assistance alimentaire d'urgence. Les engagements de l'assistance dépendront d'une évaluation sur les besoins alimentaires devant être faite en janvier 1991 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Carte 7: Populations vulnérables au Niger



**Annexe 3: Production céréalière dans les arrondissements (tonnes)**

| DEPARTE-<br>MENT<br>et<br>arrondissement | Production<br>pluviale<br>moyenne<br>nette<br>1980-89 | Production<br>pluviale<br>nette<br>1989 | Production<br>pluviale<br>nette<br>1990 | 1990<br>en %<br>de<br>moy. | 1990<br>en %<br>de<br>1989 |
|--|---|---|---|----------------------------|----------------------------|
| Niamey Com-<br>mune                      | 2.501   | 10.395                                  | 10.054                                  | 402                        | 97                         |
| <b>TILLABERY</b>                         | <b>287.135</b>  | <b>237.301</b>                          | <b>208.160</b>                          | <b>72</b>                  | <b>88</b>                  |
| Kollo                                    | 62.625  | 48.874                                  | 46.920                                  | 75                         | 96                         |
| Say                                      | 44.265  | 45.117                                  | 46.880                                  | 106                        | 104                        |
| Téra                                     | 59.604  | 54.490                                  | 38.458                                  | 65                         | 71                         |
| Tillabéry                                | 29.868  | 24.035                                  | 16.522                                  | 55                         | 69                         |
| Ouallam                                  | 30.974  | 26.070                                  | 29.249                                  | 94                         | 112                        |
| Filingué                                 | 59.798  | 38.714                                  | 30.131                                  | 50                         | 78                         |
| <b>DOSSO</b>                             | <b>239.203</b>  | <b>253.841</b>                          | <b>261.418</b>                          | <b>109</b>                 | <b>103</b>                 |
| Dosso Commune                            | 0   | 0                                       | 358                                     |                            |                            |
| Dosso                                    | 58.607  | 60.597                                  | 55.288                                  | 94                         | 91                         |
| Boboye                                   | 46.083  | 47.768                                  | 64.273                                  | 139                        | 135                        |
| Loga                                     | 21.196  | 20.988                                  | 17.758                                  | 84                         | 85                         |
| Dogondoutchi                             | 70.744  | 75.703                                  | 77.216                                  | 109                        | 102                        |
| Gaya                                     | 42.574  | 48.786                                  | 46.525                                  | 109                        | 95                         |
| <b>TAHOUA</b>                            | <b>246.374</b>  | <b>267.642</b>                          | <b>255.157</b>                          | <b>104</b>                 | <b>95</b>                  |
| Tahoua Com-<br>mune                      | 0   | 0                                       | 3.261                                   |                            |                            |
| Tahoua                                   | 33.758  | 35.664                                  | 42.411                                  | 126                        | 119                        |
| Illéla                                   | 35.513  | 38.989                                  | 28.602                                  | 81                         | 73                         |
| Keita                                    | 27.926  | 28.254                                  | 46.156                                  | 165                        | 163                        |
| Bouza                                    | 37.774  | 49.246                                  | 20.209                                  | 54                         | 41                         |
| Madaoua                                  | 43.328  | 50.273                                  | 33.228                                  | 77                         | 66                         |
| Konni                                    | 58.815  | 61.917                                  | 75.194                                  | 128                        | 121                        |
| Tchin-<br>Tabaraden                      | 9.261   | 3.300                                   | 6.096                                   | 66                         | 185                        |

Source: Ministère de l'Agriculture.

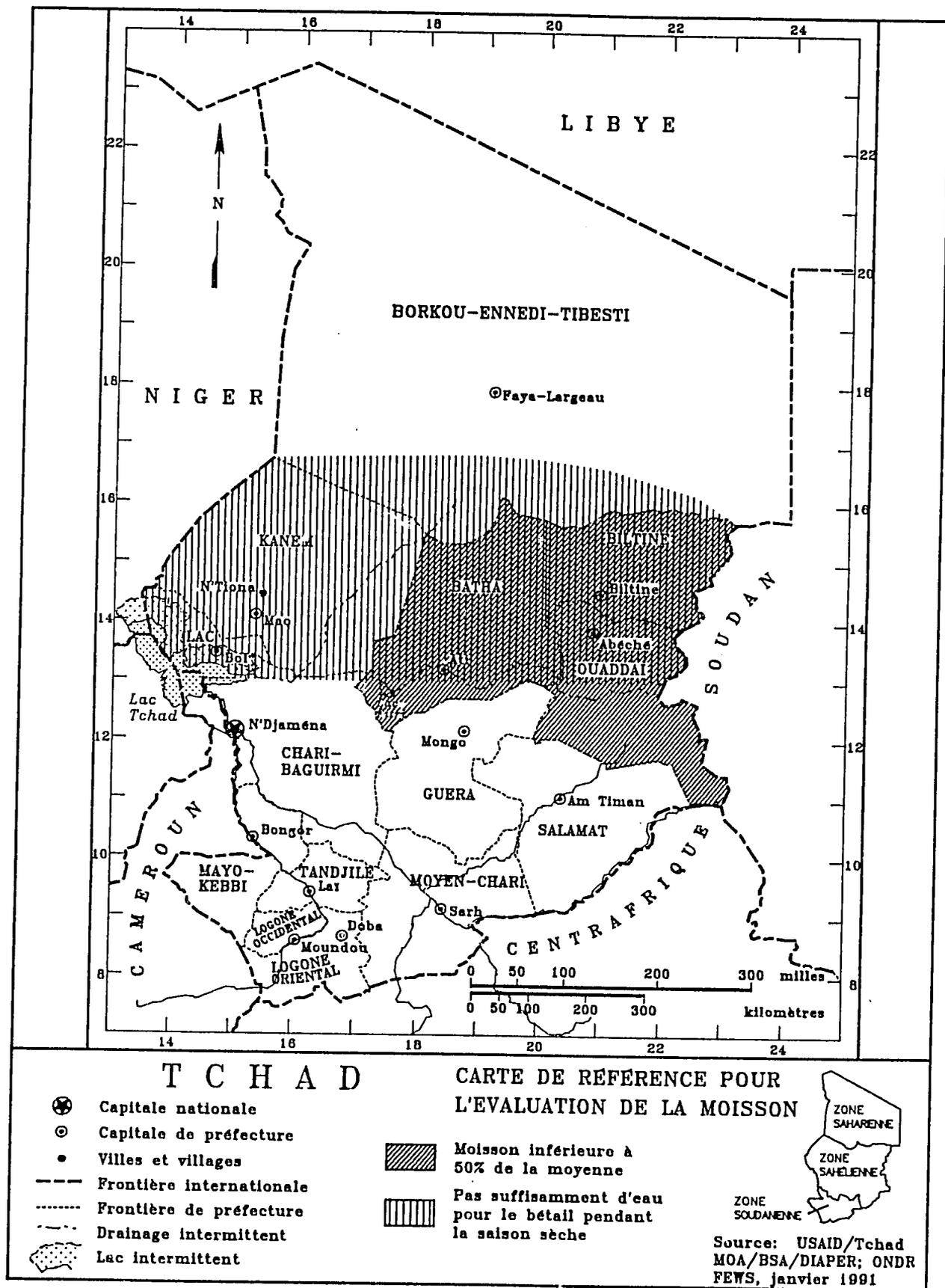
| DEPARTE-<br>MENT<br>et<br>arrondissement | Production<br>pluviale<br>moyenne<br>nette<br>1980-89 | Production<br>pluviale<br>nette<br>1989 | Production<br>pluviale<br>nette<br>1990 | 1990<br>en %<br>de<br>moy. | 1990<br>en %<br>de<br>1989 |
|--|---|---|---|----------------------------|----------------------------|
| <b>MARADI</b>                            | <b>315.913</b>  | <b>379.075</b>                          | <b>397.235</b>                          | <b>126</b>                 | <b>105</b>                 |
| Maradi Com-<br>mune                      | 0   | 0                                       | 0                                       |                            |                            |
| Madarounfa                               | 52.522  | 57.236                                  | 62.537                                  | 119                        | 109                        |
| Guidan Roumji                            | 59.039  | 86.659                                  | 93.248                                  | 158                        | 108                        |
| Dakoro                                   | 51.114  | 45.036                                  | 46.232                                  | 90                         | 103                        |
| Mayahi                                   | 52.360  | 67.675                                  | 50.402                                  | 96                         | 74                         |
| Aguié                                    | 41.093  | 42.348                                  | 49.181                                  | 120                        | 116                        |
| Tessaoua                                 | 59.785  | 80.119                                  | 95.635                                  | 160                        | 119                        |
| <b>ZINDER</b>                            | <b>306.744</b>  | <b>332.582</b>                          | <b>283.686</b>                          | <b>92</b>                  | <b>85</b>                  |
| Zinder Com-<br>mune                      | 1.673   | 3.314                                   | 2.977                                   | 178                        | 90                         |
| Myrriah                                  | 96.126  | 90.796                                  | 93.060                                  | 97                         | 102                        |
| Magaria                                  | 84.766  | 75.650                                  | 69.822                                  | 82                         | 92                         |
| Matameye                                 | 38.378  | 50.924                                  | 55.104                                  | 144                        | 108                        |
| Tanout                                   | 61.833  | 97.156                                  | 33.799                                  | 55                         | 35                         |
| Gouré                                    | 23.968  | 14.742                                  | 28.924                                  | 121                        | 196                        |
| <b>DIFFA</b>                             | <b>17.432</b>   | <b>8.890</b>                            | <b>22.817</b>                           | <b>131</b>                 | <b>257</b>                 |
| Diffa Commune                            | 108   | 130                                     | 407                                     | 377                        | 313                        |
| Diffa                                    | 7.928   | 1.685                                   | 6.150                                   | 78                         | 365                        |
| N'Guigmi                                 | 3.271   | 4.884                                   | 1.151                                   | 35                         | 24                         |
| Mainé-Soroa                              | 6.125   | 2.191                                   | 15.109                                  | 247                        | 689                        |
| <b>AGADEZ</b>                            | <b>806</b>  | <b>1.593</b>                            | <b>1.049</b>                            | <b>130</b>                 | <b>62</b>                  |
| Agadez Com-<br>mune                      | 1   | 8                                       | 0                                       | 0                          | 0                          |
| Tchirozérine                             | 720   | 1.522                                   | 990                                     | 137                        | 65                         |
| Arlit                                    | 85  | 163                                     | 59                                      | 70                         | 36                         |
| Bilma                                    | 0   | 0                                       | 0                                       |                            |                            |
| <b>NIGER</b>                             | <b>1.416.107</b>                                      | <b>1.491.419</b>                        | <b>1.439.576</b>                        | <b>102</b>                 | <b>97</b>                  |

**Annexe 4: Besoins céréaliers satisfaits par la production 1990-91 (tonnes)**

| DEPT<br>et<br>arrond. | Population<br>1991 | Production<br>nette | Balance<br>de la<br>production | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>90/91 | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>89/90 | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>moy. |
|-----------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--|--|---|
| Niamey<br>Commune     | 455.725            | 10.054              | -76.534                        | 12   | 14   | 3   |
| TILLA-<br>BERY        | 1.474.870          | 208.160             | -111.838                       | 65   | 67   | 87  |
| Kollo                 | 275.259            | 46.920              | -12.482                        | 79   | 92   | 142                                       |
| Say                   | 189.406            | 46.880              | 5.211                          | 113  | 121  | 139                                       |
| Téra                  | 322.892            | 38.458              | -30.196                        | 56   | 86   | 103                                       |
| Tillabéry             | 166.292            | 16.522              | -19.747                        | 46   | 81   | 88  |
| Ouallam               | 206.341            | 29.249              | -15.949                        | 65   | 62   | 80  |
| Filingué              | 314.680            | 30.131              | -38.675                        | 44   | 61   | 104                                       |
| DOSSO                 | 1.139.749          | 261.418             | 13.443                         | 105  | 112  | 118                                       |
| Dosso<br>Commune      | 35.635             | 358                 | -6.413                         | 5  |  | 0   |
| Dosso                 | 241.992            | 55.288              | 2.330                          | 104  | 127  | 134                                       |
| Boboye                | 228.312            | 64.273              | 14.044                         | 128  | 104  | 112                                       |
| Loga                  | 98.235             | 17.758              | -3.750                         | 83   | 106  | 122                                       |
| Dogon-<br>doutchi     | 353.196            | 77.216              | 311                            | 100  | 107  | 112                                       |
| Gaya                  | 182.379            | 46.525              | 6.920                          | 117  | 136  | 130                                       |
| TAHOUA                | 1.413.946          | 255.157             | -43.881                        | 85   | 95   | 95  |
| Tahoua<br>Commune     | 59.172             | 3.261               | -7.982                         | 29   |  | 0   |
| Tahoua                | 207.162            | 42.411              | -2.494                         | 94   | 85   | 89  |
| Illéla                | 188.882            | 28.602              | -12.319                        | 70   | 102  | 100                                       |
| Keita                 | 167.976            | 46.156              | 9.317                          | 125  | 82   | 84  |
| Bouza                 | 191.125            | 20.209              | -21.839                        | 48   | 125  | 101                                       |
| Madaoua               | 240.947            | 33.228              | -16.983                        | 66   | 106  | 104                                       |
| Konni                 | 280.596            | 75.194              | 17.159                         | 130  | 115  | 122                                       |
| Tchin-<br>Tabaraden   | 78.086             | 6.096               | -8.740                         | 41   | 22   | 56  |

| DEPT<br>et<br>arrond. | Population<br>1991 | Production<br>nette | Balance<br>de la<br>production | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>90/91 | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>89/90 | % be-<br>soins<br>satis-<br>faits<br>moy. |
|-----------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--|--|---|
| MARADI                | 1.551.326          | 397.235             | 65.154                         | 120  | 123  | 115                                       |
| Maradi<br>Commune     | 145.678            | 0                   | -27.679                        | 0  |  | 0   |
| Madarounfa            | 211.040            | 62.537              | 16.792                         | 137  | 134  | 134                                       |
| Guidan<br>Roumji      | 237.079            | 93.248              | 41.176                         | 179  | 181  | 137                                       |
| Dakoro                | 285.566            | 46.232              | -15.050                        | 75   | 79   | 101                                       |
| Mayahi                | 246.270            | 50.402              | -3.485                         | 94   | 135  | 113                                       |
| Aguié                 | 189.204            | 49.181              | 8.689                          | 121  | 112  | 119                                       |
| Tessaoua              | 236.488            | 95.635              | 44.711                         | 188  |  | 141                                       |
| ZINDER                | 1.552.637          | 283.686             | -44.225                        | 87   | 104  | 111                                       |
| Zinder<br>Commune     | 147.405            | 2.977               | -25.757                        | 10   |  | 7   |
| Myriah                | 463.897            | 93.060              | -7.381                         | 93   | 84   | 115                                       |
| Magaria               | 380.320            | 69.822              | -9.800                         | 88   | 73   | 122                                       |
| Matameye              | 182.116            | 55.104              | 15.865                         | 140  | 143  | 117                                       |
| Tanout                | 205.422            | 33.799              | -8.994                         | 79   | 287  | 161                                       |
| Gouré                 | 173.478            | 28.924              | -8.158                         | 78   | 40   | 77  |
| DIFFA                 | 179.345            | 22.817              | -18.277                        | 56   | 25   | 46  |
| Diffa Com-<br>mune    | 19.106             | 407                 | -3.223                         | 11   |  | 4   |
| Diffa                 | 65.216             | 6.150               | -7.885                         | 44   | 13   | 61  |
| N'Guigmi              | 29.303             | 1.151               | -4.838                         | 19   | 91   | 52  |
| Mainé<br>Soroa        | 84.826             | 15.109              | -2.331                         | 87   | 15   | 37  |
| AGADEZ                | 240.925            | 1.049               | -44.727                        | 2  | 19   | 2   |
| Agadez<br>Commune     | 64.030             | 0                   | -12.166                        | 0  | 2  | 0   |
| Tchiro-<br>zérine     | 77.660             | 990                 | -13.765                        | 7  | 42   | 5   |
| Arlit                 | 89.957             | 59                  | -17.033                        | 0  | 10   | 1   |
| Bilma                 | 9.278              | 0                   | -1.763                         | 0  | 10   | 0   |
| NIGER                 | 8.008.523          | 1.439.576           | -260.885                       | 85   | 94   | 100                                       |

Source: Les projections démographiques de l'USAID/Niger se fondent sur le recensement du Gouvernement de 1977 et 1988; les statistiques du Ministère de l'Agriculture sont utilisées pour calculer les chiffres moyens. Besoins de consommation calculés par l'USAID/Niger: 190 kg/an pour les nomades et 220 kg/an pour les cultivateurs. Les estimations du Ministère de l'Agriculture pour le mil et le sorgho en date du 23 novembre 1990. La balance de la production égal production nette moins les besoins de céréales. Les pourcentages des besoins satisfaits égal à la production nette divisée par les besoins en céréales. Les pourcentages de besoins satisfaits en moyenne égal la moyenne des pourcentages des besoins satisfaits pour chaque moisson de 1980 à 1989.



Carte 8: Carte de référence du Tchad

## Les déficits de la production et les conflits armés augmentent l'insécurité

Rapport USAID/TCHAD et FEWS/TCHAD reçu à Washington le 21 décembre 1990

### Récapitulatif

Les conflits armés, les troubles civils et le changement de Gouvernement ont encore aggravé la situation alimentaire déjà précaire au Tchad. Il est difficile, pour le moment, de juger des répercussions des conflits de novembre qui se sont surtout déroulés le long du côté tchadien de la frontière avec le Soudan sur les groupes extrêmement vulnérables (à risques). Des rumeurs de mise à sac des stocks du secteur public sont arrivées jusqu'à N'Djaména mais les pertes ne semblent pas trop graves. Pour le moment, on essaie de quantifier les pertes et stocks restants, mais il est difficile de communiquer avec les zones reculées. Il n'est pas possible à l'heure actuelle de se déplacer dans le Nord à cause des problèmes de sécurité mais ces restrictions devraient être levées une fois que l'armée et l'administration auront repris le contrôle.

Outre les 504.000 personnes dans le Sahel au Tchad dont on savait déjà en octobre qu'elles avaient besoin d'une aide alimentaire, suite au manque de récoltes, il faudra compter également avec les réfugiés qui reviennent. Après la mise en place du nouveau Gouvernement, 2.000 personnes seraient revenues à Kanem. Le Gouvernement avait concédé une ration de deux mois. Ces secours devront continuer au fur et à mesure que grossissent les rangs des anciens réfugiés qui reviennent. Pour répondre à tous ces besoins alimentaires, les bailleurs de fonds devront mobiliser 20 à 30.000 tonnes d'aliments.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats des moissons

Une équipe d'évaluation de la moisson de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Comité permanent inter-état pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel (FAO/CILSS) ont estimé, en octobre, que la production céréalière s'élevait à 605.000 tonnes (production brute). Ce chiffre n'a pas été revu par le Ministère de l'Agriculture puisque les données sur la production sont incomplètes. Le Tableau 17

présente la production céréalière ventilée par région administrative.

La plupart des observateurs conviennent du manque de données sur la production agricole au Tchad, vu le peu de fiabilité du recensement agricole. Mais, même en l'absence de données solides, il est possible de comparer les chiffres sur la production de cette année avec ceux des années précédentes (cf. Tableau 18).

La moisson actuelle se range dans les fourchettes connues pendant les années de déficit élevé de la production, mais n'a pas atteint la gravité caractérisée par l'époque 1984/85. La situation actuelle semble analogue à celle qui a suivi la moisson de 1987, lorsque la production a très nettement chuté dans la zone Sahélienne, exigeant des distributions d'environ 26.000 tonnes d'aliments (cf. Carte 8).

#### Stocks vivriers

Ni les importations, ni les stocks nationaux ne permettront de combler le déficit de la production de 1990/91, puisqu'ils ne sont ni les uns ni les autres en quantité suffisante. Ces trois dernières années, les importations officielles de céréales, par le

Tableau 17: Production céréalière brute 1990/91 (tonnes)

| Zone/préfecture                | Production     |
|--------------------------------|----------------|
| <i>Zone sahélienne</i>         |                |
| Chari-Baguirmi                 | 59.900         |
| Salama:                        | 39.800         |
| Guéra                          | 37.500         |
| Lac                            | 28.000         |
| Ouadaï                         | 10.800         |
| Batha                          | 9.300          |
| Kanem                          | 9.200          |
| Biltine                        | 6.900          |
| <b>Total partiel sahélien</b>  | <b>201.400</b> |
| <i>Zone soudanienne</i>        |                |
| Moyen-Chari                    | 112.400        |
| Mayo-Kebbi                     | 94.900         |
| Logone Oriental                | 81.400         |
| Tandjilé                       | 77.800         |
| Logone Occidentale             | 36.800         |
| <b>Total partiel soudanien</b> | <b>403.300</b> |
| <b>Total</b>                   | <b>604.700</b> |

Source: Mission d'évaluation des cultures FAO/CILSS

**Tableau 18: Production céréalière annuelle depuis 1983 (tonnes)**

| Campagne | Production céréalière brute | Observations                 |
|----------|-----------------------------|------------------------------|
| 1990/91  | 605.000                     | Estimations actuelles        |
| 1989/90  | 696.000                     | Mauvaise production au Sahel |
| 1988/89  | 769.000                     | Culture exceptionnelle       |
| 1987/88  | 569.000                     | Sécheresse au Sahel          |
| 1986/87  | 646.000                     |                              |
| 1985/86  | 716.000                     | Bonne moisson                |
| 1984/85  | 346.000                     | Grave sécheresse et famine   |
| 1983/84  | 446.000                     |                              |

Source: Office National de Développement Rural (ONDR)

biais du secteur privé, ne se sont élevées en moyenne qu'à 27.000 tonnes dont surtout de la farine pour les 12 boulangeries de N'Djaména. Il est important toutefois de noter que le mil est importé officieusement du Nord du Nigéria par des marchands privés. C'est signe de la mauvaise moisson de mil dans la zone sahéenne du Tchad et des coûts élevés pour le transport du mil qui pousse dans le Sud. La dernière fois que pareille situation s'était présentée remonte à 1987. Bien qu'il soit difficile d'estimer les stocks commerciaux actuels, certains observateurs, bien au courant de la situation du marché céréalier à N'Djaména, indiquent que, en novembre et en décembre, les stocks de céréales étaient revenus à leur niveau normal après avoir atteint des niveaux bas en septembre et octobre. Le Système d'alerte précoce (SAP/Tchad), financé par la Communauté économique européenne, indique également que, pour le moment, les céréales ne manquent pas sur les marchés des zones rurales de l'ensemble de la zone sahéenne.

Avant les hostilités de novembre, les stocks de sécurité du secteur public s'élevaient à 15.000 tonnes. Au moment où l'opposition avançait sur N'Djaména et pendant la période qui a suivi l'installation du nouveau Gouvernement, plusieurs dépôts nationaux ont été mis à sac dans le Nord. L'Office national des céréales (ONC), qui gère ces stocks, n'a pas pu estimer l'ampleur des pertes, vu les problèmes de communication et les difficultés de faire les inventaires. Certains dépôts ont été entièrement vidés (Faya Largeau), d'autres n'ont pas été touchés (N'Djaména). Mais il ne fait aucun doute qu'on ne disposera plus d'un aussi bon stock tampon pour répondre aux besoins alimentaires les plus critiques. En fonction des informations partielles reçues jusqu'à présent, il semblerait que les stocks de sécurité contiennent encore 10.000 à 12.000 tonnes. Cela permettra de continuer les distributions jusqu'au mois de mai. Les bailleurs de fonds internationaux devront répondre aux besoins alimentaires pendant les quatre mois restants de la soudure (juin à septembre).

### *Conditions pastorales*

Les conditions pastorales sont en général bonnes, mais dans de nombreuses régions pastorales au Nord du treizième parallèle, les stocks de foin pour la saison sèche ne seront pas utilisés car les points d'eau sont à sec. Les troupeaux sont partis ailleurs, au Sud, dans les préfectures de Guéra et Salamat, et à l'Ouest, vers les bassins du Lac Tchad et Fitri, où il y a de l'herbe et de l'eau. Le mouvement a commencé en septembre, deux mois avant la transhumance coutumière.

### *Autosuffisance alimentaire*

On admet généralement qu'une production céréalière de 650.000 à 700.000 tonnes suffit pour assurer l'autonomie alimentaire au Tchad, puisque, une fois ce niveau atteint, les excédents s'accumulent et les prix des céréales locales tombent. Par exemple, la Banque mondiale indique que des niveaux de production dépassant 650.000 tonnes rendent le Tchad autosuffisant du point de vue céréalier. En 1990/91, on prévoit une production céréalière de 605.000 tonnes. Etant donné les inévitables pertes post-moisson et les petits volumes d'importation commerciale, il y aura un déficit en 1991 entre les besoins en céréales et la disponibilité céréalrière.

On peut se demander dans quelle mesure il faut peaufiner davantage ces chiffres pour le Tchad. Un bilan céréalier, qui normalement met au point les besoins et les disponibilités ne donne pas de résultats satisfaisants pour le Tchad. En 1989, le bilan céréalier du Tchad indiquait un déficit net de 100.000 tonnes, pourtant avec seulement 26.000 tonnes au titre de l'aide alimentaire, la crise a pu être évitée. Cette situation s'est répétée tout au long des dix dernières années. C'est la raison pour laquelle le Groupe des opérations de sécurité alimentaire de l'USAID/Tchad n'envisage pas de fournir un bilan céréalier pour 1990/91.

Le Gouvernement du Tchad fera bientôt appel à une assistance d'urgence. Avant le changement de Gouvernement en décembre, l'administration alors en place était sur le point de faire une demande de 250.000 tonnes au titre de l'aide alimentaire. Le nouveau Gouvernement demandera probablement 150.000 tonnes. Et, en fin de compte, les bailleurs de fonds fourniront probablement moins de 50.000 tonnes. Les écarts sont surtout dû au manque de fiabilité des données.

## **FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS**

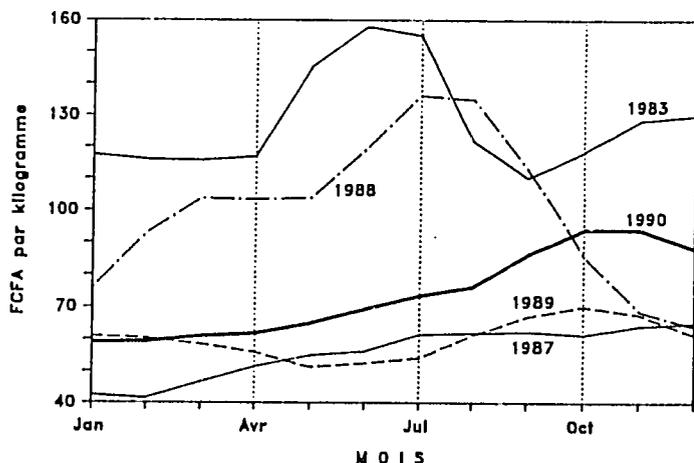
### *Conditions du marché*

Malgré la mauvaise moisson dans la zone sahéenne du Tchad, ce n'est pas tant la disponibilité de céréales qui est un problème que le fait d'y avoir accès. Le comportement récent du prix du mil indique que les ménages ont moins accès aux céréales. Tout au long de 1990, le prix moyen du mil sur le marché de N'Djaména est resté à un niveau plus élevé qu'en

1987 et 1989 (cf. Figure 5). Si l'on compare avec les prix des mois de décembre de ces dernières années, on constate que les prix du mil n'ont pas été aussi élevés depuis 1984/85 (le prix en décembre 1984 était de 195 FCFA par kilogramme). En supposant des revenus par habitant stagnants, voire à la baisse, le renchérissement des prix diminuera l'accès des habitants aux céréales.

L'augmentation constante des prix du mil en 1990, pendant les mois de moisson de septembre à novembre, est plus préoccupante que le niveau actuel des prix. Par le passé, les prix du mil à N'Djaména ont baissé ou se sont stabilisés pendant la période de la moisson (cf. Figure 5). Cette baisse, qui n'a pas eu lieu, est un signe des faibles espoirs en ce qui concerne la moisson de 1990/91. Le SAP/Tchad signale le même comportement sur les marchés sahéliens plus reculés. Le SAP/Tchad indique également que ces prix élevés ne signifient pas forcément pénuries de céréales sur les marchés. Ils sont bien plus le reflet du pessimisme face au manque de production généralisé dans les zones du Nord, des spéculations et de la tendance des ménages ruraux à garder les stocks de l'exceptionnelle moisson de 1988.

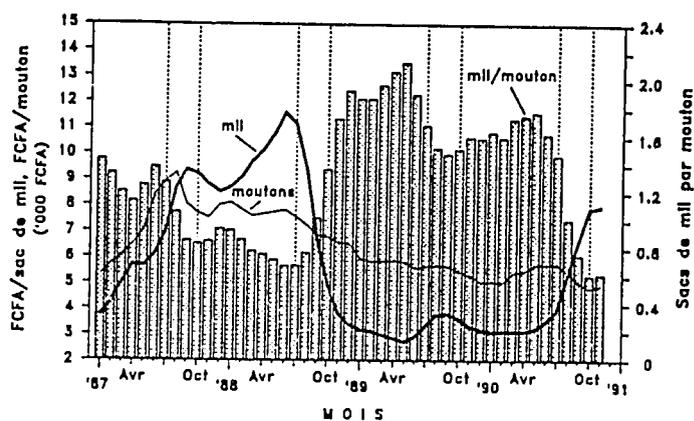
Figure 5: Prix nominaux mensuels du mil, N'Djaména, 1983 et 1987-90



Source: USAID/Tchad; FEWS/Tchad. Note: moyenne mobile de trois mois a été utilisée.

Les groupes socio-économiques qui seront particulièrement touchés par ce renchérissement des prix sont ceux qui vendent régulièrement du bétail pour acheter des céréales (éleveurs et éleveurs-cultivateurs). Une analyse de sept marchés, suivis par SAP/Tchad dans les préfectures de Biltine et d'Ouaddaï, indique que le pouvoir d'achat de ces groupes n'a cessé de se dégrader depuis mai 1990 (cf. Figure 6). Les recettes provenant de la vente d'un seul mouton fin 1989 dans ces deux préfectures permettaient d'acheter en moyenne 160 kilogrammes de mil. A la fin 1990, le même mouton permettait d'acheter 60 kilogrammes. C'est une terrible détérioration des termes de l'échange pour les éleveurs et les cultivateurs-éleveurs. Cette détérioration rétrécira de beaucoup leur accès aux céréales.

Figure 6: Termes de l'échange entre le mil et les moutons, moyenne des marchés SAP à Biltine et Ouaddaï



Sources: SAP/Tchad; FEWS/Tchad. Note: Les lignes indiquent les prix du mil et des moutons. Un sac de mil se compose de 100 kg. Les barres indiquent le nombre de sacs de mil pouvant être achetés avec les recettes provenant de la vente d'un mouton.

Les conflits armés sporadiques tout au long de la frontière à l'Est du Tchad depuis 1989 ont également interrompu nombreuses des activités rurales des habitants de la région et limité leur accès aux céréales. Le Gouvernement du Tchad n'a pas été en mesure de quantifier les besoins de ces groupes vulnérables ou de fournir toute autre information spécifique sur les répercussions des hostilités.

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

### Vulnérabilité liée à la sécheresse

Le SAP/Tchad estime que les groupes extrêmement vulnérables (à risques) dans la zone sahélienne du Tchad comptent 504.000 personnes. Il existe probablement des pénuries localisées dans le Sud du Tchad, mais pour le moment on ne dispose pas d'informations suffisantes pour prévoir les besoins alimentaires de cette zone. De plus, l'équipe d'évaluation des cultures de la FAO a indiqué que la production céréalière était suffisante, voire bonne, dans le Sud et l'ONC a commencé à acheter la production excédentaire de cette zone. Il ne devrait pas y avoir trop de problèmes alimentaires dans le Sud. L'USAID/Tchad ne pense pas qu'il faille une aide alimentaire d'urgence dans la zone du Sahara (préfecture de Borkou-Ennedi-Tibesti) puisque la population de cette zone dépend d'une agriculture en oasis et de bétail capable de résister à la sécheresse. L'analyse de l'USAID/Tchad sur les besoins alimentaires d'urgence se limite donc à la zone sahélienne où l'agriculture pluviale a beaucoup souffert cette année de pluies insuffisantes et mal espacées, et où l'on a identifié des populations à risques.

Un plan de distribution a été proposé en octobre par le SAP/Tchad visant 504.000 personnes dans 62 cantons de cinq préfectures sahéliennes (cf. Carte 9). Bien que le plan risque fort d'être modifié dans les mois à venir, une fois que l'on

**Tableau 19: Plan de distribution alimentaire, SAP/Tchad**

| Préfecture   | Populations à risque | Nombre de cantons touchés | Nombre de mois d'aide alimentaire nécessaire | Aide alimentaire nécessaire (tonnes) |
|--------------|----------------------|---------------------------|--|--------------------------------------|
| Kanem        | 47,133               | 11                        | 5  | 2,830                                |
| Batha        | 115,155              | 9                         | 5  | 6,910                                |
| Biltine      | 66,396               | 14                        | 5-7  | 4,273                                |
| Ouaddaï      | 174,479              | 15                        | 5-10   | 12,556                               |
| Guéra        | 100,414              | 13                        | 5-8  | 7,314                                |
| <b>Total</b> | <b>503,577</b>       | <b>62</b>                 |  | <b>33,383</b>                        |

Source: SAP/Tchad

disposera d'informations supplémentaires, il indique bien les régions ciblées et l'ampleur de l'assistance nécessaire (cf. Tableau 19).

La Carte 9 indique les mois pendant lesquels il faudrait commencer à apporter une aide alimentaire aux cantons touchés pour éviter l'état de crise. Le niveau de distribution recommandé équivaut plus ou moins au montant distribué en 1987, année analogue du point de vue production globale et régions du pays les plus touchées.

#### *Autres causes de vulnérabilité*

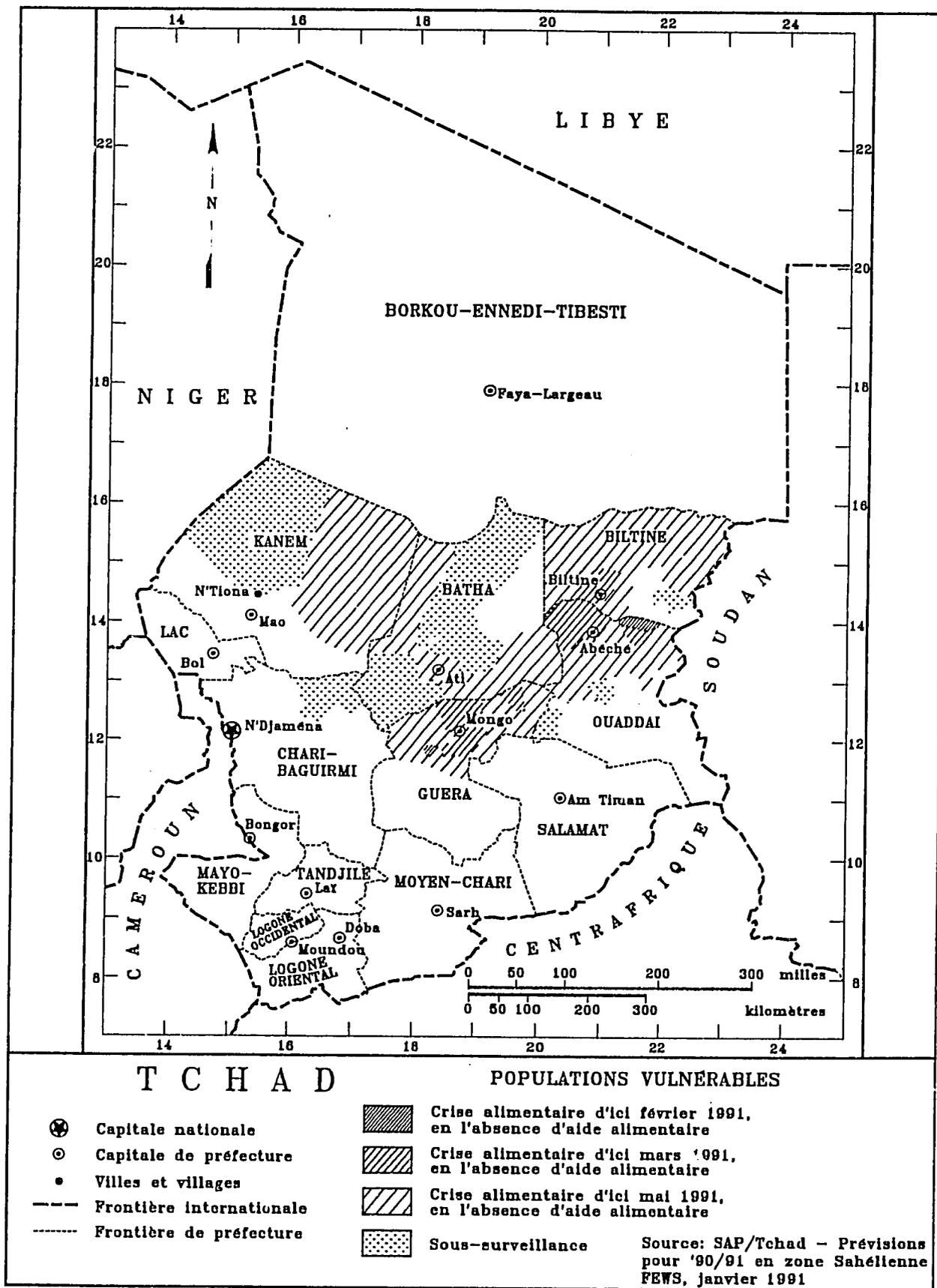
Les combats récents à l'Est, aboutissant au changement de Gouvernement en décembre, ont créé deux nouveaux groupes de populations éventuellement à risques au Tchad: les victimes de guerre et les réfugiés qui rentrent chez eux. Il est difficile pour le moment de saisir l'ampleur de ce problème. Le Gouvernement du Tchad propose que l'évaluation des besoins d'aide alimentaire tienne compte des deux groupes, mais il lui faudra fournir des chiffres, voire même une justification pour une assistance. Les combats ont été rudes, mais très localisés, dans plusieurs régions frontalières très reculées. Les conséquences sur la population générale de ces régions ne sont pas bien connues. Du moins au départ, les réfugiés qui rentrent chez eux

sont ceux qui s'étaient opposés au Gouvernement précédent et qui ont été en exil pendant de nombreuses années. Il n'est pas sûr du tout que ce soient des gens qui ont tout perdu et qu'il faut secourir. Bien souvent, ces réfugiés avaient trouvé une bonne situation dans les pays qui les ont accueillis et ne reviennent pas les mains vides. Toutefois, l'aide alimentaire pour les réfugiés qui reviennent reste une priorité.

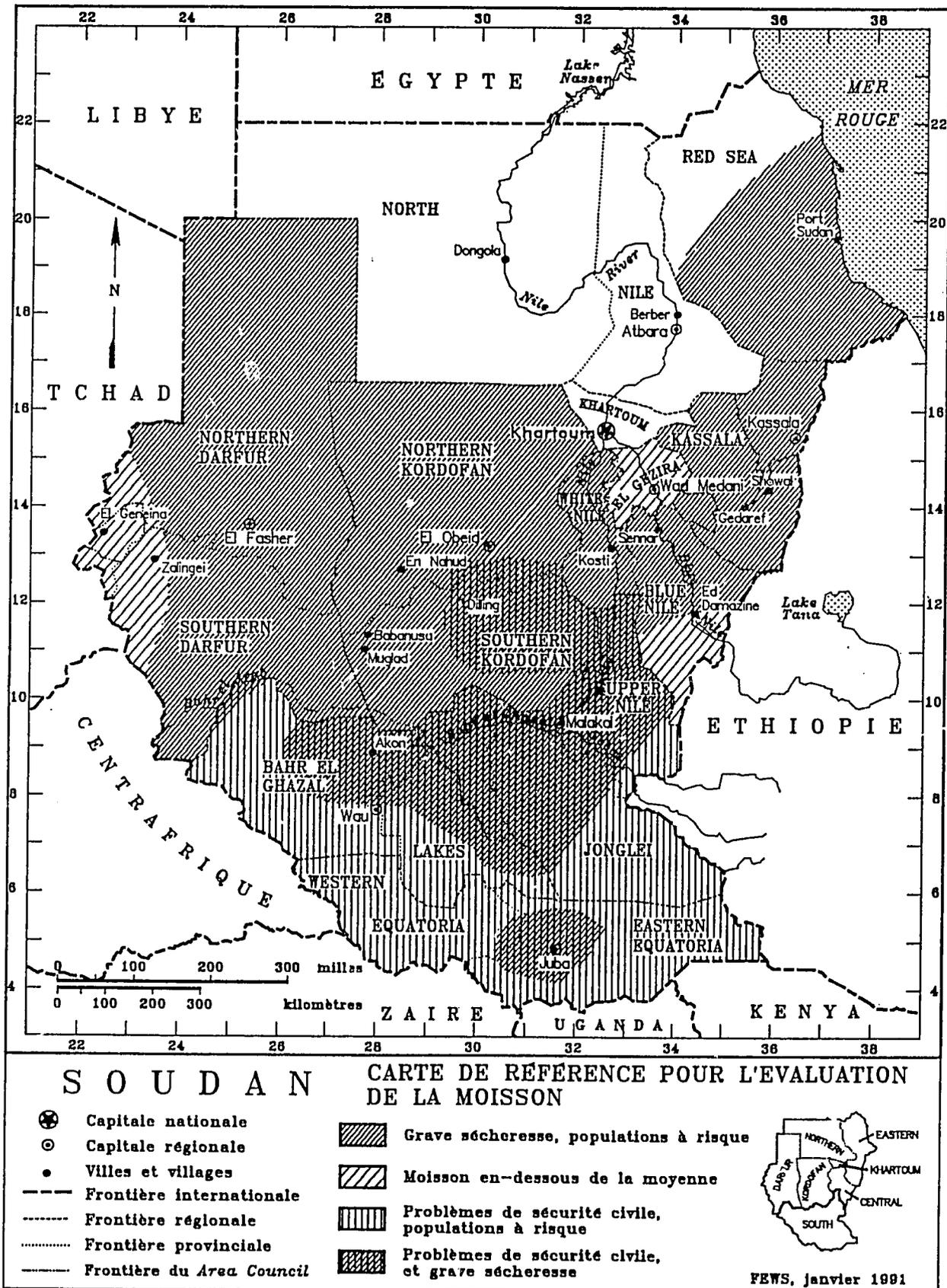
On a indiqué qu'à la mi-décembre, 2.800 personnes sont revenues du Niger et du Nigéria dans la région de Mao de la préfecture de Kanem. Le Comité d'action pour la sécurité alimentaire et l'aide d'urgence du Gouvernement du Tchad et des bailleurs de fonds a accordé un stock de 57 tonnes de céréales aux réfugiés qui revenaient. Une équipe regroupant le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), CARE, SAP/Tchad, le Fonds d'urgence des Nations Unies de l'UNICEF, la Croix rouge tchadienne et la Commission de la sécurité alimentaire et des populations sinistrées est partie le 20 décembre pour Mao, accompagnée d'une escorte armée, pour superviser la distribution et la réinstallation des réfugiés qui revenaient au pays.

## CONCLUSIONS

Le Tchad connaît de graves problèmes d'accès alimentaire auxquels s'ajouteront probablement dans un avenir proche de graves problèmes au niveau de l'offre alimentaire. La sécheresse a compromis la moisson céréalière dans les zones productives du Nord et les hostilités ont créé de nouveaux groupes à risques. Le manque de données, dû en grande partie aux troubles qu'a traversés le Tchad depuis l'Indépendance, ne permet pas de faire une analyse quantifiée des besoins alimentaires en fonction de la disponibilité des céréales comparée aux besoins de consommation. Mais si l'on se place du point de vue historique, il semblerait que 30.000 à 40.000 tonnes d'aide alimentaire bien ciblée suffiraient pour éviter le désastre et répondre aux besoins alimentaires les plus critiques. Sur ce volume, il existe déjà 10.000 tonnes dans les stocks de sécurité du Tchad, laissant ainsi au soin de la Communauté des bailleurs de fonds 20 à 30.000 tonnes.



Carte 9: Populations vulnérables au Tchad



Carte 10: Carte de référence du Soudan

# SOUDAN

## *Le déficit alimentaire de 1,2 million de tonnes menace 9-10 millions de personnes*

Rapport USAID/Soudan et FEWS/Soudan reçu à Washington le 27 décembre 1990

### Récapitulatif

Résultats catastrophiques dans les secteurs de l'agriculture traditionnelle et mécanisée du Nord du Soudan signifient que le Soudan n'arrivera à répondre qu'à 63% de ses besoins alimentaires en 1991. Le déficit céréalier s'élèvera à environ 1,2 million de tonnes, dû à l'insuffisance de la production et au manque de stocks de report. Dans toutes les régions, on assiste à de graves déficits alimentaires. Toutes, à l'exception du Nord, ont besoin d'une assistance immédiate. Le 2 janvier 1991, les bailleurs de fonds se sont engagés à fournir 313.650 tonnes pour 1991, dont 100.000 tonnes minimum proviendront du Gouvernement américain. Bien que les estimations actuelles de la production soient analogues à celles de l'an dernier, le fait qu'il n'existe quasiment pas de stocks publics et privés aggrave la situation qui frôle le désastre vécu en 1984. La production insuffisante dans le secteur des graines oléagineuses signifie en plus pénurie d'huile de cuisine.

### FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

#### Résultats des moissons

L'USAID/Soudan et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estiment que la production céréalière au Nord du Soudan en 1990/91 s'élève à 2,1 millions de tonnes (sorgho, mil et blé) alors que la moyenne quinquennale est de 3,37 millions de tonnes (cf. Tableau 20). Le secteur traditionnel ne produira que la moitié de la quantité obtenue lors de la mauvaise saison de l'année dernière (1989/90). Les cultures irriguées de sorgho et de blé devraient dépasser la production de 1989/90 (le sorgho irrigué est récolté en janvier, le blé en mars). Mais les accroissements prévus dans la production irriguée ne suffiront pas à combler les déficits des régions pluviales traditionnelles. En outre, la production de 1990/91 du secteur irrigué n'arrivera probablement pas à atteindre les marchés des régions les plus vulnérables. La production pluviale a été mauvaise suite aux pluies insuffisantes et mal distribuées. Dans la plupart des régions, les pluies ont à peine atteint 50% de la moyenne, et elles avaient 30 à 40 jours de

Tableau 20: Comparaisons inter-annuelles de la production céréalière brute au Nord du Soudan (milliers de tonnes)

| Céréales/Secteur | Moyenne 85-89/90 | 1984/85 | 1989/90 | 1990/91            |
|------------------|------------------|---------|---------|--------------------|
| Sorgho (total)   | 2.826            | 1.096   | 1.536   | 1.503 <sup>1</sup> |
| Irrigué          | 466              | 435     | 392     | 585 <sup>2</sup>   |
| Mécanisé         | 1.949            | 389     | 853     | 746                |
| Traditionnel     | 411              | 272     | 291     | 172                |
| Mil (total)      | 303              | 161     | 161     | 112                |
| Irrigué          | 4                | 14      | 1       | 1                  |
| Mécanisé         | 17               | 1       | 18      | 3                  |
| Traditionnel     | 282              | 146     | 142     | 108                |
| Blé (irrigué)    | 239              | 79      | 409     | 500                |
| Total            | 3.368            | 1.336   | 2.106   | 2.115              |

Source: FAO, FEWS/Soudan. Notes: <sup>1</sup>Le Gouvernement du Soudan estime la production totale de sorgho à 1,6 million de tonnes. <sup>2</sup>Les projections de l'USAID la situent à 500.000 tonnes.

retard. On a assisté à des vagues de sécheresse allant jusqu'à 50 jours. La Carte 10 montre l'étendue des zones touchées par la sécheresse.

**Secteur traditionnel:** Le secteur de l'agriculture pluviale traditionnelle n'a pratiquement eu aucun rendement cette année dans la majeure partie des régions de Darfur, Kordofan et Central. Malgré une augmentation de 20% dans les superficies plantées par rapport à 1989/90, la production ne représentera que les deux tiers de celle de l'année dernière, déjà jugée comme mauvaise année. A Darfur, seules les zones le plus à l'Ouest ont produit suffisamment de céréales pour répondre aux besoins de la consommation locale (autour d'El Geneina et au Sud de Zalingei). Mais ces zones ne peuvent pas fournir d'excédents à d'autres zones.

En général, la production agricole de la province de Northern Darfur a été réduite de 80%. Dans la province de Southern

Darfur, les déficits sont estimés entre 100.000 et 140.000, et dans Northern Darfur ils sont de l'ordre de 200.000 tonnes. Les autorités régionales de Kordofan estiment un déficit de 336.000 tonnes -- la province de Northern Kordofan n'a quasiment pas eu de récoltes et la province de Southern Kordofan était très en-dessous de la normale, avec pratiquement pas de récolte du tout dans les zones au Nord de la province. Dans la région de Central, la récolte des cultures traditionnelles de la province de White Nile a également été très mauvaises.

Il n'y a pratiquement pas eu de récolte pour les cultures commerciales du secteur traditionnel, même les pastèques n'ont pas poussé à l'Ouest, alors que c'est la culture traditionnelle pourtant résistante à la sécheresse. Les cultivateurs sont donc privés d'une importante rentrée de liquidités servant généralement à acheter des aliments.

**Secteur mécanisé:** Dans le secteur de l'agriculture pluviale mécanisée, la superficie plantée a augmenté de 15% par rapport à l'année dernière (passant de 5,8 à 7,8 millions de *feddans* pour toutes les zones mécanisées -- 1 *feddan* = 1,03 acres). Mais suite aux pluies insuffisantes, la production de sorgho et de mil est estimée à 749.000 tonnes, alors que la moyenne quinquennale est de 1.965.400 tonnes. Dans les grandes zones de cultures mécanisées, 1,4 million de *feddans* n'ont rien produit, surtout dans le Nord de Gedaref. Un autre million de *feddans* produiront peut-être 83% de leur rendement moyen. Au total, Geradef ne produira que la moitié de son rendement normal. Et les problèmes de moissons suite aux pénuries de carburant et au manque d'eau de boisson pour les laboureurs pourraient encore diminuer la production finale.

**Secteur irrigué:** Les mauvais résultats dans les secteurs de l'agriculture pluviale, mécanisée et traditionnelle font tourner les regards vers le secteur irrigué. Le Gouvernement du Soudan a augmenté cette année les superficies des périmètres irrigués pour compenser certaines des pertes escomptées dans les secteurs traditionnel et mécanisé. Si les projections s'avèrent correctes, environ 47% de la moisson céréalière de 1990/91 proviendra du secteur irrigué, alors que généralement ce pourcentage s'élève à 19%.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) estime que le sorgho irrigué produira 50% en plus que la moyenne. On a consacré une plus grande superficie au sorgho cette année: de 755.000 *feddans* à 1 million (au détriment du coton et des arachides). Par conséquent, selon la FAO, la production pourrait atteindre 585.000 tonnes (bien que l'USAID/Soudan soit moins optimiste et prévoit une moisson de sorgho de 500.000 tonnes.

Le blé, qui sera récolté en mars, pourrait atteindre une production record de 500.000 tonnes (25% de toute la production céréalière de 1990/91). La moyenne quinquennale étant de 239.000 tonnes. On avait prévu d'augmenter les superficies plantées, de 600.000 *feddans* en 1989/90 à un millions de *feddans* en 1990/91. Mais un démarrage tardif et une pénurie

de machines pour les plantations forceront probablement les cultivateurs à planter à la main, faisant que plus de 50% des superficies seront ensemencées plus tard que prévu, ce qui diminuera le potentiel de rendement. De plus, les éventuelles manques d'eau et d'engrais ainsi que de moissonneuses/batteuses pourrait encore faire diminuer la production.

A Gezira, on a planté deux fois plus de cultures céréalières cette année, au détriment du coton et des arachides, dont les superficies ont été nettement diminuées suite aux politiques de prix et à la priorité accordée aux céréales. Jamais les arachides n'ont eu une superficie aussi faible, passant d'une moyenne de 150.000 *feddans* à 40.000 cette année. D'où une offre très réduite d'ingrédient fondamental dans le régime alimentaire soudanais. On a également diminué de 25% par rapport à l'année dernière les superficies plantées avec du sésame (dans le secteur mécanisé).

### *Conditions pastorales*

Les pâturages et le bétail sont en piteux état sur l'ensemble du Soudan, mais tout particulièrement au Nord du pays (y compris les provinces de Northern Darfur, Northern Kordofan, White Nile, et Red Sea où l'élevage est l'activité principale). L'herbe des pâturages n'a pas poussé parce que les pluies étaient insuffisantes et on manque d'eau. Un peu partout on signale des pertes de bétail, et les animaux ne produisent plus de lait, faisant que l'on en prive également les gens et surtout les enfants. Des ventes d'animaux de plus en plus importantes déciment les troupeaux des petits éleveurs. Il faudra peut-être des années pour que ces troupeaux se reconstituent.

### *Stocks vivriers*

Suite à la mauvaise moisson de l'année dernière faisant qu'on a puisé dans les stocks, les réserves des ménages, les stocks commerciaux et du Gouvernement sont pratiquement épuisés. Les estimations pour tous les stocks des ménages, y compris les stocks commerciaux, vont de 50.000 tonnes (USAID) à 170.000 tonnes (FAO). En comparaison, on a estimé que les stocks du Gouvernement à eux seuls s'élevaient à 302.141 tonnes en novembre 1989. L'USAID/Soudan a décidé récemment de distribuer immédiatement ses 32.500 tonnes restantes. Le programme d'alimentation mondial des Nations Unies (PAM) vient d'octroyer 19.000 tonnes de blé pour son programme d'assistance dont 2.603 tonnes ont déjà été distribuées.

### *Importations/exportations commerciales*

Le déficit de la production fait qu'il est impossible d'exporter des céréales dans l'année à venir, alors qu'en 1989 on avait exporté 594.087 tonnes et en 1990, 130.700 tonnes. On exportera nettement moins de coton et de semences oléagineuses vu le rétrécissement des superficies plantées en coton et les mauvaises récoltes de graines oléagineuses et d'arachides. Les exportations de bétail chuteront également vu le mauvais état des animaux et les nombreuses pertes.

Le niveau des importations commerciales de céréales ne sera guère élevé puisqu'on manque de devises étrangères. Mais le Ministère du Commerce est en train de prendre des dispositions pour importer 200.000 tonnes de blé, les importations de 1990 s'étant élevées à 305.571 tonnes.

### Consommation et besoins alimentaires

En 1991, les besoins de consommation céréalière s'élèveront à 3,328 millions de tonnes. Cela laisse un déficit céréalier de 1,21 million de tonnes, représentant les besoins d'environ 9 à 10 millions de personnes. Ce déficit est pratiquement le même que le déficit estimé de 1,19 million de tonnes signalé dans l'évaluation pré-moisson de FEWS, préparée en septembre 1990. Le Tableau 21 indique l'ampleur du déficit dans chaque région.

Tableau 21: Balances de la production régionale pour 1990/91 (milliers de tonnes)

| Région   | Moyenne brute 1985/86-89/90 | Production brute 1990 | Nette 1990 | Consommation | Déficit |
|----------|-----------------------------|-----------------------|------------|--------------|---------|
| Darfur   | 208                         | 150                   | 128        | 502          | -374    |
| Central  | 1.520                       | 1.167                 | 907        | 1.260        | -353    |
| Kordofan | 373                         | 148                   | 126        | 451          | -325    |
| Northern | 74                          | 99                    | 84         | 258          | -174    |
| South    | 123                         | 117                   | 100        | 516          | -100*   |
| Eastern  | 1.070                       | 535                   | 455        | 341          | +114    |
| Total    | 3.368                       | 2.116                 | 1.800      | 3.328        | -1.212  |

Source: FAO, FEWS/Soudan. Note: la consommation calculée à 141 kg/an/habitant dans le Nord et 90 kg/an dans le Sud plutôt qu'à 145 et 100, chiffres utilisés précédemment par FEWS. La production nette est calculée en soustrayant 15% pour les semences, les fourrages et les pertes. La population totale du Soudan s'élève à 25.686.000 habitants, en fonction des projections du recensement de 1983. \*Le déficit de 100.000 tonnes dans le Sud est plutôt une question de problème de logistique pour l'approvisionnement que de véritables besoins alimentaires. Le PAM a indiqué qu'il pourrait s'élever à 140-150.000 tonnes.

### Aide alimentaire

Les bailleurs de fonds se sont donnés un premier objectif de 300.000 tonnes pour l'aide d'urgence au Nord, face au déficit de la production de 1,2 million de tonnes, espérant que le reste des besoins pourraient être couverts par les filières commerciales. Toutefois, le caractère d'urgence et l'incapacité dans laquelle se trouve le Gouvernement de rétablir la balance ont fait grimper l'objectif qui risque de ne pas être atteint suite aux problèmes de logistique et d'infrastructure au Soudan. Les organisations des Nations Unies ont indiqué que le Soudan dispose actuellement la moitié de la capacité logistique nécessaire pour répondre à l'urgence. Les bailleurs de fonds ont pris des dispositions pour renforcer cette capacité.

Le Secrétaire général adjoint de l'ONU a déclaré que les Nations Unies fourniraient un tiers des besoins fixés par l'objectif initial (jusqu'à 100.000 tonnes); 47.700 tonnes ont déjà été approuvées par le Comité américain de coordination pour le développement et l'USAID/Soudan a demandé 32.300 tonnes en plus. Les 20.000 tonnes restantes seraient acheminées à partir de Nairobi vers le Sud du Soudan. On est en train d'envisager une contribution plus importante de la part des Nations Unies.

Tableau 22: Engagements des bailleurs de fonds, au 2 janvier 1991 (tonnes)

| Bailleur de fonds  | Engagement |
|--------------------|------------|
| Australie (ADAB)   | 10.000     |
| Canada (CIDA)      | 30.000     |
| Danemark           | 10.000     |
| CEE                | 110.000    |
| Allemagne          | 9.000      |
| Italie             | 2.250      |
| Japon              | 12.000     |
| Pays-Bas           | 15.000     |
| Royaume-Uni (ODA)  | 15.400     |
| Etats-Unis (USAID) | 100.000    |
| Total              | 313.650    |

Au 2 janvier, les engagements des bailleurs de fonds représentaient 313.650 tonnes (cf. Tableau 22). Ce chiffre a rapidement augmenté. Citons parmi les bailleurs de fonds l'Australie, le Canada, le Danemark, la Communauté européenne (CEE), l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, et le Royaume-Uni, les

Source: FEWS/Soudan

organisations d'aide alimentaire au Soudan, notamment *Adventist Development and Relief Agency (ADRA)*, *CARE*, *CONCERN*, *GOAL*, *Save the Children/United Kingdom (SCF/UK)* et *SCF/US*, le Conseil des églises soudanaises (SCC), le PAM, et le Gouvernement soudanais.

### Besoins au niveau régional

Pour la province de Northern Kordofan, CARE et SCF/US ont demandé 184.600 tonnes d'aliments pour 1991. On pense que le Secrétaire général adjoint et les autres bailleurs de fonds répondront à ces demandes. Pour la région de Darfur, les besoins s'élèvent à 230.860 tonnes, 144.000 tonnes pour la province de Northern Darfur et 86.860 tonnes pour la province de Southern Darfur. SCF/UK a demandé 60.000 tonnes auprès de la CEE. A la mi-décembre, le PAM a promis 3.000 tonnes des 19.000 tonnes déjà au Soudan pour Darfur, mais il n'y a eu aucune livraison jusqu'à présent. Pour la province de White Nile (région de Central), CONCERN a estimé 114.000 tonnes en 1991 pour répondre aux besoins de 40% de la population jusqu'à mars et de 80% après cette date. CONCERN a demandé 45.000 tonnes auprès de la CEE. Dans la province de Kassala (région de Eastern), SCF/US distribuera des aliments à 26.000 personnes. Les besoins dans la province de Red Sea ont été estimés par l'OXFAM/UK à 40.000 tonnes. A la mi-décembre, aucune évaluation des besoins n'était achevée pour Khartoum,

mais plusieurs organisations non-gouvernementales (ONG) ont demandé 34.000 tonnes pour les groupes les plus vulnérables.

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

### *Conditions du marché*

Les prix des céréales sur les grands marchés urbains ont commencé à légèrement diminuer en décembre, suivant les premières arrivées de la nouvelle production sur le marché, mais les prix sont restés trop élevés. A Khartoum, les prix des céréales (à l'exception du blé) ont baissé de 30% ce dernier mois, passant à 1,175 livres soudanaises (£S) pour un sac de 90 kilogrammes (kg), soit plus de sept fois le prix de décembre 1989 (155 £S par sac de 90 kg). Généralement, à cette époque de l'année, le sorgho arrive de Gedaref, Sennar, Kosti, Damazine et Gezira, mais en décembre 1990, les arrivées n'étaient guère importantes, d'ailleurs presque uniquement en provenance de Gedaref. A Gezira, le sorgho est gardé pour la consommation locale. Ailleurs, les retards dans la moisson et les prix élevés sur les marchés locaux risquent d'empêcher la production d'arriver à Khartoum. Le blé à Khartoum est à présent à 2.500 £S pour 100 kg alors qu'il y a six mois, le prix était de 900 £S par kg. Il arrive un peu de céréales chères dans les villes de l'Ouest, mais sur de nombreux marchés ruraux elles sont introuvables, quel que soit le prix.

La majeure partie de la culture de sorgho de cette année risque d'arriver tard sur le marché. Par exemple, on ne vend guère de sorgho nouvellement arrivé à Gedaref. Une fois leurs dépenses couvertes, les cultivateurs et les marchands garderont leurs stocks de crainte de ne voir le Gouvernement intervenir sur les prix et de voir ces derniers grimper.

Les termes de l'échange continuent à se détériorer. Dans de nombreux endroits, la vente d'une chèvre rapporte juste suffisamment de céréales pour qu'une famille de cinq puisse se nourrir pendant deux ou trois jours. En temps normal, la vente d'une chèvre rapporterait trois à cinq sacs de 90 kg. Toutefois, les prix de la viande restent élevés – quatre à cinq kg de viande reviennent aussi chers que le prix d'un animal entier.

### *Autres ressources économiques*

Il n'existe pratiquement aucune possibilité de revenus non-agricoles à l'heure actuelle. Les ventes de bois de feu et de charbon sont limitées, vu les rares ressources. Les ventes de gomme arabique sont limitées vu les mauvaises récoltes. Les envois de fonds de l'étranger, source importante pour nombre de familles rurales, ont diminué à cause de la situation dans le Golfe. Il n'y a que peu d'emplois cette année sur les périmètres mécanisés irrigués et la main-d'oeuvre abonde. Dans de nombreux villages au centre du Soudan, jusqu'à 70% des habitants des villages partent dans d'autres régions à la quête de travail. Nombreux d'entre eux dont la recherche s'est avérée

vaine sont forcés de revenir dans leurs villages. Il existe quelques emplois dans les centres urbains, mais la concurrence est rude parmi tous ces gens venus d'ailleurs.

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

Suite à la mauvaise production de 1989, les ménages n'ont pratiquement plus de stocks ni d'animaux. Quasiment tous les groupes font face à de graves déficits alimentaires, dus aux pénuries, au manque d'accès aux aliments, voire même aux deux. Les groupes les plus à risques sont les cultivateurs et les éleveurs des provinces de Northern et Southern Kordofan, des provinces de Northern et Southern Darfur, de la province de Red Sea et de la province de White Nile au Nord, ainsi que d'une grande partie des provinces de Upper Nile et de Bahr el Ghazal dans le Sud. Les mêmes groupes dans la province de Kassala (région de Eastern) pourraient connaître une crise alimentaire d'ici avril 1991. Même dans les provinces de Gezira et de Blue Nile, un nombre important quoique moindre, de cultivateurs traditionnels connaîtront des problèmes alimentaires. Un grand nombre de personnes déplacées dans les villes du Sud sont à présent exposées à une crise alimentaire, suivant les restrictions imposées par le Gouvernement sur l'aide alimentaire. Les enfants et les femmes enceintes et allaitantes sont parmi les plus vulnérables dans ces groupes. Ils auront besoin d'aliments supplémentaires et d'attention immédiate.

### *Réfugiés et personnes déplacées*

Les réfugiés au Soudan dont le nombre se situe entre 768.000 (Haute commission des réfugiés des Nations Unies) et 950.000 (Commission des réfugiés du Gouvernement soudanais) sont toujours un groupe vulnérable. Leur vulnérabilité augmente au fur et à mesure que s'aggrave leur insécurité alimentaire. Ce groupe aura certainement besoin d'une aide importante en 1991, encore qu'on ne connaisse pas les quantités exactes.

Il y a d'importants flux migratoires dans le Soudan. Des milliers de victimes de la sécheresse de l'Ouest arrivent à Khartoum. Les habitants du centre se dirigent vers l'Est à la quête d'emplois agricoles. Un grand nombre de personnes déplacées qui s'étaient installées au Sud de Kordofan, tout particulièrement à Babanusa et Muglad, se dirigent vers le Sud à Bahr El Ghazal, essayant de rentrer chez elles. Environ 10.000 victimes de la sécheresse sont arrivées à En Nahud des zones avoisinantes au Nord de Kordofan. Chaque jour on compte 200 nouvelles arrivées.

### *Etat de vulnérabilité par province*

Dans la province de Northern Darfur, un grand nombre de personnes se nourrissent de fruits sauvages. Ce régime, combiné à une moindre consommation d'aliments et à la pénurie de lait pour les enfants, a porté les taux de malnutrition au niveau alarmant de 23,8%. On considère qu'un enfant est mal nourri lorsque son poids est inférieur à 80% du poids type des enfants

de la même taille. Dans une ville, le taux en octobre était de 20,1% comparé à 5,7% en novembre 1989.

Dans la province de Northern Kordofan, les organismes d'aide ont prévu que 1,4 million des 2,2 millions d'habitants étaient exposés au risque de famine et ont demandé une assistance immédiate jusqu'à la moisson de 1991 (prévue en octobre et novembre). Les habitants des zones au Nord et au centre de la province de Southern Kordofan pourraient très vite être exposés au même risque vu le manque de récoltes sur les périmètres mécanisés et dans les petites exploitations. Les périmètres mécanisés de Habilla, qui fournissent généralement des emplois agricoles, n'ont pratiquement rien produit. Il n'y a pas d'autre source de revenus cette année. Les gens mangent des fruits sauvages et vendent la plupart de leurs animaux pour acheter des céréales. Le danger de famine les guette, surtout parce que aucune organisation d'aide n'intervient dans ces régions, suite aux problèmes de sécurité, et que l'attention va surtout à d'autres zones. Le Gouvernement du Soudan maintient que la province sera autosuffisante du point de vue alimentaire.

Dans la province de Red Sea (région de Eastern) où l'on pratique surtout l'élevage, il n'y a ni pâturages ni fourrage. On indique de très fortes pertes de bétail. Les prix des animaux continuent de chuter. A présent, ils ne représentent plus que 50% des prix du mois dernier. Les distributions de l'aide alimentaire seront un problème car les grandes ONG qui travaillent dans cette région se heurtent à une forte résistance des autorités locales qui préfèrent travailler avec des organisations islamiques. Dans la province de Kassala (région de Eastern), le SCF/US a déterminé que 26.000 personnes dans la ville de Showak et 32 villages dans le district de Showak avaient besoin d'une aide d'urgence, suite à la mauvaise récolte.

Une enquête nutritionnelle faite en septembre dans la province de Gezira (région de Central) constatait un taux de malnutrition infantile de 15% (moins de 80% du poids type pour enfant de la même taille) et un taux alarmant de 29% chez les nourrissons de 6 à 12 mois. CONCERN indique que 40% de la population totale de la province de White Nile (région de Central) est actuellement à risque et 80% sera à risque d'ici avril 1991, suite à une mauvaise récolte quasi universelle et à un manque de demande de main-d'oeuvre dans les périmètres mécanisés. Le bétail dans cette région est vendu à des prix dérisoires. Dans la ville de Kosti, le sorgho coûtait 1.500 £S par sac en septembre, alors que le prix à la même époque l'année dernière était de 100 à 150 £S par sac. Un sac de 90 kg de sorgho coûte à présent l'équivalent de six à huit chèvres (en 1984, un sac coûtait trois chèvres). CONCERN a calculé qu'il fallait 1.710 £S par mois pour nourrir une famille de six personnes. Et les rares personnes qui ont pu trouver du travail gagnent environ 600 £S par mois. Bon nombre de familles ne mangent qu'une fois par jour et consomment des aliments comme les pépins de pastèques. Mais même les aliments de temps de famine n'existent plus à cause du manque d'eau. En

septembre, la malnutrition (moins de 80% du poids type pour les enfants de la même taille) atteignait 21% des enfants de moins de cinq ans dans certains endroits.

Au Sud du Soudan, les populations sont à risques dans la partie au Nord-Est de la province de Bahr El Ghazal, de la province de Upper Nile (surtout à Malakal) et dans la région d'Akon de la province de Jonglei. Les distributions au titre de l'aide, surtout par voie aérienne, sont pratiquement interdites par le Gouvernement. Dans la province de Eastern Equatoria, Juba se trouve également dans une situation très préoccupante. Les stocks d'urgence y sont insuffisants et ne représentent peut-être qu'un approvisionnement de deux semaines.

A Khartoum, environ deux millions de personnes déplacées sont extrêmement vulnérables et dépendent d'emplois occasionnels, de cadeaux des familles et de l'aide d'urgence. Seules les familles qui ont des enfants sous-alimentés et des femmes enceintes et allaitantes mal nourries reçoivent de l'aide. Si la situation actuelle persiste: pénurie alimentaire, prix élevés et manque d'emplois, un bien plus grand nombre de personnes pourraient avoir besoin d'aide dans l'année à venir.

---

## CONCLUSIONS

---

Le Soudan a un grand besoin d'une assistance immédiate de la part des bailleurs de fonds. Le déficit de la production, de 1,2 million de tonnes, doit être comblé en grande partie par l'aide alimentaire d'urgence si l'on veut empêcher que les décès imputables à la famine ne se multiplient un peu partout sur le territoire. Les cultivateurs et les éleveurs de l'Ouest, des régions de Central et de Eastern, et de la province de Red Sea auront besoin de secours de décembre 1990 à novembre 1991. Les personnes déplacées dans les centres urbains et les zones rurales du Sud auront également besoin d'une aide d'urgence. Les problèmes de logistique et d'infrastructure limitent le volume pouvant être dédouané dans les ports et distribué par la suite. Les bailleurs de fonds sont en train de faire des projets pour renforcer la capacité de ces systèmes.

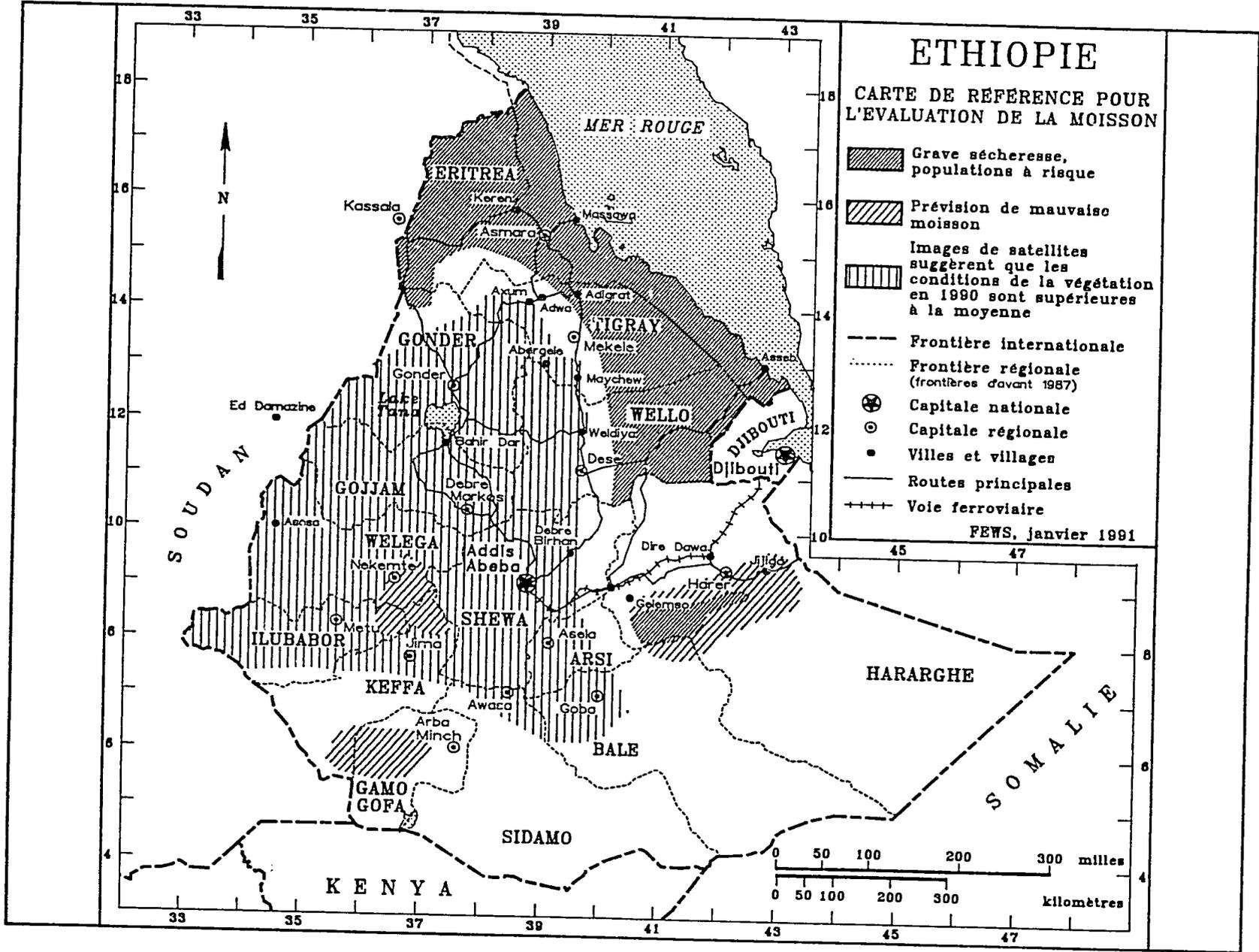
Il ne suffit pas juste de donner des aliments ou des céréales. Il faut des suppléments, des plantes légumineuses et de l'huile de cuisine; il faut des interventions sur le plan santé, assainissement et eau, si l'on veut répondre à la situation d'urgence. Pour rétablir une autosuffisance en 1991, il faut des semences et de nombreux outils; il faut aménager des points d'eau, fournir du matériel de pêche et faire vacciner le bétail (dans le Sud).

Les principaux obstacles pour l'aide en 1991 seront les transports, notamment les autorisations de transport par route, par voie maritime et aérienne, l'acquisition de véhicules et de carburant, le traitement des produits au Port Soudan, et l'accès au Soudan à partir d'autres points. Il sera important de suivre les cultures de blé sur les périmètres irrigués, les flux migratoires, la nutrition et la mortalité, de suivre les prix du

marché pour cibler le plus justement possible les bénéficiaires de l'aide alimentaire. Il est important de suivre également les engagements des bailleurs de fonds et les importations commer-

ciales et au titre de l'aide, et de voir si les aliments sont effectivement distribués dans le pays dans l'année à venir.

Carte 11: Carte de référence de l'Ethiopie



## *Encore une mauvaise récolte dans le Nord*

Rapport de FEWS/Ethiopie préparé le 10 janvier 1991

### *Récapitulatif*

*C'est la deuxième année de suite qu'une grave sécheresse entraîne de mauvaises récoltes un peu partout au Nord et à l'Est de l'Ethiopie (cf. Carte 11). La production agricole record enregistrée dans certaines parties du pays comblera une partie des déficits régionaux et se soldera par une récolte nationale record. Toutefois, les conflits civils ininterrompus, le quasi effondrement des mécanismes de survie traditionnels dans l'Erythrée et de très mauvaises récoltes dans le Nord, à l'Est et dans d'autres endroits très localisés porteront les secours d'urgence du pays à pratiquement 1.000.000 de tonnes.*

### **FACTEURS INFLUANT SUR LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE**

#### *Production agricole nationale*

La Mission de 1990 sur l'évaluation des cultures envoyée par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Ethiopie a prévu une récolte nationale record, pour les céréales et les plantes légumineuses, s'élevant à environ 7,5 millions de tonnes, soit une augmentation de 5% par rapport à la récolte de l'année dernière et de 7% par rapport à la moyenne des quatre années précédentes. Les accroissements les plus notables de cette campagne proviennent de régions qui ont fréquemment des excédents céréaliers. Les quatre premières régions agricoles ont toutes dépassé la production de l'année dernière. Dans la seule région de Shewa, la production a augmenté de 14%, représentant pratiquement 30% de la production privée en saison principale pour tout le pays.

Le niveau record de la production agricole cette année est dû aux bonnes pluies, quoique tardives, sur les plateaux du Centre et de l'Ouest et à l'augmentation des superficies plantées dans certaines des régions les plus productrices du pays. Ce dernier élément est attribué à l'optimisme des exploitants face aux grandes réformes de politique agricole entreprises avant la campagne, notamment abolition des quotas de production et libéralisation du commerce agricole.

Si la production nationale a atteint un record global, l'ampleur des mauvaises récoltes au Nord et à l'Est prenait elle aussi des proportions inhabituelles. On n'avait pas vu des pluies aussi désastreuses en Erythrée et Harerghe depuis dix ans. La production à Erythrée a chuté à 67% de la production déjà mauvaise de 1989, et celle de Harerghe à 85% du niveau médiocre de 1989. Bien que l'on ne connaisse pas encore exactement le résultat de la saison agricole à Tigré, il est évident que la production reste nettement inférieure à la moyenne, et ce pour une seconde année consécutive.

#### *Problèmes de production agricole*

*Erythrée* - Les fragiles terres agricoles et pastorales de l'Erythrée ont été les plus touchées cette année, la plupart des observateurs sont d'accord pour vous dire que l'ampleur de la mauvaise récolte dépasse même celle de 1984/85. Les estimations préliminaires du Ministère de l'Agriculture indiquent que les Erythréens ont labouré 350.000 hectares mais n'ont pu en planter que 300.000 suite au manque d'humidité des sols. 150.000 de ces hectares, soit 50%, ont été entièrement perdus, 50.000 ont eu des pertes de l'ordre de 50% et seuls 100.000 hectares ont été plus ou moins épargnés. Le Ministère de l'Agriculture a estimé que la production finale s'élèverait à 60.000 tonnes, soit 25% de ce que l'on aurait pu obtenir si la région avait reçu suffisamment de pluies. La Mission d'Evaluation agricole de la FAO de 1990 a revu les estimations de la production à la baisse, les faisant passer à 40.000 tonnes, c'est-à-dire 34% de moins que la production de 1989, et niveau analogue à celui de l'année de sécheresse de 1984.

Les régions cultivées des collines de l'Erythrée ont le plus souffert. Dans l'ex Awraja d'Hamasién<sup>1</sup> (autour d'Asmara), la pluviosité moyenne de mars à octobre représentait 70% du maigre niveau de 1989 et 24% du niveau enregistré en 1985. La situation dans les ex *awrajas* de Keren et d'Akele Guzai (Sud-Est d'Asmara) n'est guère meilleure, tous les observateurs indiquent un échec agricole quasi complet. Du Sud d'Asmara jusqu'à la frontière du Tigré (Seraye de l'Est), le tableau est moins sombre, encore que la production reste nettement en-dessous de la moyenne. La Commission de secours et de réhabilitation (RRC) de l'Ethiopie indique que plus de 54% des régions cultivées n'ont rien produit. Les seules régions qui ont

<sup>1</sup> En Ethiopie, les unités administratives de premier niveau sont des régions, et celles au deuxième niveau, des Awrajas. Les nouvelles frontières des régions et Awrajas ont été tracées en 1987. La plupart des informations que reçoit FEWS actuellement se rapportent aux nouvelles définitions des frontières. Mais la carte de FEWS porte encore les frontières d'avant 1987. Chaque fois que possible, les références préciseront les nouveaux et les anciens noms.

pu produire une récolte sont celles qui disposaient d'eau stagnante ou d'eau souterraine pouvant être exploitée aux fins agricoles ou encore dans certaines parties des *awrajas* à l'Ouest de Seraye et à l'Est de Gash et Setit (Centre-Sud et Sud-Ouest de l'Erythrée) où les pluies étaient meilleures. Ces régions arriveront à fournir 97% de la mauvaise production de l'Erythrée de cette année, selon la Commission de secours et de réhabilitation.

**Tigré** - La Campagne de 1990 à Tigré présente des résultats mitigés. Un peu partout, les pluies avaient du retard et les modes de distribution étaient très irréguliers. Les rapports de terrain indiquent une seconde mauvaise récolte consécutive au Nord-Est et au Centre-Nord, surtout à l'Est de la route d'Adigrat à Mekele, dans les *awrajas* d'Agame et de Kilte Awlallo. A l'Ouest et au Sud de ces régions, il y a également eu de mauvaises récoltes localisées dans les *awrajas* d'Adwa, d'Axum et de Shire (au Nord-Ouest du Tigré). Les images par satellite indiquent des conditions de végétation assez bonnes à moyennes tout au long de la campagne pour certaines des régions les plus productrices dans les *awrajas* à l'Est de Shire et tout à l'Ouest d'Adwa ainsi qu'entre Maychew et Abergele.

Seule la Mission indépendante d'évaluation des cultures a pu se rendre à Tigré. Elle n'a rapporté que quelques estimations sur la production mais a conclu qu'un peu partout l'on assistait à de mauvaises récoltes et à des déficits importants dans la production.<sup>2</sup> Par ailleurs, la Mission de la FAO a estimé que la production totale à Tigré en 1990 s'élevait à 220.000 tonnes, soit 16% de plus que celle de 1989. Les données par satellite et les rapports sur le terrain suggèrent que les évaluations les plus pessimistes pour Tigré pourraient bien, cette année, exagérer l'ampleur du déficit de la production. Même si la production dans les régions généralement excédentaires n'est peut-être pas aussi importante qu'en 1989, elles semblent avoir de considérables excédents qui pourront servir à combler certains déficits locaux. Les 30.000 tonnes d'excédents négociables en 1990/91, d'après les estimations officielles, semblent un chiffre faible si l'on compare au niveau de l'année précédente qui était le double. Bien qu'il soit difficile de quantifier la description de la FAO "meilleure qu'en 1989", l'estimation de 220.000 tonnes semble plus juste que les estimations plus pessimistes.

L'on peut se demander si la production de 1989 dans le Tigré a été sous-estimée et de combien. Le fait que des excédents de la production de 1989/90 continuent à alimenter les marchés (dans le Tigré et l'Erythrée) suggère que la situation agricole de 1989 n'a peut-être pas été aussi mauvaise que supposée.

**Wello** - Malgré des conditions agro-climatiques généralement favorables surtout pour les cultures à cycle court, la Commission des secours et réhabilitation et la FAO prédisent

une seconde année de production inférieure à la moyenne au Sud et au Nord de Wello. En revanche, les images par satellite indiquent que la situation est meilleure. Il n'est pas facile de se faire une véritable idée de la situation, puisqu'en grande partie cela dépend des répercussions qu'ont eu les conflits civils au début de la campagne et que par ailleurs il n'a pas été possible de faire des visites sur le terrain.

**L'Est** - Les nouvelles régions à l'Est et à l'Ouest d'Harerghe et de Dire Dawa semblent avoir connu, ces trois dernières années, les pires conditions agro-climatiques de la décennie.<sup>3</sup> C'est clairement indiqué par les images des satellites sur la végétation et cela a été confirmé par les rapports de terrain de plusieurs régions. Si la production agricole en altitude a été moins touchée par ces conditions, les zones agricoles et pastorales à mi ou à faible altitude au Sud d'une ligne allant de Gelemso jusqu'à Jijiga en passant par Harer, ont terriblement souffert des pluies insuffisantes et mal distribuées.

Dans l'Harerghe, le manque de pluies en juin et juillet a eu de sérieuses répercussions sur le maïs et le sorgho. L'arrivée des pluies fin août et en septembre a permis de faire pousser le sorgho et de substituer au maïs des plantes légumineuses tardives et des patates douces. La Commission de secours et de réhabilitation estime que les superficies plantées en maïs cette année dans l'Est de Harerghe ne représentent que 36% de la normale. La FAO estime que la production totale de la région pour les céréales et les légumineuses représentait 355.000 tonnes, soit 17% inférieure au mauvais résultat de 1989.

**Autres régions** - Le manque de pluies et le manque d'accès au crédit ont fait baisser la production dans les régions de Bale, Sidamo et l'ancien Gamo Gofa (à présent Nord et Sud d'Omo). Dans les régions de Bale et Sidamo, l'on estime que la production de 1990/91 se situe respectivement à 135.000 tonnes et 179.000 tonnes, soit 10% de moins que les niveaux légèrement supérieurs à la moyenne de l'année dernière. Dans le Nord d'Omo, on prévoit en 1990/91 des récoltes de céréales et de légumineuses de l'ordre de 139.000 tonnes, récolte qui l'an dernier s'élevait à 162.000 tonnes. Dans le Sud d'Omo, la culture principale de cette année est estimée à 12.000 tonnes, celle de l'année dernière était de 14.000 tonnes.

### Résultats par culture

Dans la plupart du pays, les cultures à cycle long comme le maïs et le sorgho ont souffert des pluies tardives et insuffisantes au début de la saison. Dû au rétrécissement de la saison de plantation dans le Nord et l'Est, les pluies tardives ont fait qu'il a été impossible de planter des céréales à long cycle. Si le maïs a bien poussé dans les zones centrales et à l'Ouest du pays, ce n'était pas le cas à l'Est. Il n'y a pratiquement pas eu de sorgho dans le Nord, culture dont le rendement a été également très

<sup>2</sup> Conclusion publiée dans "Independent Crop Assessment Mission, Eritrea and Tigray, novembre/décembre 1990" par le Resource Group CDR.

<sup>3</sup> L'ancienne région Harerghe, indiquée sur la Carte 11 a été divisée en quatre régions: L'Harerghe de l'Est, l'Harerghe de l'Ouest et les régions de Dire Dawa dans le Nord et la région d'Ogaden dans le Sud. La nouvelle région d'Ogaden comprend également la moitié sud-est de l'ancienne région de Bale.

diminué dans les zones à mi et faible altitude à l'Est et à l'Ouest d'Harerghe.

La combinaison de culture du pays a beaucoup changé en 1990. Nombreux cultivateurs ont adopté des cultures à court cycle comme le *teff*, le blé, l'orge et les légumineuses puisque les cultures à long cycle, maïs et sorgho n'ont pas poussé ou pis n'ont pas pu être plantés. Les facteurs agro-climatiques dans la plupart des régions ont été très positifs pour ces cultures à court cycle. D'où d'ailleurs la performance de la production de cette année. Les exploitants ont procédé à des substitutions au vu des changements dans les prix relatifs et possibilités de commercialisation suivant les réformes des politiques agricoles d'avril. Les cultures commerciales sont devenues plus populaires, surtout dans les régions ayant accès aux marchés urbains. Preuve en est l'année record pour la production de *teff* sur l'ensemble du territoire et l'accroissement de 50% dans les superficies plantées en *teff*, rien que pour la région d'Arsi.

---

## FACTEURS INFLUANT SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

---

Des récoltes marginales ne sont pas inhabituelles dans des régions qui ont généralement un déficit alimentaire comme l'Erythrée, le Tigré et l'Harerghe. En fait, elles sont chose courante. Les habitants de ces régions survivent car ils peuvent compléter les activités agricoles par d'autres sources de revenu. Ces revenus proviennent généralement de l'élevage, d'un travail salarié, de dettes, d'envois de fonds de l'étranger et de la vente de cultures commerciales, de produits artisanaux et de bois de feu.

*Erythrée* - Jamais comme cette année les mécanismes pour gagner des revenus supplémentaires et les stratégies pour faire face à la famine n'ont-ils été aussi faibles. La fermeture de Massawa au début de 1990 a paralysé pratiquement toute l'activité économique de la région. Et a également supprimé de nombreuses possibilités de travail rémunéré et fait grimper, comme jamais auparavant, les prix des céréales. La récente réouverture de Massawa si elle facilite les distributions d'aide alimentaire dans la région, n'aide guère en revanche l'économie commerciale, la constante paralysie économique, les prix élevés des aliments et la vulnérabilité de plus en plus grave de la plupart de la population de la région.

Le manque de pâturages s'est gravement répercuté sur le nombre, l'état et la valeur du bétail. Le parallélisme entre les prix céréaliers records et les faibles prix du bétail ont détérioré les termes de l'échange dans les zones rurales, affaiblissant ou supprimant entièrement l'une des plus importantes stratégies de survie à laquelle faisaient appel les cultivateurs pendant une année de mauvaise production: à savoir la vente ou l'échange du bétail pour des céréales.

L'inhabituelle mauvaise année agricole au Soudan a supprimé deux autres ressources importantes pour le système alimentaire érythréen: (1) les importations de sorgho bon marché venant généralement de l'Est du Soudan et (2) les possibilités de travail temporaire pour des milliers d'Erythréens qui dépendent de la main-d'oeuvre saisonnière pour compléter le budget familial.

Et comme si la situation n'était déjà pas assez grave, l'Erythrée connaît une pénurie d'eau sans précédent, aussi bien pour la consommation humaine qu'animale. Dans de nombreuses régions, les rivières et les puits sont à sec et les gens sont forcés de marcher sur de longues distances pour chercher de l'eau, bien plus tôt dans la saison que ce n'est le cas généralement. Le bétail en souffre également. De nombreux animaux sont morts parce qu'ils étaient trop faibles pour entreprendre les transhumances traditionnelles vers de meilleurs pâturages au Sud de l'Erythrée et dans le Tigré. En outre, la santé des boeufs que l'on garde généralement dans les fermes s'est détériorée et on a assisté à de nombreuses pertes.

*Tigré* - Les conditions dans le Tigré varient grandement d'une région à l'autre. Dans certains endroits où la production a été mauvaise pendant une deuxième année de suite, comme dans les *awrajas* d'Agame et Kilde Awlallo, tous les moyens de survie sont épuisés et un grand nombre de personnes sont modérément à extrêmement vulnérables. D'autres régions qui connaissent également une seconde année de mauvaise production seront un peu moins vulnérables vu leur proximité des régions connaissant des excédents, l'année dernière, cette année ou les deux. C'est probablement ce qui se passera dans les *awrajas* à l'Ouest de Shire, d'Adwa et d'Axum.

Dans certains *awrajas* du Tigré, les choses se présentent sous un meilleur jour. Au Sud et au Sud-Ouest d'Axum (en partie dans les *awrajas* de Shire et Tembien près d'Abergele) on signale une bonne production pour une deuxième année de suite, et bon nombre des mécanismes de survie sont toujours en place. On trouve encore dans les parties sud de la région, pâturages et ressources en eau, bien que réduits, et il existe des possibilités de travail rémunéré dans les zones agricoles excédentaires au Sud et à Dire Dawa. Suite aux changements dans la situation militaire et politique au début de l'année, les échanges de biens et de main-d'oeuvre se font bien plus librement pour tous les Tigréens.

*L'Est* - Au total, les ressources alimentaires à Harerghe et Dire Dawa sont probablement meilleures cette année que par le passé, grâce avant tout aux réformes agricoles d'avril 1990. La libéralisation des politiques de prix et de commercialisation agricoles a nettement relancé le commerce des céréales dans la région cette année. L'arrivée des excédents céréaliers des régions voisines a imposé un plafond aux prix des céréales, et partant a diminué les répercussions de la baisse des prix du bétail sur le pouvoir d'achat des éleveurs. Les cultures commerciales et un bon marché pour la main-d'oeuvre rémunérée permettront

à la plupart des gens de mieux faire face à la production inférieure à la moyenne de cette année.

Mais il existe des endroits à Harerghe et Dire Dawa cette année qui ne possèdent pas d'aussi bons mécanismes de survie que les autres. C'est peut-être dû à une deuxième ou troisième année de mauvaise production consécutive, aux problèmes de sécurité, aux limitations d'intrant, à la détérioration de l'élevage, etc. Les habitants de ces régions sont infiniment plus vulnérables que la majorité de la population de la région et il convient de ne pas les oublier. Les régions les plus préoccupantes (cf. les zones foncées au Sud-Ouest de Harer sur la Carte 11) comprennent les zones à mi et faible altitude de Muleta Gara, les *awrajas* de Benedo, Meyu Burka et Gursom à l'Est de Harerghe et les *awrajas* de Mesella, Boke Kuni et Habro à l'Ouest de Harerghe.

**Autres régions** - Même si la sécurité alimentaire pour le reste du pays est meilleure que la moyenne, il existe par-ci et par-là dans le pays des points d'extrême vulnérabilité. Dans les régions au Nord et au Sud d'Omo (Gamo Gofa) et dans la région au Sud de Keffa, la mauvaise production agricole et les conditions des pâturages aggraveront la vulnérabilité de la population. Vu que ces régions ont peu d'activités commerciales, il sera difficile même à ceux qui ont les ressources de se procurer des céréales. La vulnérabilité est également plus prononcée dans les zones touchées par la trypanosomiase, dans les régions de Wellega et d'Illubabor, où la mouche tsé-tsé force de plus en plus de gens à quitter les plaines fertiles pour se réfugier dans les collines déjà surpeuplées. Suivant le résultat de la saison des pluies d'octobre à novembre dans la région d'Ogaden, les populations pastorales qu'on y trouve pourraient également devenir plus vulnérables.

#### Aide alimentaire

Le Tableau 23 présente le bilan alimentaire de FEWS pour la campagne de 1990/91 de l'Ethiopie (tenant compte des céréales, des légumineuses et d'autres produits alimentaires). Aux fins de constance avec les évaluations précédentes de l'USAID/Addis, FEWS a utilisé des données moyennes sur la consommation globale tirées de la période de base 1980/81 - 1983/84 pour estimer des besoins de consommation, de status quo, pour 1990/91, à savoir 8.311.000 tonnes. Si l'on compare avec une estimation revue des aliments disponibles de toutes les sources, le déficit vivrier de 1990/91 s'élève à 997.000 tonnes.

Cette estimation du déficit alimentaire est très proche de celui de la balance alimentaire de la FAO (985.000 tonnes). Les différences sont dues au traitement de certaines variables qui, une fois ajustées pour chaque année de la période de base choisie, n'ont pas d'effet significatif sur les analyses finales. Aux fins de constance avec les années précédentes, ces ajustements n'ont pas été faits.

Il n'est pas facile de faire une comparaison des estimations sur les besoins alimentaires. La Commission de secours et de

réhabilitation (RRC), le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), la Mission indépendante d'évaluation des cultures et d'autres encore calculent les besoins alimentaires en partant de la demande, estimant le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance et l'appliquant à une ration pré-définie, ce qui rend impossible toute comparaison directe avec soit la balance alimentaire de FEWS soit avec celle de la FAO. L'absence d'une approche type en partant de la demande fait que diverses organisations ont adopté différentes rations alimentaires (rations régulières et d'urgence, urbaines et rurales, naturelles et fabriquées par l'homme, agricoles et pastorales) et il n'est donc pas possible de comparer directement les diverses évaluations axées sur la demande. D'où il convient d'être prudent lorsqu'on compare et évalue ces chiffres. Le lecteur

**Tableau 23: Bilan alimentaire nationale de 1990/91, FEWS**

| BILAN ALIMENTAIRE DE 1990/91<br>Principaux produits alimentaires<br>(milliers de tonne, équivalents céréales non-traitées) |       |                           |       |
|--|-------|---------------------------|-------|
|  | Total | Céréales/<br>légumineuses | Autre |
| Consommation par habitant<br>(non-traité kg/année)(1)  | 162   | 144                       | 18    |
| x Population (millions)(2)   | 51,3  | 51,3                      | 51,3  |
| = Besoins consommation totale  | 8.311 | 7.388                     | 923   |
| Production intérieure brute (3)  | 8.605 | 7.470                     | 1.135 |
| - Besoins de semences (4)  | 430   | 374                       | 57    |
| - Pertes post-moisson (5)  | 861   | 747                       | 114   |
| = Production nationale nette   | 7.314 | 6.350                     | 965   |
| - Exportations alimentaires (6)  | 0     | 0                         | 0     |
| = Offre alimentaire nationale  | 7.314 | 6.350                     | 965   |
| Total besoins de<br>consommation (voir ci-dessus)  | 8.311 | 7.388                     | 923   |
| - Offre alimentaire nationale<br>(voir ci-dessus)  | 7.314 | 6.350                     | 965   |
| = Besoins d'importation  | 997   | 1.038                     | (41)  |
| - Importations alimentaires<br>commerciales (7)  | 0     | 0                         | 0     |
| = Déficit alimentaire<br>(non-traité kg) (8)   | 997   | 1.038                     | (41)  |

Source: FEWS. Notes:

- (1) Calculs de status quo de 1980/81-1983/84, non compris graines oléagineuses (cf FNA de 1989 pour l'Ethiopie)
- (2) En fonction des chiffres du recensement de 1984 avec un taux de croissance de la population estimé à 2,9%.
- (3) Mission d'évaluations des cultures de la FAO 1990/91
- (4) Estimées à 5% de la production brute
- (5) Estimées à 10% de la production brute
- (6),(7) Estimations USAID
- (8) Ne tient pas compte des changements probables dans les positions des stocks alimentaires privés ou commerciaux.

est prié de se rapporter au Tableau 24 pour de plus amples détails.

La Commission de secours et de réhabilitation (RRC) estime qu'environ 4,3 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire s'élevant à 839.000 tonnes. Environ 3,4 millions de ces personnes sont des victimes de désastres naturels et un peu moins d'un million ont souffert des conflits civils. Il convient de noter que la RRC n'inclut pas dans son estimation les aliments pour les programmes normaux (qui n'ont pas un caractère d'urgence) ni les besoins de la population nomade.

La FAO estime que 4,4 millions de personnes auront besoin de 820.000 tonnes au titre de l'assistance alimentaire d'urgence, à quoi il faut rajouter 165.000 tonnes pour les programmes normaux. L'estimation du PAM est plus élevée que celle de la RRC et de la FAO. Le PAM estime que 5,6 millions de personnes ont souffert de désastres naturels et a demandé 942.000 tonnes pour la seule assistance d'urgence.

**Erythée** - L'estimation de l'Association pour les secours en Erythée (ERA), 354.243 tonnes, pour les seules zones rurales, correspond avec celle de la RRC (347.451 tonnes). Si l'on ajoute à ce nombre les estimations de la RRC pour les citadins (46.119 tonnes) et les personnes déplacées (27.137 tonnes) les besoins au total s'élèvent à 420.707 tonnes. L'évaluation du PAM, comprenant les populations rurales, urbaines et déplacées, est nettement plus faible, 366.580 tonnes. En effet, le PAM a des estimations plus faibles pour les personnes déplacées (65.000 personnes ayant besoin de 11.466 tonnes d'aide alimentaire, alors que la RRC estime 133.025 personnes ayant besoin de 27.137 tonnes). Le PAM ne prévoit pas non plus les besoins complémentaires dans les zones urbaines, alors que la RRC les estime à 46.119 tonnes.

**Tigré** - Les besoins alimentaires dans le Tigré cette année se rangent entre ceux estimés par la RRC (186.921 tonnes), et ceux suggérés par la Société pour les secours du Tigré (REST) et d'autres (454.657 tonnes). L'évaluation du PAM, 282.002 tonnes, semble un chiffre plus exact vu les facteurs de production et d'accès dont il était question ci-dessus.

Si l'on tient compte des hypothèses sur un nombre d'habitants plus élevés et des frontières territoriales plus étendues, il est difficile d'étayer les estimations de secours pour le Tigré fournies par REST et la Mission d'évaluation indépendante des cultures. Les deux semblent sous-estimer (1) la production agricole dans certaines régions du Tigré et (2) le rôle joué par les autres mécanismes d'accès aux revenus et aux aliments (vente de bétail, travail rémunéré, échanges et arrangements de dettes). Il serait faux de réfuter ces autres mécanismes, pensant qu'ils n'existent plus cette année à Tigré, et de définir les besoins alimentaires simplement comme la différence entre la production agricole et la consommation. Même si ces autres mécanismes de revenu sont bien moins solides cette année dans l'Erythée, de nombreux rapports indiquent que partout ils sont encore en place sauf au Nord-Est de Tigré.

**L'Est** - La RRC estime que les besoins de secours en 1990 pour Harerghe et Dire Dawa s'élèvent à 27.997 tonnes, devant être distribuées à 217.240 personnes. Les estimations du PAM sont légèrement plus élevées, 35.803 tonnes pour 211.600 personnes. Il semblerait, d'après les données par satellite et les derniers rapports du terrain, que les estimations aussi bien du PAM que de la RRC devraient être prises comme un seuil des besoins pour la région. Il est possible que le degré de vulnérabilité dans les endroits décrits au début de ce chapitre soit plus grave qu'anticipé.

### Mise à jour

Le 18 janvier, FEWS a reçu un rapport d'une demande revue de la RRC pour 106.847 tonnes supplémentaires au titre des secours alimentaires afin de pouvoir répondre aux besoins de 523.760 éleveurs connaissant des problèmes d'eau et de pâturages dans la région d'Ogaden. Cette demande est en train d'être examinée par les bailleurs de fonds. Le lecteur est prié de noter que ces nouveaux chiffres ne sont pas compris dans le texte ou les tableaux du présent rapport.

**Autres régions** - Le PAM et la RRC indiquent tous les deux que le Nord et le Sud de Wello ont besoin de secours alimentaires. Le PAM estime que les besoins au Nord de Wello concernent 500.000 personnes et 78.334 tonnes d'aliments. Il convient de noter que cette estimation inclut les besoins de l'Est de Gonder. Les estimations de la RRC pour les mêmes régions ne représentent qu'un tiers de ce chiffre. En fonction des nombreux rapports du terrain et de l'analyse des images par satellite, FEWS pense que les besoins au Nord de Wello tendront davantage vers la plus faible estimation de la RRC.

Le Sud de Wello a besoin de bien plus de secours mais même ainsi, les répercussions des conflits civils et les transferts de population n'ont peut-être pas été aussi graves que prévus pour l'agriculture. D'après des rapports récents du terrain, il semble que les systèmes alimentaires soient encore solidement établis. Les estimations de la RRC (322.000 personnes ayant besoin de 53.000 tonnes d'aliments) et du PAM (414.000 personnes ayant besoin de 61.000 tonnes) pourraient être prises comme la limite supérieure des besoins de la région.

Il existe de petites enclaves de besoins dans d'autres régions de l'Ethiopie, notamment l'Asseb, le Nord de Shewa, le Nord et Sud d'Omo et les zones touchées par la trypanosomiase à Illubabor et Wellega. Dans le cas où des groupes de population se sont déplacés, les estimations de la RRC correspondent au niveau de besoins le plus élevé. Autrement, il ne semble pas y avoir d'écarts importants entre les estimations des divers intervenants.

**Tableau 24: Comparaison des estimations sur les secours**

| Région    | Organisation | TOTAL               |                               | CAUSES NATURELLES   |             |                               | PERSONNES DEPLACÉES |             |                               | URBAIN              |             |                               |
|-----------|--------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|-------------|-------------------------------|---------------------|-------------|-------------------------------|---------------------|-------------|-------------------------------|
|           |              | Nombre de personnes | Besoins alimentaires (tonnes) | Nombre de personnes | Ration (kg) | Besoins alimentaires (tonnes) | Nombre de personnes | Ration (kg) | Besoins alimentaires (tonnes) | Nombre de personnes | Ration (kg) | Besoins alimentaires (tonnes) |
| Eritrea   | RRC          | 2.288.365           | 420.707                       | 1.703.190           | 204(1)      | 347.451                       | 133.025             | 204         | 27.137                        | 452.150             | 102 (2)     | 46.119                        |
|           | PAM          | 2.265.000           | 366.580                       | 2.200.000           | 161(3)      | 355.114                       | 65.000              | 176         | 11.466                        |                     |             |                               |
|           | ERA (4)      | 1.976.926           | 354.243                       | 1.976.926           | 179(5)      | 354.243                       |                     |             |                               |                     |             |                               |
| Tigray    | PAM          | 1.800.000           | 282.002                       | 1.800.000           | 157         | 282.002                       |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | REST (6)     | 2.428.804           | 454.657                       | 2.428.804           | 241(7)      | 585.099                       |                     |             |                               |                     |             |                               |
| N. Wello  | RRC          | 45.640              | 6.983                         | 45.640              | 153(8)      | 6.983                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | PAM (9)      | 500.000             | 78.334                        | 500.000             | 157         | 78.334                        |                     |             |                               |                     |             |                               |
| S. Wello  | RRC          | 322.280             | 52.940                        | 251.080             | 153(8)      | 38.415                        | 71.200              | 204         | 14.525                        |                     |             |                               |
|           | PAM          | 413.580             | 60.527                        | 251.080             | 127         | 31.862                        | 162.500             | 176         | 28.665                        |                     |             |                               |
| Gonder    | RRC          | 299.354             | 61.068                        |                     |             |                               | 299.354             | 204         | 61.068                        |                     |             |                               |
|           | PAM          | 455.000             | 59.774                        | 355.000             | 119         | 42.134                        | 100.000             | 176         | 17.640                        |                     |             |                               |
| Harerghe  | RRC (Est)    | 85.640              | 17.471                        | 85.640              | 204         | 17.471                        |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | RRC (Ouest)  | 80.000              | 0                             | 80.000              | 0(10)       | 0                             |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | PAM          | 211.600             | 35.803                        | 211.600             | 169         | 35.803                        |                     |             |                               |                     |             |                               |
| Dire Dawa | RRC          | 51.600              | 10.526                        | 51.600              | 204         | 10.526                        |                     |             |                               |                     |             |                               |
| N. Shewa  | RRC          | 52.211              | 10.651                        |                     |             |                               | 52.211              | 204         | 10.651                        |                     |             |                               |
|           | PAM          | 78.000              | 13.759                        |                     |             |                               | 78.000              | 176         | 13.759                        |                     |             |                               |
| Wellega   | RRC          | 76.977              | 8.413                         | 71.470              | 102(11)     | 7.290                         | 5.507               | 204         | 1.123                         |                     |             |                               |
|           | PAM          | 71.470              | 6.046                         | 71.470              | 85          | 6.046                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
| Assosa    | RRC          | 14.864              | 3.032                         |                     |             |                               | 14.864              | 204         | 3.032                         |                     |             |                               |
| N. Omo    | RRC          | 64.560              | 9.878                         | 64.560              | 153(8)      | 9.878                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | PAM          | 64.560              | 8.193                         | 64.560              | 127         | 8.193                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
| Illubabor | RRC          | 33.690              | 3.436                         | 33.690              | 102(11)     | 3.436                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
|           | PAM          | 33.690              | 2.850                         | 33.690              | 85          | 2.850                         |                     |             |                               |                     |             |                               |
| Asseb     | RRC          | 198.530             | 40.500                        | 143.530             | 204         | 29.280                        | 55.000              | 204         | 11.220                        |                     |             |                               |
|           | PAM          | 163.030             | 27.725                        | 143.530             | 169         | 24.285                        | 19.500              | 176         | 3.440                         |                     |             |                               |
| Gambela   | RRC          | 63.220              | 6.448                         | 63.220              | 102(11)     | 6.448                         |                     |             |                               |                     |             |                               |

Sources: RRC, FAO, PAM, ERA, REST, Mission indépendante sur l'évaluation des cultures, FEWS. Notes: (1) ration quotidienne standard de la RRC: 500 g de céréales et 60 g de légumineuses. (2) La RRC applique la moitié de la ration pour la population urbaine. (3) La ration du Programme alimentaire mondial varie suivant les situations spécifiques. (4) Les estimations de l'ERA sont globales, elles ne comprennent pas les besoins des populations urbaines dans les zones gouvernementales. (5) La ration quotidienne de l'ERA pour les céréales (550 g), les lentilles (50 g) et autres (100 g). (6) Les estimations de REST sont globales; elles comprennent les personnes dans certaines régions de Gonder et Wello telles que définies par le Gouvernement. (7) La ration quotidienne de REST pour les céréales (500 g), les légumineuses (60 g) et les autres (100 g). (8) Les estimations se fondent sur les besoins pour neuf mois. (9) Les calculs de PAM comprennent des parties de l'Est de Gonder. (10) Les besoins seront satisfaits par le biais des programmes existants. (11) Les estimations se fondent uniquement sur des besoins pour six mois.

---

## VULNERABILITE: LES DERNIERS FAITS

---

Entre deux et trois millions d'éleveurs des collines de l'Erythrée et du Nord de Tigré sont à risques. La nature fragile de l'agriculture dans ces régions fait que ces gens dépendent davantage de leur bétail que les éleveurs des autres régions. Vu la mauvaise production agricole pendant la deuxième année de suite et la détérioration des termes de l'échange, ces gens ne disposent que de peu de ressources pour faire face à la situation actuelle. Les éleveurs de l'Erythrée ont été très touchés par l'insuffisance des pluies pendant la saison principale et continueront à être très vulnérables jusqu'à la prochaine saison des pluies en juin ou juillet. L'on signale déjà une mortalité très élevée chez les animaux.

Les éleveurs de certaines régions de l'Ogaden étaient déjà vulnérables à cause des graves pénuries de pâturages et d'eau, qui avaient atteint les niveaux les plus bas pendant la saison principale (*meher*) en 1990. Dans les zones pastorales au Sud, les pluies ont été insuffisantes depuis octobre, indiquant que les conditions pourraient continuer à s'aggraver jusqu'à la petite saison (*belg*). Le sort des autres éleveurs du pays semble meilleur.

Il y a un nombre de plus en plus grand de personnes déplacées dans l'Erythrée, le Gonder et Wello suite aux conflits civils qui ont marqué le début de l'année. Certaines de ces personnes sont déjà revenues dans leur ferme, elles resteront modérément vulnérables, dans le meilleur des cas, jusqu'au moment de la prochaine moisson. Mais la plupart des personnes déplacées sont des fonctionnaires, des marchands et des négociants venant des zones urbaines qui ont changé de côté pendant la guerre civile. Ces personnes ne rentreront pas chez elles dans un avenir proche et continueront d'avoir besoin de secours.

---

## CONCLUSIONS

---

Il ne semble pas que de mémoire récente l'on se souvienne d'aussi grands nombres de personnes en Erythrée qui aient été si vulnérables, y compris en 1984 et 1985. Outre la mauvaise saison de pluies et la maigre production agricole, les mécanismes de survie ont été ébranlés par un enchaînement récent de mauvaises années et de conflits civils dans la région. Tigré a eu une année mitigée, bien que les zones les plus touchées au Nord-Est soient probablement dans une situation semblable à celle de l'Erythrée. La différence ici étant que les troupes massées dans la région l'année dernière se sont déplacées ailleurs et qu'il existe encore d'autres mécanismes de survie. La mauvaise récolte à Harerghe a frappé ceux qui sont le moins en mesure d'absorber les chocs mais il existe d'autres activités rémunératrices pour nombreux des habitants de la région, malgré les problèmes causés par la guerre en Somalie.

Les réformes récentes dans le secteur agricole semblent déjà avoir eu un impact positif sur les superficies plantées d'Harerghe. Cela se vérifie également dans les régions qui ont un bon accès aux marchés, par exemple les régions rurales qui desservent le marché d'Addis Abeba. Mais cela ne semble pas être le cas pour d'autres parties du pays. Les observateurs ont noté des interruptions dans les travaux agricoles de nombreuses régions rurales causées par les changements dans les structures d'approvisionnement en intrant, de coopérative et de marketing. Dans l'ensemble, les nouvelles réformes ont probablement eu un impact négatif net sur les superficies plantées, bien que les accroissements notés dans certaines régions semblent indiquer l'éventualité d'impacts très positifs dans le moyen et long terme. Au 18 décembre 1990, les bailleurs de fonds s'étaient engagés à fournir 316.800 tonnes au titre de l'aide alimentaire normale et d'urgence. Le Gouvernement américain avait pris à la même date un engagement s'élevant au minimum à 100.000 tonnes d'aide alimentaire en cas d'urgence.

## Termes clés

**A risque** - Les Rapports de FEWS emploient le terme "à risque" pour décrire des populations qui ont ou qui auront dans un avenir proche insuffisamment d'aliments, ou de ressources pour acheter des aliments en quantité suffisante pour éviter une crise nutritionnelle (détérioration progressive de la condition sanitaire ou nutritionnelle en-dessous du statu quo). Les populations "à risque" ont besoin d'une intervention spécifique pour éviter des situations mettant leur vie en péril. Les rapports de FEWS comprennent parfois des estimations sur les besoins alimentaires. Toutefois, il n'y a aucune relation directe entre le nombre de personnes jugées "à risque" et les niveaux de l'assistance alimentaire nécessaire. Les famines sont l'aboutissement d'un lent processus qui peut être extrêmement complexe. Les besoins alimentaires de certaines populations spécifiques "à risque" dépendent du moment où le problème a été identifié et de la force de ses répercussions cumulatives sur les personnes concernées. Le niveau d'assistance alimentaire nécessaire, soit des sources internes soit des sources externes, dépend de nombreux facteurs. Les estimations sur les besoins alimentaires présentés périodiquement dans les rapports de FEWS ne doivent pas être interprétés comme besoins d'aide alimentaire (par exemple, dans le cadre de la PL-480 ou d'autres programmes spécifiques des bailleurs de fonds).

**Vulnérabilité** - Les rapports de FEWS utilisent le terme "vulnérabilité" pour indiquer dans quelle mesure certains groupes de personnes ou régions sont susceptibles de connaître une insécurité alimentaire. Dans l'acception de FEWS, la vulnérabilité est toujours caractérisée par son degré: légère, modérée ou extrême. Une extrême vulnérabilité est synonyme de "à risques". La vulnérabilité est un concept dynamique qui intègre les conditions aussi bien chroniques qu'actuelles. La vulnérabilité chronique suppose des conditions à long terme prédisposant un groupe ou une région donnée à l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité actuelle concerne des changements de courte durée au niveau de la sécurité alimentaire et leurs répercussions. L'analyse de la vulnérabilité se penche sur trois niveaux: disponibilité alimentaire, accès aux aliments et utilisation des aliments. Ces niveaux sont regroupés dans un cadre analytique commun qui permet d'interpréter toutes les informations pertinentes pour la sécurité alimentaire des diverses possibilités de mobilisation de revenu au sein des différents groupes de ménage.

**FIT** - Le Front intertropical équivaut à un équateur météorologique, une région de colonnes d'air ascendant de pression de surface relativement faible limitée au Nord et Sud par les vents alizés au Nord-Est et Sud-Ouest. Le mouvement ascendant du FIT forme la branche ascendante de la circulation méridionale d'Hadley. Le FIT se déplace au Nord et au Sud suivant le mouvement apparent du soleil. Il occupe la position la plus au Nord dans les mois d'été. La position du FIT définit normalement les limites Nord des précipitations possibles dans le Sahel, les pluies tombent généralement à 100-300 kilomètres, au Sud du FIT.

**IVDN** - Les images de l'Indice de végétation par différence normalisée sont créées au laboratoire du Système de Modélisation et de Suivi de l'Inventaire Global (GIMMS) de la National Aeronautic and Space Administration (NASA). Les images sont dérivées de l'imagerie de la couverture mondiale (environ 7 kilomètres de résolution) reçue des radiomètres perfectionnés de l'Administration (NOAA). Les satellites en orbite polaire sondent la terre entière et son atmosphère chaque jour et chaque nuit collectant des données dans cinq bandes spectrales. Les bandes 1 et 2 sondent respectivement les longueurs d'onde rouge et infrarouge et les 3 bandes restantes émettent des radiations dans 3 bandes spectrales différentes. Les images IVDN sont créées en calculant:  $(\text{infrarouge} - \text{rouge}) / (\text{infrarouge} + \text{rouge})$  pour chaque élément d'image du satellite de jour. Vu que la chlorophylle se reflète davantage dans la bande infrarouge que dans la bande rouge, des valeurs IVDN plus élevées indiquent la présence de plus de chlorophylle et donc par interférence de plus de végétation. Un composite des images quotidiennes IVDN est créé pour chaque période de 10 jours, en utilisant la valeur IVDN la plus élevée pour chaque image pendant cette période. Cette technique minimise les effets des nuages et d'autres formes d'interférence atmosphérique qui tendent à diminuer les valeurs IVDN. Souvent on pense à un IVDN comme une mesure du "verdoisement" ou de la "vigueur végétative". Les images IVDN sont utilisées pour suivre la réponse de la végétation aux conditions climatiques.

**METEOSAT** - Estimations de pluviosité d'après METEOSAT. FEWS utilise les estimations de pluviosité en fonction de la durée des nuages froids mesurés par les radiomètres infrarouges thermiques du satellite METEOSAT. Les estimations sont calculées par le Département de la météorologie de l'Université de Reading en Grande-Bretagne. La durée des nuages froids se corrèle bien avec les orages et, par conséquent, convient dans les zones sahéliennes semi-arides. La méthode fonctionne surtout bien sur le terrain plat; les collines peuvent produire des reliefs ou zones de pluies "sombre" qui ne sont pas détectées. Dans les régions plates, la méthode peut prédire "pluies ou pas pluies" avec une exactitude d'au moins 85% (d'après une comparaison avec les données terrestres). Pris sur une décade, 80% des quantités de moins de 60 mm sont exactes à plus ou moins 10 mm et les quantités de plus de 60 mm sont exactes à plus ou moins 20 mm. Cette exactitude convient pour les régions suivies par FEWS, vu que la méthode fournit une couverture relativement exacte pour une grande zone à une résolution de moins de 10 kilomètres.